ACTION CONTRE LA FAIM

RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2018

SOMMAIRE

MOT DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE 4

6 QUI SOMMES-NOUS ?

CONSEIL D'ADMINISTRATION 14

16 LA MOBILISATION ASSOCIATIVE EN 2018

DÉLÉGATIONS EN 2018 18

20 DOMAINES D'INTERVENTIONS

DIRECTION GÉNÉRALE 22

24 DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS

MISSIONS ACF FRANCE 36

80 DÉPARTEMENT EXPERTISE ET PLAIDOYER

DÉPARTEMENT COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT 90

94 DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES 96

100 DÉPARTEMENT LOGISTIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION

ANNEXES ACRONYMES ACF 106

ACTION CONTRE LA FAIM

RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2018

MOT DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Thomas RIBÉMONT,
Président

Véronique ANDRIEUX,
Directrice Générale

Chers adhérentes, chers adhérents,

Comme l'année passée, l'année 2018 a été marquée par de nombreuses crises, complexes et qui s'inscrivent, pour nombre d'entre elles, dans la durée. Cela justifie d'inscrire toujours plus notre action dans des temporalités épousant un continuum allant de l'urgence au développement.

Face à ces crises, nos équipes, et l'ensemble des bénévoles de notre association, se sont mobilisés et ont contribué à ce qu'Action Contre la Faim puisse répondre aux besoins de manière coordonnée, efficiente et efficace. Cela s'est fait avec la volonté d'associer toujours plus les populations locales à la définition de nos stratégies et à la mise en œuvre de nos actions. Car c'est en coproduisant nos programmes avec les acteurs locaux que nous parviendrons à avancer dans notre lutte commune et à inscrire cette dernière dans toujours plus de justice sociale.

Dans cette même perspective de justice sociale, nous avons développé notre stratégie de telle sorte que soit prise en considération à tous les échelons de notre organisation et dans tous nos programmes la problématique du genre. Il reste encore beaucoup à faire sur ce point, mais cet enjeu imprègne désormais pleinement, et de manière transversale, notre association.

En parallèle de nos opérations, nous avons poursuivi le développement de notre réseau international. Nous avons aussi œuvré, comme en 2017, dans un contexte difficile, à retrouver notre équilibre budgétaire, tout en développant notre communication, notre plaidoyer et notre expertise.

Nous avons de surcroît tout mis en œuvre pour que nos missions gagnent en autonomie afin que nous puissions être toujours plus proches des besoins du terrain et ainsi renforcer notre capacité de réponse multisectorielle aux urgences tout en étant capables de nous projeter dans des perspectives de développement.

Enfin, même s'il reste en la matière beaucoup de travail, nous en avons conscience, nous avons poursuivi nos efforts, via le Comité de Mobilisation de la Vie Associative, pour reconstruire une vie associative plus dynamique et qui intègre l'ensemble du corps social qu' Action Contre la Faim tout en s'ouvrant progressivement à une mobilisation citoyenne plus large et internationale. Ce travail est long, ses résultats pas toujours visibles, et les attentes importantes. Cela suppose, de la part de chacune et chacun d'entre nous, de la patience, de la volonté et de l'humilité.

Plus généralement, nous devons faire face aux nombreux changements, endogènes et exogènes, souvent complexes, qui touchent le paradigme humanitaire et qu'il est, nous le savons toutes et tous, impossible d'ignorer.

C'est avec vous, chères adhérentes, chers adhérents, et avec les populations sur le terrain, et non à côté, que nous pourrons collectivement opérer ces changements nécessaires et justes.

Avec tous nos remerciements associatifs,

Véronique Andrieux

Thomas Ribémont

QUI SOMMES-NOUS ?

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats, Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde.

Alors que jusque là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim.
Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et de conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs :

- Nutrition-santé
- Pratiques de soins
- Sécurité alimentaire et moyens d'existence
- Eau, assainissement et hygiène
- Plaidoyer et sensibilisation

En 2015, ACF-International est intervenue dans plus de 47 pays, venant en aide à environ 7 millions de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme.

HISTORIQUE

Les fondateurs d'Action contre la Faim
Patrick ARFI, Jacques ATTALI, Danielle de BETAK, Charles de BRANTES, Xavier BROAWEYS, Jean-Martin COHEN-SOLAL, Caroline FRAISSINET COSICH, Jean GEROTHWOHL, Françoise GIROUD, Marek HALTER, Gilles HERTZOG, Thierry LEROY, Rémy LESTIENNE, Bernard-Henri LEVY, Patrick SIEGLER-LATHROP, Marie-Antonietta MACCIOCCHI, Christian-Marie MONNOT, Jacques-André PREVOST, Robert SEBBAG, Guy SORMAN, Marc ULLMANN, Jean-Christophe VICTOR, Gad WEIL.

1979 : L'AICF

« Parler de la faim dans le monde installé dans son fauteuil c'est très bien, ce serait pourtant mieux de faire quelque chose ». Ainsi résumée par Françoise Giroud, cette prise de conscience a conduit en 1979 une poignée d'intellectuels français à se mobiliser pour affirmer leur refus face au scandale de la faim. Élargi à quelques journalistes et médecins, le groupe se constitue en association le 15 novembre autour de Jacques Attali, Marek Halter, Bernard-Henri Levy… L'Action Internationale Contre la Faim (AICF) est née. Un mois plus tard, l'Afghanistan sera le théâtre d'un des derniers conflits de la guerre froide. Face à l'invasion des troupes soviétiques, des milliers d'Afghans fuient à la frontière du Pakistan. Un médecin afghan réfugié en France est présenté aux fondateurs d'AICF et raconte. Très vite, une première mission d'aide d'urgence est montée. Des hommes, médecins et volontaires, sont envoyés sur place pour convoyer tentes et denrées. En janvier 1980, AICF est la seule organisation française présente sur cette zone de Quetta.

LES TEMPS FORTS DE NOTRE ACTION

1982 : Mission d'urgence en Thaïlande auprès de cambodgiens
1985 : Mission d'urgence en Ethiopie pour faire face à la famine
1990 : Aide au peuple kurde en exode pendant la guerre du Golfe
1992 : Ouverture d'une mission en Bosnie pour apporter une assistance médicale et nutritionnelle aux déplacés
1994 : AICF est reconnue d'Utilité Publique par le ministère de l'Intérieur. Génocide au Rwanda : Aide nutritionnelle aux réfugiés
1995 : Ouverture de la mission Tchétchénie pendant la 1ère guerre russo-tchétchène
1996 : AICF devient Action contre la Faim
1999 : Distribution d'urgence au Kosovo
2000 : Action contre la Faim se retire de la Corée du Nord et dénonce la manipulation de l'aide
2003 : Ouverture de la mission en Irak
2005 : ACF déjà présente sur place répond à l'urgence suite au Tsunami en Indonésie et au Sri-Lanka

2006 : Exécution de 17 humanitaires d'Action contre la Faim par l'armée au Sri-Lanka. Fermeture de la mission en signe de protestation contre l'impunité du crime
2008 : « Émeutes de la faim » dans de nombreux pays en voie de développement à la suite d'une forte hausse du prix des denrées alimentaires
2011 : Début du conflit en Syrie dans le contexte du Printemps arabe
2012 : Ouverture de la mission au Yémen
2015 : Aide d'urgence auprès de 180 000 personnes après un séisme au Népal
2017 : Menace de famine dans 4 pays, au Yémen, Nigéria, Soudan du Sud et en Somalie. Nouvelle identité de marque Action contre la Faim

LES TEXTES DE RÉFÉRENCES D'ACTION CONTRE LA FAIM

Des textes sont ici rapportés afin de permettre au lecteur du rapport moral de mieux situer l'action annuelle de l'association au regard de son mandat et de ses valeurs. Les documents complets sont disponibles au siège de l'association et sur le site Internet www.actioncontrelafaim.org.

LA CHARTE

Indépendance
De façon à préserver et à conserver sa liberté morale et financière, Action contre la Faim agit en fonction de ses propres principes et ne se détermine en aucun cas en fonction d'intérêts de politique, intérieure ou étrangère, ou d'un gouvernement, quel qu'il soit.

Neutralité
Une victime est une victime. Action contre la Faim œuvre dans le respect d'une stricte neutralité et impartialité politiques et religieuses.
Elle peut cependant être conduite à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dont elle est témoin, ainsi que les entraves mises au bon déroulement de sa mission humanitaire.

Non discrimination
Action contre la Faim se refuse, dans son action, à toute discrimination de race, de sexe, d'ethnie, de religion, de nationalité, d'opinion ou de classe.

Accès libre et direct aux victimes
Action contre la Faim fonde son action sur une exigence de libre accès aux victimes et sur le contrôle direct de ses programmes. Elle se donne tous les moyens pour y parvenir et s'autorise à dénoncer les entraves mises à son action et à agir pour y mettre fin. Elle vérifie aussi l'affectation de ses ressources afin que celles-ci parviennent bien aux individus en situation précaire auxquels elles sont destinées. En aucun cas, les partenaires avec lesquels elle peut être amenée à travailler ne doivent être les ultimes bénéficiaires de ses programmes d'aide.

Professionnalisme
Action contre la Faim fonde la conception, la réalisation, la gestion et l'évaluation de ses programmes sur des exigences de professionnalisme et sur la capitalisation de son expérience, afin d'optimiser son efficacité et l'utilisation de ses ressources.

Transparence
Action contre la Faim s'engage, vis à vis de ses bénéficiaires comme de ses partenaires et donateurs, à respecter transparence et information dans l'affectation et la gestion de ses fonds, et à se doter de toutes les garanties visant à apporter la preuve de sa bonne gestion.
Tous les membres d'Action contre la Faim, dans le monde entier, adhèrent aux principes de la Charte et s'engagent à la respecter.

NOS SEPT DOMAINES D'EXPERTISES

Cadre d'intervention et modalités opérationnelles :

ACF intervient sur la base d'une analyse des besoins, de la demande et/ou des risques de malnutrition encourus par les populations, quel que soit le contexte (conflit, sous-développement, crise ou catastrophe naturelle, milieu urbain ou rural, déstructuration, etc…). Son déploiement géographique est déterminé par l'apparition des crises ou de risque de crise, et par sa pertinence technique.

ACF, en concertation avec son réseau international, décide de l'ouverture et de la fermeture de ses missions sur la base des analyses précitées, afin d'optimiser ses ressources et maximiser son impact.
ACF, en concertation avec son réseau international et dans un objectif d'optimiser son action et sa pertinence, peut envisager l'ouverture de bureaux opérationnels ou régionaux, bases logistiques ou toute autre forme de présence dans les pays du Sud ou dans le reste du monde, ainsi que des partenariats ou rapprochement stratégique avec des ONGS tant locales qu'internationales.
ACF agit indépendamment de toute forme de pression politique, économique ou sociale.
La sélection des bénéficiaires de l'aide est réalisée sans discrimination d'aucune sorte et en premier lieu en fonction de leur niveau de vulnérabilité.

NUTRITION ET SANTE

PAR SES PROGRAMMES DE NUTRITION ET SANTÉ, ACTION CONTRE LA FAIM PRÉVIENT, DÉPISTE ET TRAITE LA MALNUTRITION AIGUË CHEZ LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES.

La moitié de la population mondiale souffre de malnutrition. Le changement climatique est une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Sécheresses, inondations, événements météorologiques extrêmes, impactent directement les communautés.
Par ses programmes de nutrition et santé, Action contre la Faim prévient, dépiste et traite la malnutrition aiguë chez les personnes les plus vulnérables, les jeunes enfants et les femmes enceintes ou allaitantes.
Selon les exigences particulières à chaque situation, au contexte et à la culture locale, Action contre la Faim conçoit des programmes de nutrition-santé adaptés à la population.

PRÉVENTION ET FORMATION DES TRAVAILLEURS LOCAUX

Action contre la Faim portent une attention particulière à la formation des travailleurs locaux, afin d'assurer l'autonomie des missions dans la prise en charge et le traitement de la malnutrition au niveau national. Par ailleurs, nous prenons en compte la qualité et la nature des soins dispensés aux enfants au sein de la famille et de la communauté. Nos programmes incluent donc un renforcement des pratiques de soins infantiles et de la relation parents-enfant permettant l'épanouissement physique et psychique de l'enfant.

DES CENTRES DE SANTÉ LOCAUX

Nos centres de santé sont implantés localement au plus près des populations en détresse de façon à être en capacité de dépister et de prendre en charge la malnutrition le plus rapidement possible. En parallèle, un soutien psychologique peut être apporté aux victimes et à leur famille.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

SELON LES CHIFFRES DE LA FAO, 800 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRAIENT DE SOUS-ALIMENTATION EN 2016,

« Sécurité alimentaire » : situation d'une personne ayant un accès physique et financier à une nourriture en qualité et quantité suffisante, respectant ses préférences culturelles, et ce tout au long de l'année, afin de garantir une vie saine et active.

SÉCURISER L'ACCÈS À LA NOURRITURE

L'objectif général de nos interventions en « sécurité alimentaire et moyens d'existence » vise à permettre aux populations d'accéder à une nourriture adéquate pendant et après des situations de crises.
Pour cela, nous poursuivons, selon les situations, différents objectifs :
Répondre aux besoins immédiats en nourriture des populations vulnérables (populations déplacées et réfugiées, communautés hôtes)
Permettre le retour à l'autonomie alimentaire des populations affectées par les désastres, les conflits ou l'insécurité alimentaire chronique
Infléchir les cadres et politiques de la sécurité alimentaire de façon à éradiquer la faim.
Selon les contextes, les interventions d'Action contre la Faim permettent de sauver des vies humaines dans

les situations de crises aiguës, de protéger et maintenir les moyens d'existence des populations les plus sensibles aux catastrophes, de réduire les facteurs de vulnérabilité et de promouvoir le développement économique et social.
La recherche de solutions durables dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition est au cœur de nos interventions sur le terrain. Pour accroître notre efficacité nous menons des analyses contextuelles poussées et évaluons nos projets afin de former au mieux notre personnel et apporter la meilleure réponse possible aux populations.

NOS ACTIONS

- L'assistance alimentaire
- Les activités agricoles
- Les activités génératrices de revenus en milieu rural ou urbain
- La surveillance de la situation alimentaire
- Le plaidoyer

EAU ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SA GESTION EST UN ÉLÉMENT CENTRAL DANS LA GESTION DE TOUTES LES CRISES HUMANITAIRES ET ALIMENTAIRES.

LA MALNUTRITION D'UN ENFANT SUR DEUX EST LIÉE AUX MALADIES HYDRIQUES, À UN ENVIRONNEMENT INSALUBRE ET UN ACCÈS À L'EAU POTABLE LIMITÉ.

Plus de 80% des eaux usées générées dans le monde retournent dans l'écosystème sans avoir été traitées ou réutilisées. Dans la plupart des cas, les populations ne disposent pas des infrastructures nécessaires au traitement des eaux usées.
Ces eaux véhiculent des matières fécales, des déchets médicaux, des pesticides d'agriculture et des produits chimiques potentiellement toxiques rejetés par les activités humaines. Des collectivités entières peuvent tomber malades si l'eau potable est contaminée et que l'hygiène est négligée. En buvant une source d'eau contaminée par des excréments les populations risquent de contracter des maladies mortelles comme la diarrhée, le choléra, la dysenterie, la typhoïde ou la polio.

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SENSIBILISER LES POPULATIONS

Action contre la Faim intervient dans la prévention de la malnutrition et mène des programmes d'amélioration de l'accès à une eau saine, de construction de latrines, de drainage etc. Elle fait également de la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et à la gestion de l'eau. Dans les situations d'urgence (épidémies, catastrophes naturelles, etc.), nous nous positionnons en acteur de terrain (distribution d'eau par camions citernes, de kits d'hygiène, mise en place d'assainissement d'urgence, mise en place de programme de prévention des risques), mais aussi en coordinateur de la réponse humanitaire.
Outre le traitement et la prévention de la malnutrition, ACF mène une approche intégrée de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles, intégrant l'adaptation au changement climatique. Cette approche transversale est intégrée dans nos programmes au sein des divers domaines d'intervention. Il s'agit d'élaborer puis de mettre en œuvre des stratégies et des pratiques visant à limiter la vulnérabilité des populations, les aléas et les conséquences des catastrophes sur l'existence des populations.
Le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, et leur conséquence sur la sous-nutrition, restent des défis majeurs à l'échelle mondiale que nous tentons de surmonter.

SANTE MENTALE, PRATIQUES DE SOINS GENRE ET PROTECTION

LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES SONT SOUVENT LES PLUS SUJETTES À DES CHOCS TRAUMATIQUES.

Les populations vulnérables doivent survivre aux conflits, aux maladies liées à l'hygiène ou à la malnutrition, aux événements météorologiques extrêmes ou encore au déséquilibre familial. Les communautés sont exposées à beaucoup de violences, d'insécurité et d'angoisse ce qui affecte énormément la santé mentale des individus.

Dépression, stress post-traumatique, problème de sommeil ou de comportement, les populations se retrouve en grande détresse.
En 2015, 462 868 personnes ont bénéficié d'un soutien psychologique dans 21 pays différents sur les 49 pays où Action contre la Faim est présent.

GROUPE DE PAROLE ET SOUTIEN INDIVIDUEL

Nous intervenons auprès de ces populations et contribuons au soutien psychosocial, à la protection des personnes et à l'amélioration des pratiques de soins infantiles. Pour Action contre la Faim, la sous-nutrition a des causes multiples, dont des facteurs psychologiques et la qualité des soins prodigués aux femmes enceintes et aux très jeunes enfants.
Dans le cadre de la sous-nutrition aussi, les équipes en santé mentale et pratiques de soins ont un rôle à jouer. Des interventions psychosociales et sur la parentalité permettent de lutter durablement contre la faim et de minimiser l'impact des contextes difficiles sur la santé des populations.
Des groupes de paroles sont organisés dans nos différents centres de santé et un soutien individuel est mis en place pour les personnes les plus vulnérables. Dans certains cas, des séances de relaxation sont nécessaire pour réduire angoisse et peur.
Pour les enfants, des activités de groupe, des activités parents-enfants pour renforcer les liens familiaux, des jeux pédagogiques et des parcours psychomoteurs sont mis en place afin qu'ils puissent grandir et se développer le plus sereinement possible.

PLAIDOYER

EN LIEN AVEC NOS ÉQUIPES SUR LE TERRAIN, NOUS MENONS DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER ET DE MOBILISATION AUPRÈS DES ETATS ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.

Elles visent à provoquer des changements durables en termes de politiques, de pratiques et de capacités d'intervention, en influençant les décideurs politiques et économiques, et en mobilisant l'opinion publique.
Au travers des différents programmes de lutte contre la malnutrition, d'assainissement d'eau ou encore de santé mentale que nous mettons en place depuis près de 40 ans, l'organisation met en avant des moyens reconnus ou innovants et démontre quotidiennement leur efficacité. Forte de cette expérience, l'ONG se donne le mandat de promouvoir ces bonnes pratiques et d'amener à leur intégration dans les politiques des États et des institutions internationales.

NOTRE ACTIVITÉ DE PLAIDOYER S'ARTICULE AUTOUR DE DEUX AXES DE TRAVAIL :

LA LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Les activités de plaidoyer ont pour but d'alerter sur l'importance de la lutte contre la malnutrition aiguë et promouvoir sa reconnaissance comme problème majeur de santé publique, nécessitant à la fois plus d'attention de la part des décideurs et plus de moyens financiers.
Par ailleurs, nous plaidons pour une approche intégrée de la lutte contre la malnutrition en demandant aux États d'inclure la nutrition dans leurs politiques sectorielles (agriculture, santé…). De par notre expérience et notre travail de réflexion et recherche sur les causes de la faim, nous nous engageons dans un mouvement plus global pour proposer des solutions durables dans le but d'éradiquer à terme la faim dans le monde.

LA DÉFENSE DES PRINCIPES HUMANITAIRES

Nous luttons également pour le respect des principes humanitaires et accompagne les évolutions et les changements des politiques dans ce domaine (particulièrement françaises et européennes) en apportant son expertise et en témoignant de ce que les équipes rencontrent sur les terrains d'intervention.

Enfin, nous sensibilisons les sociétés civiles du Nord et du Sud pour soutenir nos actions de plaidoyer. En informant les citoyens sur les enjeux de la faim, nous tentons de mobiliser pour faire pression sur les décideurs afin d'obtenir de véritables changements.

GESTION DES RISQUES ET DÉSASTRES

AUGMENTATION DES ÉVÉNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

Les populations les plus vulnérables sont en première ligne de ces événement météorologique extrêmes : désertification, sécheresse, inondation, vague de froid et de chaleur ou encore la modification des conditions climatiques locales. Les crises et les désastres renforcent ou même accélèrent les facteurs sous-jacents conduisant à la sous-nutrition. La gestion des risques aux désastres consiste à faire ce qu'il faut, au bon moment et de la meilleure façon, pour préserver les moyens d'existence et créer un environnement favorable pour lutter efficacement contre la faim et réduire les vulnérabilités des populations face aux désastres.
La dernière décennie a vu le nombre de personnes exposées aux risques d'aléas naturels tripler atteignant les 2 milliards. Les catastrophes naturelles extrêmes comme le tsunami en 2004, ainsi que le tremblement de terre en Haïti en 2010, ont eu des effets catastrophiques sur l'environnement et sur les populations et leurs moyens d'existence.

UNE APPROCHE TRANSVERSALE ET MULTISECTORIELLE

S'appuyer uniquement sur une capacité de réponse en urgence n'est plus un mode opératoire éthiquement possible. Pour cela nous mettons en place une approche transversale et multisectorielle pour la mise en application des mesures de préparation, de réponse, de mitigation et de prévention aux désastres, afin de garantir que les moyens d'existence des populations vulnérables soient plus résilients à des chocs ponctuels et récurrents.

RECHERCHE

SOUCIEUX D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE NOS INTERVENTIONS SUR LE TERRAIN, NOUS CONSIDÉRONS LA RECHERCHE COMME UN DOMAINE DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE.

Les programmes de recherche sont définis sur la base des besoins de terrain. Ils sont conduits en collaboration avec des partenaires scientifiques internationaux et nationaux. Notre objectif est d'améliorer la qualité de nos interventions sur le terrain.
Aujourd'hui, nos projets de recherches ont pour objectifs spécifiques d'améliorer la prise en charge et la prévention de la sous-nutrition, ainsi que la réponse et la préparation aux urgences humanitaires. Ils s'articulent autour de trois grands axes :

- Identification des approches préventives efficaces contre la sous-nutrition
- Identification des modalités de mise à l'échelle d'un traitement efficace de lutte contre la sous-nutrition
- Identification des outils de réponse et préparation aux urgences

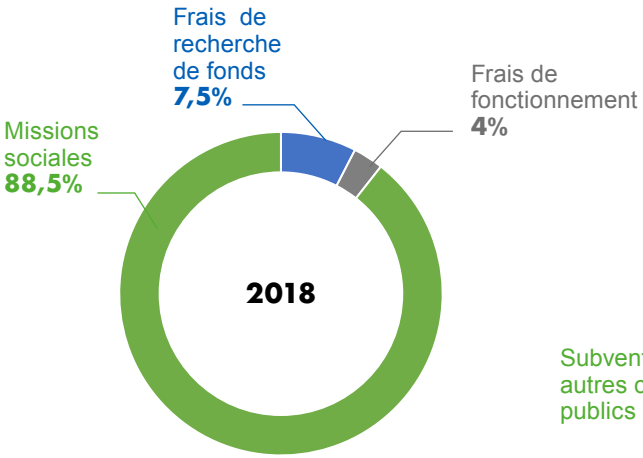
TRANSPARENCE FINANCIÈRE

UNE GESTION ASSURÉE PAR DE SOLIDES GARANTIES

- Action contre la Faim est une association Loi 1901 reconnue d'Utilité Publique, label délivré par le Conseil d'État. A ce titre, Action contre la Faim doit transmettre ses comptes annuels au Ministère de l'Intérieur et au Ministère des Affaires Étrangères.
- Action contre la Faim est membre du Comité de la Charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Cet organisme de surveillance rassemble des associations et fondations françaises qui ont en commun le respect d'une série de principes déontologiques en terme de rigueur budgétaire et de transparence des comptes.
- Des commissaires aux comptes indépendants garantissent chaque année la rigueur de notre gestion et la transparence de nos comptes, publiés chaque année.
- Les grands bailleurs de fonds institutionnels internationaux (ECHO, USAID) exercent un contrôle permanent sur nos comptes, au siège comme sur le terrain.
- Action contre la Faim est susceptible d'être auditée à tout moment par la Cour des Comptes et l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales), comme n'importe quelle autre structure.

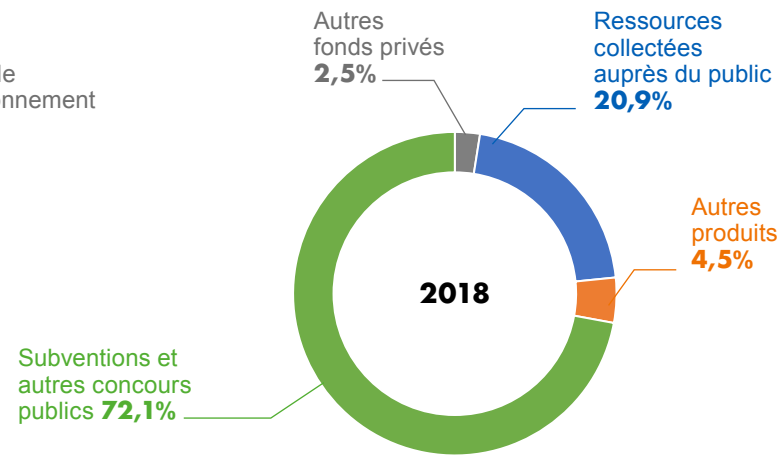
88,5% DES EMPLOIS (DÉPENSES) SONT AFFECTÉS AUX MISSIONS SOCIALES

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR DESTINATION



Ce graphisme présente le montant de chaque rubrique d'emploi par rapport au total des emplois de l'exercice 2018

RÉPARTITION DES RESSOURCES PAR ORIGINE



Ce graphisme présente le montant de chaque type de ressources par rapport au total des ressources de l'exercice 2018

LE RÉSEAU INTERNATIONAL

Le réseau Action contre la Faim International est composé aujourd'hui de 6 organisations juridiquement indépendantes, constituées sous des formes juridiques différentes – toutes à but non lucratif - en fonction du droit national propre à chaque pays :
ACF France est une association loi 1901 ;
ACF Espagne est une fondation ;
ACF Royaume Uni, ACF Etats-Unis, ACF Canada et ACF Inde sont des sociétés à but non lucratif.

Comme le précise le Projet Associatif, « le réseau international doit permettre de diffuser les valeurs qu'ACF défend, d'accroître la capacité d'intervention, de renforcer la légitimité et l'étendue du témoignage, de développer les compétences, et de mobiliser plus de ressources financières. » Action contre la Faim France en est la structure historique et opérationnelle, pilotant également l'activité recherche et l'animation du Conseil Scientifique International pour le compte du réseau. Action contre la Faim Espagne et Action contre la Faim USA sont les 2 autres structures opérationnelles du réseau, créées respectivement en 1995 et 1997, de volumes financiers quasi similaires aujourd'hui.

ACF Royaume-Uni et ACF Canada sont des structures non opérationnelles, ayant des objectifs communs de développement de collecte de fonds. Ces structures ont par ailleurs des raisons d'être et objectifs spécifiques différents.
Le réseau ACF International s'est construit lentement au cours de ces 15 dernières années. Il repose aujourd'hui sur un socle de textes et principes, une stratégie commune et une gouvernance affirmée.
Deux International Chairmen Comitee (ICC) se sont tenus au cours de l'année 2018, l'un à Mumbai, l'autre à Londres. Ces rencontres ont notamment permis de renforcer le développement de fonctions globales partagées et d'avancer dans la construction de notre stratégie internationale (ISP 3). Elles ont aussi permis de coordonner, de manière internationale, notre stratégie sur le genre et nos programmes de protection contre les actes d'exploitation et d'abus sexuels.
Enfin, comme l'an passé, ACF France a renforcé ou développé ses partenariats, tout en travaillant à assurer une représentation internationale de haut niveau. Cela a notamment abouti à l'audition de notre Directrice Générale, Véronique Andrieux, à l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2018.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

LES MEMBRES DU BUREAU

Thomas **RIBEMONT,**
Président ACF France

Pierre **MICHELETTI,**
Vice-Président

Dorian **DREUIL,**
Secrétaire Général

Elisabeth **TCHOUNGUI,**
Secrétaire Générale Adjointe

Alice **PONSERO,**
Trésorière jusqu'en novembre 2018 et remplacée par Alexia **ACKERMAN**

Julien **SEILLAN,**
Trésorier Adjoint

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jérôme
TUBIANA

Alice
CORBET

Antonio
LOPEZ

Didier
LE BRET

Aicha
KORAICH

Jérôme
HENRY

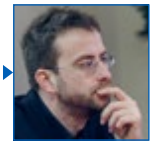
Caroline
DIB

Frédérique
BENZONI-FIEVET

Robert
SEBBAG

Blandine
DESTREMAU

Loïc
BIENASSIS



Marion
JUNCA

LE COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Conformément à la Charte du comité et suite à l'élection du nouveau Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale qui s'est tenue le 16 juin 2018, la composition du Comité d'Audit et des Risques agréée par les membres du Conseil d'Administration pour la période considérée est la suivante :

Membres avec voix délibérative :

- Didier LE BRET (président)
- Aïcha KORAÏCHI
- Antonio LOPEZ
- Jérôme HENRY

Au cours de la période considérée, le Comité d'Audit et des Risques d'ACF a continué d'exercer son rôle proéminent au sein du dispositif global de gestion des risques de l'association.

La mission première du Comité est d'assister le conseil d'administration dans l'exercice de sa fonction de surveillance des affaires et de la gestion de l'association afin d'en maîtriser les risques. Il approfondit les sujets afférents à la gestion des risques au sein de l'organisation et reporte de ses activités auprès de l'ensemble des membres du CA. Il intervient notamment dans 3 domaines principaux : les comptes et l'information financière, les risques à incidence financière et le contrôle interne, l'audit interne et externe.

LE COMITÉ D'ÉTHIQUE

Le Comité Éthique est une émanation du CA. Il a pour objectif de s'assurer de l'adéquation de nos partenariats ou de nos actions avec les valeurs de l'association et les principes éthiques approuvés par le Conseil d'Administration.

Dans ce but, le comité se réunit au cas par cas, au fil des questions qui lui sont soumises, pour mener à bien des recherches et débattre.

L'analyse se base sur des impératifs (charte d'Action Contre la Faim, principes humanitaires) et sur des principes d'analyse permettant de se forger un avis dégagé de toutes considérations subjectives ou idéologiques ainsi que de toute pression autre que de favoriser la bonne marche des missions sociales d'ACF. Le Comité Éthique s'appuie notamment sur 3 cercles de controverse : dans le premier, une « liste noire » est définie (personne morale ou physique liée aux domaines de l'armement, du tabac, de la drogue, etc). Le second cercle de controverse concerne les partenariats qui pourraient rentrer en conflit avec le mandat de ACF (remise en cause du droit humanitaire, accaparement des terres, pollution, etc). Enfin, le troisième cercle examine les partenariats avec des personnes morales ou physiques qui n'entrent pas directement en conflit avec le mandat d'ACF mais qui sont sujettes à caution. Le Comité Éthique mène également des recherches en s'appuyant sur divers documents ou en sollicitant des experts, pour finalement émettre un avis consultatif.

En 2018, le Comité Éthique est composé de 4 membres du Conseil d 'administration :

- Alice CORBET (Présidente)
- Caroline DIB
- Marion JUNCA
- Robert SEBBAG

et de 3 adhérents :

- Paul CHIRON
- Tangui LEZIART
- Blanche RENAUDIN

Les principaux travaux du Comité d'éthique en 2018 ont porté sur :

- 5 avis rendus sur sollicitation du DG ou du président pour des partenariats entre différentes personnes morales ou physiques et ACF.
- Une réflexion portant sur les modalités d'un éventuel Comité éthique international ou sur l'internationalisation du comité éthique.

LA MOBILISATION ASSOCIATIVE EN 2018

Frédérique BENZONI-FIEVET, **Caroline DIB,**
Membres du CA et Animatrices du Comité de Mobilisation Associative

LA MOBILISATION ASSOCIATIVE EN 2018

Une année de stabilisation et de précision du mandat !

Tout d'abord, nous nous réjouissons que le Comité pour la Mobilisation Associative soit parvenu à maintenir son activité dans cette seconde année d'existence.
La composition en collège est maintenue et assure une représentation équitable de toutes les composantes de la société civile représentée au sein de notre association : adhérents, bénévoles, salariés, membres du CA.

Nous avions à cœur d'ancrer ce comité et son thème de la façon la plus pérenne possible, notamment, il est inscrit dans la fiche de poste des salariés es qualité, que leur fonction est de fait membre du CMA.
Nous avons vécu notre premier roulement dans la co-coordination du CMA. Julien Seillan ayant rejoint le CA de ACF Canada, c'est Caroline Dib qui a assuré ce rôle avec Frédérique Benzoni-Fievet.

Par ailleurs, nous avons pu observer 6 mouvements, des départs et des arrivées au sein du Comité. Nous souhaitons pouvoir accueillir prochainement des représentants du terrain international encore non représenté.

En janvier 2018, le Comité pour la Mobilisation Associative entamait une nouvelle année de travail autour des objectifs suivants :

- Développer le sentiment d'appartenance à une communauté (= orienté interne et satisfaction personnelle)
- Susciter la participation aux débats, l'état d'esprit militant (= orienté interne et vers le collectif : c'est sans doute là que réside le moteur de l'adhésion)
- Mobiliser les citoyens

L'été 2018 a donné au CMA une vision plus claire de son mandat, sur demande du bureau, devenir un « Think tank », un laboratoire d'idée pour une mobilisation associative large dans notre association. Cela devra se confirmer en 2019.

Le CMA qui était organisé autour de quatre sous-groupes de travail :

La communication/information
L'adhésion/adhérents
La place du terrain national/International
Le sens de l'engagement/Militantisme

S'est réorganisé courant 2018 vers le découpage suivant :

L'adhésion/adhérents
La communication/information
Développement de la présence territoriale nationale et internationale
Mobilisation Citoyenne
Notre Vision 2025 de la Mobilisation chez ACF

Parmi les réalisations de 2018, nous retiendrons les principales…

- Mise à jour et publication d'une Plaquette adhérents pour promouvoir l'adhésion.
- Une enquête auprès des adhérents afin de mieux les connaitre et d'enrichir les liens entre nous. Les résultats de cette enquête, vont nous permettre d'entamer un travail de fond afin de revoir la communication entre adhérents et les autres familles d'ACF. Ce travail de fond devrait se concrétiser par de nouveaux outils à notre disposition à tous, à l'automne 2019.
- La poursuite de la Lettre aux adhérents
- Contribution à la revalorisation du temps AG – Film sur l'engagement
- La validation du poste de Coordinateur de projet de développement de l'engagement associatif. La création de ce poste et son profil est venu questionner longuement et en profondeur notre association.

Ce bilan 2018, qui peut sembler en demie teinte, ou encore non suffisant à beaucoup d'entre nous, est malgré tout important.
2018 aura été une année d'apaisement, de liens tissés et de mise en place d'un dispositif qui semble pérenne et collégial.
Cela a demandé beaucoup de temps, d'énergie et nous a semblé à tous bien lent. Nous voulons garder de 2018, que les conditions pour des actions plus visibles en matière de Mobilisation Associative sont bien là à présent. La preuve en est que l'année s'achève avec le lancement du recrutement d'un salarié dont la mission sera de coordonner le projet de développement de l'engagement associatif pour ACF !

DÉLÉGATIONS EN 2018

Action contre la Faim dispose d'un réseau d'une trentaine de délégations départementales lui permettant d'assurer une présence sur le territoire national. Chaque jour, les bénévoles les délégations se mobilisent en organisant des opérations de sensibilisation, de communication et de collecte au niveau local pour soutenir nos programmes sur le terrain.

ÊTRE LE RELAIS DE L'ASSOCIATION EN LOCAL

Comme chaque année, les délégations bénévoles ont mobilisé les médias et sensibilisé le grand public notamment à l'occasion des Journées Mondiales et le relais de la campagne « Conflits et Faim » ou sur des événements spontanés. Appuyées par les Chargés de Projets Jeunesse, elles ont également sensibilisé plusieurs milliers d'élèves à la problématique de la sous-nutrition par le biais des projets pédagogiques de la « Course contre la Faim » et du « Dessin contre la Faim ». Enfin, 10 Challenges Interentreprises ont été organisés dans les délégations, 13 partenariats sportifs ont été créés ou renouvelés cette année et les opérations de partenariats institutionnels ont été portées localement : « Je Dej JeDonne » (don de titre restaurant) ou « l'Arrondi Solidaire » en caisse au sein de certains aéroports.

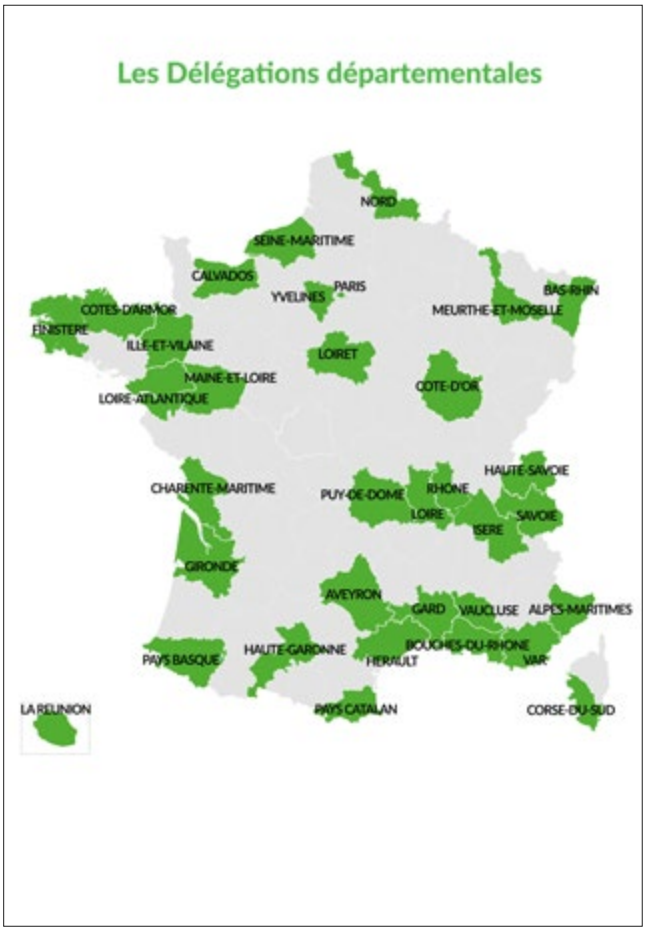
MOBILISER SON ÉQUIPE AUTOUR D'UN PROJET

Action contre la Faim propose un large panel de projets aux délégations permettant à l'association d'être toujours plus visible en local, de collecter des fonds, de sensibiliser le grand public et d'alerter les décideurs locaux sur leur capacité d'agir pour lutter contre la faim dans le monde.

Notre réseau bénévoles, riche par la diversité de ses profils, est également force de proposition dans l'organisation de projets pour l'association en s'appuyant sur les expériences de chacun. Voici quelques exemples de projets menés par les équipes : des conférences animées par des expatriés de retour de mission ou par des experts du siège, des événements sportifs (courses, marches, compétitions de golf, zumba), des événements culturels (pièces de théâtre, comédies musicales), des rendez-vous avec les élus locaux, des partenariats avec des équipes de rugby de haut niveau (Atlantique Stade Rochelais, Lou Rugby, Montpellier Hérault Rugby, etc.) et également, des projets co-organisés avec des étudiants permettant aux délégations de s'insérer au sein d'un nouveau public.

Ces exemples sont le reflet du dynamisme et de l'engament de nos bénévoles pour lutter contre la sous-nutrition et rallier le public à notre cause.

Un immense merci et un grand bravo à tous les bénévoles investis au sein de nos délégations !



Délégation ACF Bas-Rhin

Challenge de Toulouse

Délégation Action contre la Faim du Nord

DOMAINES D'INTERVENTIONS

CHIFFRES 2018 ACF FRANCE

NUTRITION ET PRATIQUE DE SOINS

NUTRITION
2 994 901

PRATIQUE DE SOINS
236 290

EAU, ASSAINISSEMENT HYGIÈNE

BÉNÉFICIAIRES
2 848 680

POINTS D'EAU INSTALLÉES
43 610

LATRINES CONSTRUITES
11 273

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

BÉNÉFICIAIRES
1 137 095

DIRECTION GÉNÉRALE

SERVICE AUDIT, RISQUES ET CONFORMITÉ

Depuis 2016, ACF s'est dotée, au sein de la Direction Générale de l'organisation, d'un service transversal rassemblant quatre fonctions dédiées au support des différents départements de l'organisation, en matière d'audit et de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques. Le mandat de ce service, est d'assurer la coordination de l'ensemble des activités liées à la maîtrise des risques d'ACF et de contribuer à la définition, pour le compte de la Direction Générale, d'un modèle de gouvernance efficace permettant l'atteinte des objectifs (prise de risques raisonnable) et la mise en œuvre d'une stratégie intégrée de maîtrise des risques majeurs.

L'audit interne :

La portée de cette fonction est de donner à l'organisation une assurance du degré de maîtrise de ses risques tout en formulant des recommandations afin de veiller à l'amélioration continue des procédures de contrôle.

En 2018, la conduite d'audits sur le terrain s'est déroulée conformément au planning d'audit validé en début d'année. L'identification des pays prioritaires s'est basée sur une approche quantitative enrichie et complétée d'une approche qualitative. Trois audits internes ont été réalisés, au Bangladesh (avril/mai 2018), au Tchad (août 2018) et en Jordanie (octobre/novembre 2018).

Comme en 2017, un audit interne d'un processus global à l'ensemble de l'organisation était prévu. Pour 2018, il s'agissait du processus achat, cependant pour des raisons de planning cet audit n'a pas pu se faire en 2018 et a été repoussé à 2019.

L'ensemble des conclusions d'audits ont fait l'objet d'un rapport envoyé à la mission et transmis au Comité de Direction de l'organisation, ainsi qu'à son Comité d'Audit et des Risques, pour suivi des recommandations auprès des parties prenantes concernées.

La coordination des audits bailleurs publics :

Fonction dédiée à la gestion des audits contractuels d'ACF-France, la coordinatrice des audits bailleurs publics gère le calendrier d'audits externes réalisés au siège d'ACF pour le compte de ses missions opérationnelles. Elle assure également la coordination entre les équipes terrain et les auditeurs mandatés pour le compte des bailleurs avec lesquels ACF a pu mettre en œuvre des activités durant l'année précédente. En 2018, 61 audits de projets ont eu lieu au siège, 35 audits externes ont été réalisés au sein des bureaux nationaux et 3 conjointement au siège et dans les bureaux nationaux.

Les principaux bailleurs ayant mandaté les audits en 2018 sont : le Gouvernement américain (USAID, OFDA, BPRM), la Coopération suédoise (SIDA), la Commission Européenne (ECHO, EuropeAid), l'Agence Française de Développement, ainsi que les agences des Nations Unies et la Coopération Allemande (GIZ) pour ceux réalisés sur le terrain. Dans un objectif d'amélioration continue et de renforcement des pratiques d'ACF, la coordinatrice des audits bailleurs assure aussi un rôle de capitalisation, de définition de pistes d'amélioration et de sensibilisation des collaborateurs autours de ces enjeux.

Le conseil juridique et la fonction de Délégué à la Protection des Données (*Data Protection Officer – DPO*)

Apportant une expertise tant auprès de la direction de l'association que de l'ensemble des collaborateurs d'ACF France, sa mission est de sécuriser les pratiques d'ACF et de garantir le suivi des risques juridiques et éthiques associés aux projets transversaux, aux décisions stratégiques de la Direction Générale et à la gouvernance de l'association.

Depuis 2012 le rôle de Correspondant Informatique et Libertés (désormais Délégué à la Protection des Données - *DPO*) est assuré par une des juristes de l'organisation. Conformément au nouveau règlement européen sur la protection des données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018, le DPO est le garant des bonnes pratiques et de l'utilisation conforme en matière d'utilisation de données personnelles au sein de l'association. Par ailleurs l'ensemble des actions de sensibilisation amorcées en 2016 ont été poursuivies en 2017 et 2018, et seront renouvelées régulièrement.

La gestion des risques :

Quatre ans après la création d'une position de Gestionnaire des risques, douze missions d'ACF France ont pu établir une cartographie de leurs risques majeurs auxquels elles considèrent être exposées et pour lesquelles des mesures complémentaires devront être mises en place. En 2018, il s'agissait de Madagascar et de la République Démocratique du Congo.

En 2016, ACF France a finalisé la cartographie de risques majeurs de l'organisation en se basant sur les cartographies réalisées par les missions, sur les diagnostics issus des visites de contrôle interne, ainsi que sur les constats des audits internes et externes. Ces travaux ont donné lieu en 2017 à l'identification de risques prioritaires, pour lesquels des plans de traitement pluriannuels (2017-2019) ont été définis.

En 2018, la mise en œuvre de ces plans s'est poursuivie et vise à réduire l'exposition d'ACF à ces risques stratégiques, et à contribuer à améliorer le niveau de maîtrise interne de l'organisation. Les directrices(teurs) membres du Comité de Direction sont propriétaires de ces plans et en pilotent la mise en œuvre. Cette stratégie de gestion des risques a été partagée avec le Conseil d'Administration de l'organisation et l'avancée de ces plans fera l'objet d'une revue par le Comité d'Audit et des Risques.

Par ailleurs, la fonction gestion des risques a développé et finalisé au cours de l'été 2018 (i) la politique *Risk Management* définissant les principaux objectifs en matière de gestion des risques, les processus clés et les principales responsabilités, ainsi que (ii) la politique PSEA (Protection contre les actes d'exploitation et d'abus sexuels) d'ACF France.

DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS

Isabelle MOUSSARD - CARLSEN,
Directrice des Opérations

RÉALISATIONS EN 2018

Dans la continuité des années précédentes, 2018 a été une année au cours de laquelle ACF a dû faire face à des défis et des difficultés croissantes, alors que la communauté humanitaire internationale continue d'essayer de répondre aux besoins sans cesse croissants dans des environnements très complexes et peu sûrs, où l'accès est un défi quotidien. L'année 2018 a été le théâtre de multiples crises persistantes, notamment parfois régionales. Cela a conduit à une étroite collaboration entre les missions et parfois au sein du réseau ACF par le biais du plaidoyer, de la communication et de la collecte de fonds, comme par exemple avec le lac Tchad (et le lancement du vaste programme régional RESILAC), ou des crises prolongées au Moyen-Orient, comme en Iraq / Syrie et au Yémen, ou en Asie autour de la crise des Rohingya au Myanmar et au Bangladesh.

La situation politique s'est détériorée dans certains pays, notamment en période électorale, comme au Nigéria, au Cameroun, en RDC et à Madagascar.

S'agissant de la situation sécuritaire complexe, l'Afghanistan, le Yémen, l'Iraq, la RDC, la République centrafricaine et le Nigéria ont fait l'objet d'une surveillance étroite tout au long de cette année, de même que la dégradation du contexte sécuritaire au Burkina Faso.

L'échange de pays avec ACF-US s'est poursuivi et s'est achevé avec l'intégration de la RDC, puis du Pakistan et du Nigeria. Des difficultés et des obstacles administratifs ont été rencontrés et résolus avec le soutien d'avocats, en particulier en lien avec l'enregistrement d'ACF au Pakistan, ce qui a conduit à la signature d'un accord spécifique permettant la réalisation de l'échange.

Le portefeuille de pays a continué d'évoluer avec la fermeture des bureaux pays en Ukraine et à Djibouti ; le Zimbabwe a été mis en standby et les missions en Sierra Leone et au Libéria sont maintenant gérées par un seul directeur pays et une équipe de coordination.

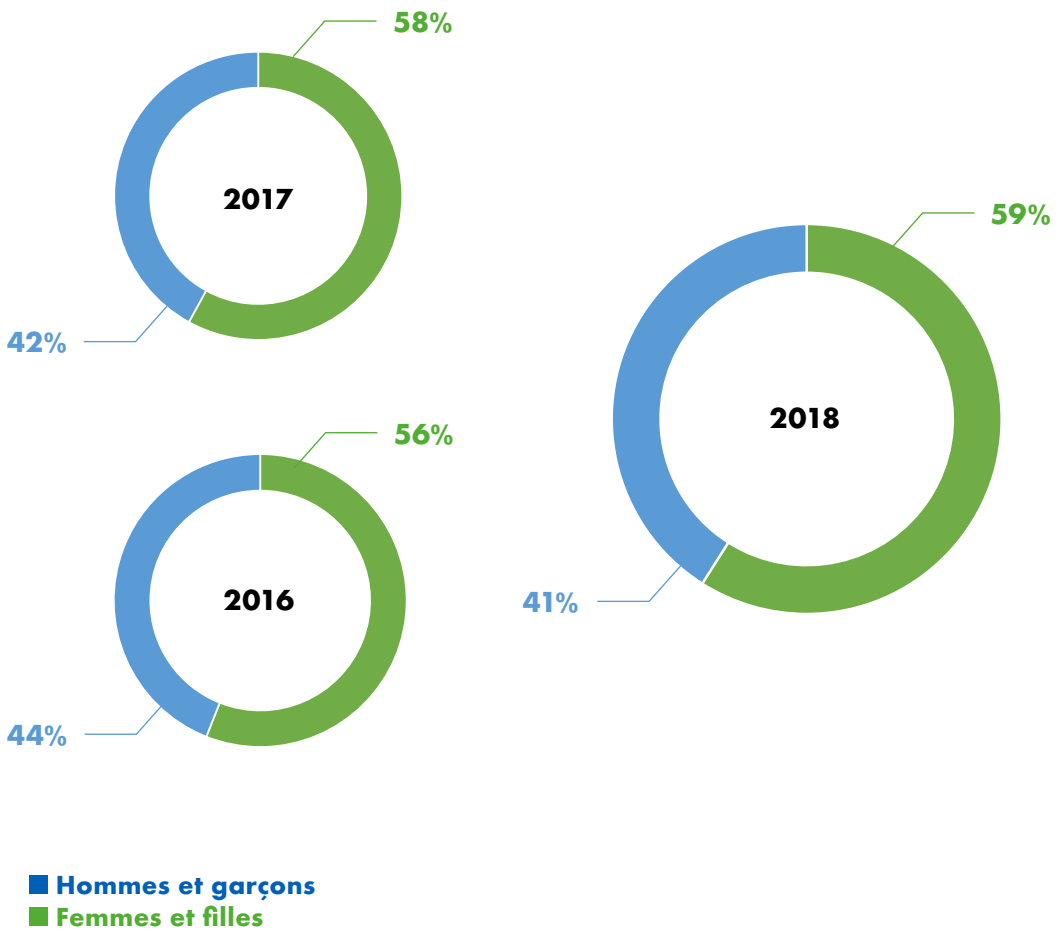
Une mission exploratoire a eu lieu en Libye. Les recommandations seront étudiées en 2019.

Mi-2018, ACF a reconstitué son pool urgence et l'a rebaptisé Unité de préparation et de réponse d'urgence (ERRU). Cela incluait le déploiement d'une nouvelle stratégie pour les services d'urgence, avec une augmentation importante de la préparation (readiness), entre autres changements. Par conséquent, la redistribution de la concentration (focus) et de l'énergie a nécessité une réaffectation presque complète de l'unité. Un changement clé dans la nouvelle vision est que l'ERRU est davantage perçue comme une unité de service prenant en charge et intégrant les autres équipes opérationnelles. Cela signifie que l'ERRU n'est pas une unité quasi indépendante qui traite les urgences, mais qu'elle aide plutôt ACF dans son ensemble à faire face aux urgences.

Un deuxième appel interne à projets innovants a été lancé pour 2019 ; 6 projets ont été sélectionnés dans 5 pays sur des sujets tels que le renforcement du système de santé, l'employabilité, la réponse aux fuites d'eau, la collecte de fonds locale….

En 2018, 7 222 678 personnes ont bénéficié de l'aide d'Action contre la Faim, nombre en hausse par rapport à 2017. Il est nécessaire de rappeler que certains chiffres peuvent refléter un double comptage de bénéficiaires ayant été soutenus dans le cadre de plusieurs programmes.

En 2018, les profils des bénéficiaires des projets d'Action contre la Faim sont quasi identiques à ceux de 2017, la majorité représentant des femmes et des filles (graphique 1 ci-dessous). Le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans est en très légère hausse, soit 27,3% de l'ensemble des bénéficiaires (contre 26,7% en 2017).



GRAPHIQUE 1 : PROFIL BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS D'ACF

QUELS TYPES D'ACTIVITÉS AVONS-NOUS MIS EN ŒUVRE ?

Note : Il est nécessaire de rappeler que certains chiffres peuvent refléter un double comptage de bénéficiaires ayant été soutenus dans le cadre de plusieurs programmes et qui fait que les chiffres paraissent avoir augmenté parfois de façon très importante.

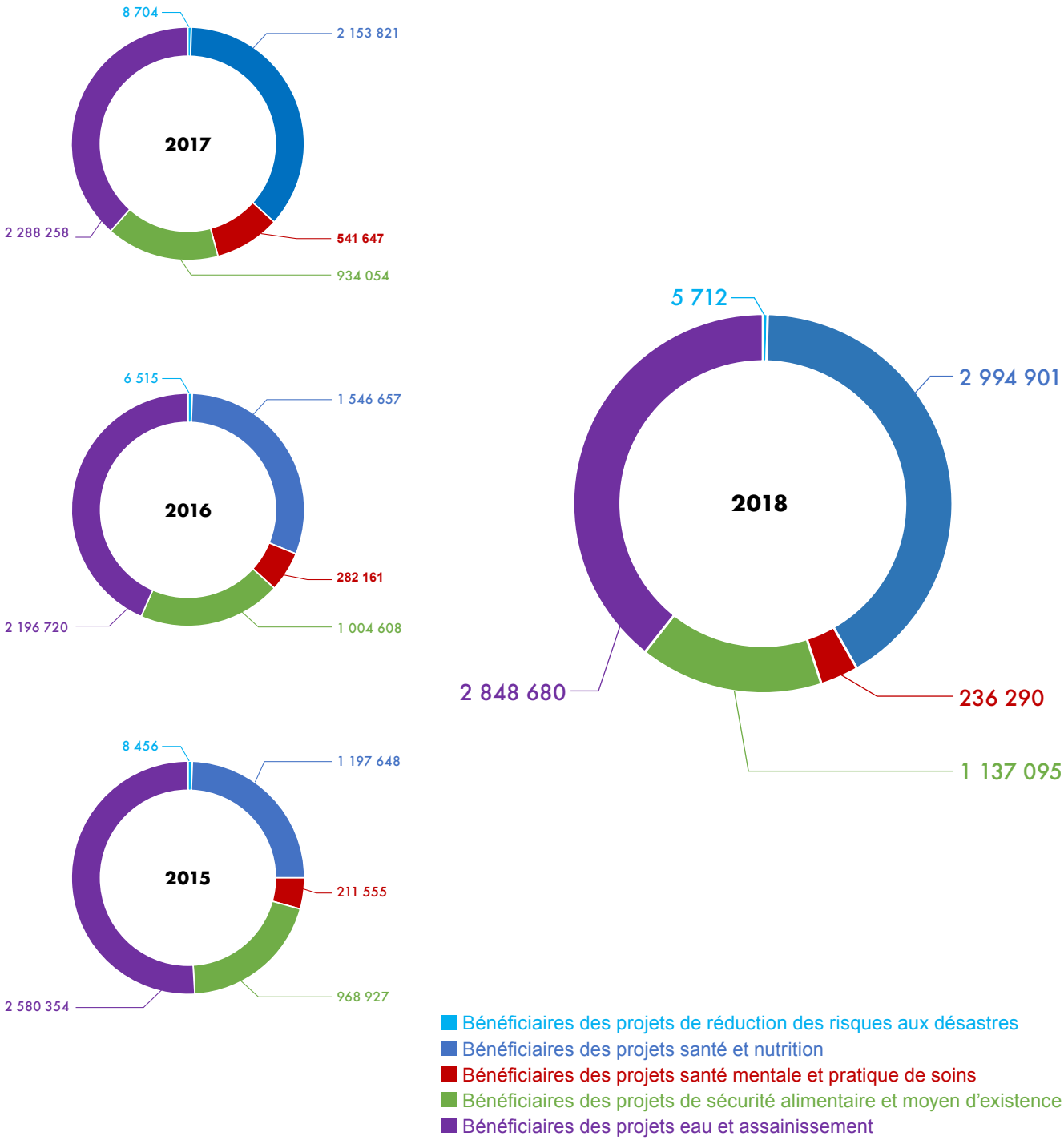
En 2018, le plus grand nombre de bénéficiaires sont ceux des projets de nutrition et de santé. En effet, les bénéficiaires des programmes de prise en charge thérapeutique de la malnutrition et de santé primaire ont continué à augmenter ces dernières années, soit environ 840 000 personnes supplémentaires. Les missions avec les plus importants chiffres en matière de nutrition et santé sont la Côte d'Ivoire (via la grande fréquentation de nos centres de santé communautaires à Abidjan), puis l'Éthiopie et le Bangladesh.

En 2nde position, le secteur de l'eau, assainissement et hygiène touche un nombre de bénéficiaire de plus en plus important. Le bien-être nutritionnel passe par une eau propre, en quantité suffisante et par une connaissance de son stockage et de sa gestion, la construction de points d'eau et latrines, ainsi que la distribution de kits d'urgence notamment dans les camps de déplacés et réfugiés. En 2018, il y a eu 2 848 680 bénéficiaires de projets développant un meilleur accès et une meilleure gestion de l'eau.

La sécurité alimentaire augmente elle aussi après une légère baisse en 2017 (due au manque de financements dans certaines régions). Si la situation est très hétérogène entre les missions, certaines continuent à développer les programmes de transfert d'argent et de coupon contre nourriture. Ils permettent aux bénéficiaires de composer plus librement leurs paniers alimentaires en situation d'urgence ou de crise : le plus grand nombre se trouve au Bangladesh, suivi de la RDD, de l'Éthiopie et du Yémen.

Le nombre de bénéficiaires des programmes de santé mentale et pratiques de soins a beaucoup diminué : cette expertise se développe largement sur l'ensemble

des terrains d'intervention, en particulier en situation de crise, de conflit et de déplacements forcés de population, mais le financement par les bailleurs n'est pas toujours au rendez-vous.

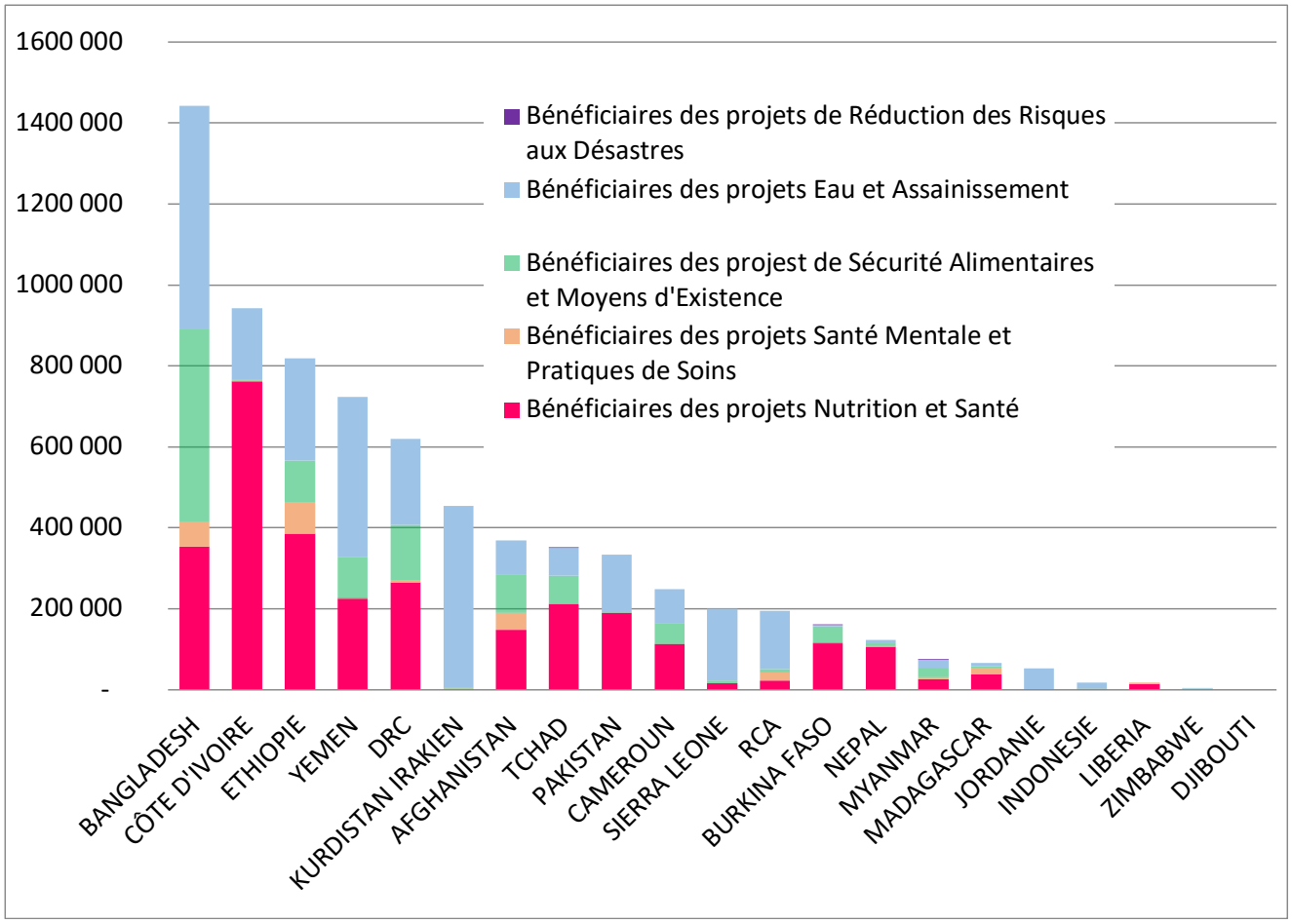


GRAPHIQUE 2 : RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS D'ACF-FRANCE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2018

OÙ SE SONT DÉROULÉES NOS ACTIONS ?

Le graphique suivant présente la répartition des bénéficiaires des programmes d'ACF-France dans les 21 pays d'intervention. Le Bangladesh, la Côte d'Ivoire et l'Éthiopie comptabilisent le plus grand nombre de bénéficiaires.

Le Bangladesh a continué son action avec nos programmes de soutien aux populations réfugiées en provenance du Myanmar voisin.
La Côte d'Ivoire a vu une augmentation de fréquentation des centres de santé partenaires. Ce qui démontre la réussite de notre projet de renforcement de système de santé et des campagnes de sensibilisation.
Et pour l'Ethiopie, 2018 a été une année de consolidation géographique et programmatique, avant la passation de la mission à ACF-USA.



ASIE

La crise des Rohingya s'est poursuivie jusqu'au début de 2018 et 45 000 réfugiés supplémentaires ont fui la violence et la dépossession de leurs biens au Myanmar en franchissant la frontière menant au Bangladesh. Le nombre total des personnes réfugiées, incluant la population déjà sur place et une réduction du nombre d'arrivées par rapport à 2017, s'est finalement stabilisé en juillet, avec 909 000 personnes enregistrées à la fin de l'année. Plus tard en 2018, le gouvernement du Bangladesh a tenté de des rapatriements volontaires le Myanmar, mais une opposition de la part de la communauté de réfugiés l'a empêché de réussir. Les efforts visant à relocaliser une partie des Rohingya sur une île proche, exposée aux inondations pendant la mousson et offrant des possibilités de revenus limitées, semblent être la seule solution en cours proposée par le gouvernement du Bangladesh, qui y construit des logements.

L'accès reste un défi. La mission Myanmar a vu son accès dans l'État du nord de Rakhine restreint jusqu'en 2019. Cette expérience au Myanmar fait partie de la tendance croissante des pays asiatiques où travaille ACF à imposer de plus en plus de restrictions aux organisations humanitaires pour accéder aux lieux et aux personnes dans le besoin, et une restriction continue de l'espace humanitaire pour les ONG internationales. Cela peut inclure des restrictions sur les mouvements ou sur les programmes qui mènent en œuvre leurs activités, ou par de nouveaux règlements et lois sur l'enregistrement ou de protocoles d'accord (MoU) avec les autorités gouvernementales. En Indonésie, cette tendance a entraîné un accès limité à Palu lors de la réponse au tsunami en octobre, ce qui a fortement limité la capacité de réponse d'ACF.
La nationalisation de la société civile est également une tendance dans la région, notamment au Bangladesh, en Indonésie, au Myanmar et au Pakistan. Cela indique que les gouvernements de l'Asie du Sud accordent ouvertement leur préférence aux organisations nationales, soit dans le but de construire une société civile interne, soit par volonté d'avoir des moyens juridiques plus importants pour contrôler leur accès et leur communication. Cette préférence pour la nationalisation peut également utiliser les moyens légaux pour limiter le nombre d'expatriés en mission, en ajoutant des règles et réglementations supplémentaires pour contraindre les ONG internationales à rester dans une situation précaire lors de l'enregistrement ou de l'obtention d'un MoU pour agir, ou par une préférence claire donnée pour accéder aux zones touchées à des organisations ayant des rôles clés nationalisés.

Au niveau global, la région continue à se développer rapidement, avec une nette tendance à l'urbanisation, les communautés se délocalisant du fait de l'industrialisation, du transfert d'emplois vers les villes et d'une pression accrue sur les communautés et les ressources urbaines. Les zones rurales sont confrontées à une réduction de la fertilité des sols en raison de mauvaises pratiques agricoles et de la pression croissante exercée sur les ressources en eau à mesure que les populations augmentent. Cela sera exacerbé par le changement climatique, ainsi que par la gravité des catastrophes liées au climat dans une région exposée aux catastrophes. Par exemple, en 2018, plusieurs pays ont été touchés par de graves vagues de chaleur, la sécheresse et des inondations, en plus du tsunami susmentionné à Palu.

Les missions en Asie ont pris de l'ampleur à partir du 1er décembre, avec la mission Pakistan rejoignant le pool Asie d'ACF France, après avoir achevé sa transition d'ACF-USA. La nouvelle année verra s'achever le transfert du support de gestion et de qualité à l'équipe Pool Asie basée à Paris, qui continuera à soutenir le programme.

MOYEN ORIENT

L'attention dans la région reste concentrée sur la Syrie et le Yémen; deux conflits qui ont pris une dimension internationale au cours des dernières années avec des acteurs internationaux et non étatiques activement impliqués dans les deux conflits. Les implications à long terme de ces conflits dans la région ne sont toujours pas claires. Le printemps arabe florissant qui a vu le début du conflit en Syrie et le retrait de l'ancien président Saleh du pouvoir au Yémen s'est transformé en un hiver rude et amer.

En Syrie, sur le terrain, le gouvernement contrôle actuellement la plupart des grandes villes et des points de passage frontaliers, en dehors d'une zone kurde soutenue par les États-Unis et d'une enclave rebelle au nord du pays. Pourtant, l'animosité envers le régime Assad, le manque de reconstruction du pays (ce que l'Occident refuse catégoriquement de payer) et le bilan atroce des droits humains en Syrie signifient que la plupart des réfugiés - dans des pays comme la Jordanie voisine où Action contre la Faim travaille avec eux - refusent de quitter les endroits où ils se trouvent et de risquer de rentrer chez eux. En 2019, il faudra continuer d'accorder une attention particulière à ce que la réduction déjà existante des fonds accordés aux réfugiés dans les pays voisins de la Syrie ne devienne pas un facteur poussant les personnes à rentrer chez elles dans un environnement dangereux et hostile; et que ce manque de financement ne devienne effectivement pas une politique de facto de l'Occident pour que le problème des réfugiés syriens disparaisse.

Alors que 2018 a vu la destruction des derniers fiefs physiques de l'État Islamique (ISIS) en Irak - et un calme relatif pour un pays en conflit depuis 16 ans -, l'État islamique est en train de rétablir des forteresses d'insurgés dans des zones où il avait une présence historique, et les relie progressivement ensemble. Cela pourrait potentiellement jeter les bases d'une future capacité offensive contre le gouvernement irakien. L'Occident en particulier doit continuer à soutenir activement le gouvernement irakien dans la lutte contre ce nouvel État islamique et ne pas confier entièrement ses opérations au gouvernement irakien, qui échouera probablement dans ses tentatives pour empêcher ISIS de retrouver une base solide dans le pays. Combattre ISIS ne signifie pas seulement combattre physiquement sur le terrain; mais aussi commencer à réduire la capacité de l'organisation à se rétablir en Irak. Cela signifie qu'il faut s'attaquer au sous-investissement chronique, à la corruption et au tribalisme qui ont dominé les efforts de reconstruction (environ 4 millions de personnes vivent encore dans des camps de personnes déplacées en Iraq); car cela a conduit à un recrutement supplémentaire pour ISIS et à la création de nouveaux espaces refuges pour eux. En particulier, les Sunnites mécontents se tournent vers eux en dernier recours lorsque le gouvernement (ou ses instruments tels que les milices) leur ont fait défaut ou causé du tort. L'influence occidentale décroissante en Irak sera facilement remplacée si un Iran cherchant à renforcer son influence et son économie chiites l'autorise. Permettre que cela se produise alimentera le feu sunnite - chiite dans le pays.

Au Yémen, la seule chose qui semble sûre serait une fois de plus que le conflit va perdurer en 2019. Des mesures hésitantes pour assurer au moins une sorte de paix permettant un couloir humanitaire autour de la ville portuaire de Hodeïda risquent l'échec si aucune des deux parties n'est préparée à prendre un risque ou voir la raison d'oser ce risque. Et cela ne semble pas probable. Non seulement une économie de guerre est désormais fermement ancrée dans la psyché des deux parties au conflit; mais le niveau d'animosité et de méfiance entre les groupes de combat reste extrêmement élevé. L'intérêt occidental pour tenter d'instaurer la paix dans le pays s'est accru, principalement à cause de la colère des citoyens occidentaux lorsque des histoires ponctuelles d'enfants affamés ou de massacres de civils par des frappes aériennes font l'objet d'une large médiatisation. Mais le point critique en Occident n'a pas encore été atteint: la vente d'armes par les principales puissances occidentales à des participants actifs au conflit tels que les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, et les partenariats stratégiques avec ces pays continuent de faire obstacle à des pressions considérables sur eux pour obtenir un cessez-le-feu.

AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE AUSTRALE

Outre des vulnérabilités structurelles multidimensionnelles, maintenant les populations les plus vulnérables dans des cycles de pauvreté chronique, certains pays du Pool Afrique de l'Ouest et Afrique australe ont connu, au cours de l'année 2018, une dégradation significative de leur contexte sécuritaire et humanitaire. Dans ce contexte, ACF maintient une forte présence sur les thématiques de renforcement structurel et institutionnel tout en accroissant considérablement, quand nécessaire, son volume d'interventions d'urgence, dans la logique du nexus (approche humanitaire-développement).

Au Sahel, le Burkina Faso a connu un tournant quant à sa situation sécuritaire. Outre l'attentat qui a visé, en mars, l'Ambassade de France et l'état-major des armées burkinabè dans la capitale, le pays a été touché par un renforcement de la présence des groupes armés notamment radicaux dans le Nord du pays et, à partir du dernier trimestre de l'année, dans l'Est. Conséquence de cette situation, environ 1000 écoles avaient fermé leur porte dans le pays en fin d'année, ainsi que bon nombre de centres de santé. Face à cette situation, ACF a adapté son intervention à cette situation volatile et s'est engagé dans la mise en place de mécanisme de réponse rapide.

En Afrique australe, Madagascar, particulièrement vulnérable au changement climatique, a été frappé par plusieurs épisodes cycloniques, en janvier et mars. Le Grand sud de l'île a été touché par la sécheresse causée par le phénomène El Niño, qui a aggravé la situation alimentaire et nutritionnelle des populations. Sur le plan politique, le scrutin présidentiel de fin d'année a offert la victoire à Andry Rajoelina.

Au Zimbabwe, depuis l'élection de Emmerson Mnangagwa au pouvoir, neuf mois après le coup d'État qui a chassé Robert Mugabe, la situation reste critique sur le plan politique et une détérioration plus importante est à prévoir en 2019, dans un contexte de crise économique et de crise alimentaire, provoquées par le phénomène El Niño. Le pays a également été touché par une épidémie de choléra, propagée dans la capitale Harare. Face aux contraintes financières, ACF s'est mis en stand-by tout en conservant une présence sur place et une capacité de planification et de réponse d'urgence dans le pays.

Dans les pays côtiers, la situation est restée stable. En Sierra Leone, les élections présidentielles de mars ont vu l'élection de Julius Maada Bio à la tête du pays. En Côte d'Ivoire, malgré un apaisement global constaté au cours des dernières années, les tensions croissent à l'approche des élections présidentielles de 2020. Sur les 3 pays côtiers, la situation humanitaire n'a que peu évolué, malgré des épisodes d'inondations ponctuelles mais récurrentes, au Liberia et en Côte d'Ivoire.

A noter que dans le cadre d'une harmonisation des activités du réseau international d'ACF, le 1er janvier 2019, la mission en Éthiopie a été confiée à Action contre la faim USA.

AFRIQUE CENTRALE

En Afrique Centrale, Action contre la Faim a renforcé ses actions au Cameroun, en République Centrafricaine, en République Démocratique du Congo et au Tchad.

Politiquement, les gouvernements au pouvoir, même si contestés, ont assuré leur continuité politique. Les élections présidentielles au Cameroun ont vu le Président Paul Byia, au pouvoir depuis 1982 être réélu avec 71% des voix. Très attendues, les élections en République Démocratique du Congo se sont déroulées le 30 décembre 2018 après deux ans de retard. En République Centrafricaine, l'année a été marquée par l'arrivée de conseillers militaires russes auprès de l'armée et du Président Touadéra et par une lutte d'influence entre la Russie et la France. Au Tchad, le Président Déby a fait face à une crise économique importante et a mis en place une nouvelle constitution qui concentre de nombreux pouvoirs entre ses mains

La situation sécuritaire est restée tendue au cours de l'année 2018 ce qui maintient un niveau de risque

élevé pour les humanitaires et qui entraîne des besoins humanitaires importants pour les populations affectées par la violence. Les incidents sécuritaires affectant les ONG enregistrés en RCA et RDC en 2018 représentent 42% de tous les incidents sécuritaires enregistrés par INSO. La RCA a connu des épisodes de violence dans la ville de Bangui en avril et mai 2018, ce qui a rappelé à tous le fragile équilibre que connait la capitale alors que le pays connait encore des pics de violence et notamment des attaques sur des sites de déplacés (Batangafo, Bambari, Alindao). En RD Congo, la situation sécuritaire dans les Kasai s'est apaisée. Des affrontements ont continué à l'est du pays dans les Kivus mais aussi en Ituri qui a connu un regain de violence inter communautaire en début d'année 2018. Au Cameroun, les incursions de Boko Haram continuent dans la région de l'Extrême Nord à proximité de la frontière Nigériane. Les violences dans les régions anglophones continuent également et le pouvoir semble privilégier une solution militaire à une solution politique ce qui fait craindre une continuation des violences. Au Tchad, des mouvements de contestation armée dans l'extrême nord du Tchad semblent être pris très au sérieux par le gouvernement qui maintient également sa participation au G5 Sahel et à la force multinationale conjointe qui combat Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad.

D'un point de vue humanitaire, la région a été affectée par les déplacements de population, par les conséquences d'une pluviométrie insuffisante et par des épidémies. De nouveaux réfugiés centrafricains sont arrivés au Tchad suite à des affrontements dans la ville de Paoua. Les violence inter communautaires entre populations Lendu et Hema en mars 2018 ont entraîné des déplacements de population en Ituri au Nord Est de la RDC et environ 400,000 personnes ont été refoulés par l'Angola et sont rentrés dans 5 provinces de la RDC depuis octobre 2018. Une saison des pluies médiocre à l'automne 2017 a entraîné une période de soudure précoce et une crise nutritionnelle au Tchad dans les régions de la bande Sahélienne et a aggravé l'insécurité alimentaire à l'extrême nord du Cameroun. Enfin les épidémies ont touché la région avec du choléra signalé au Cameroun et en RDC et surtout avec deux épidémies Ebola en RDC, d'abord à Mbandaka puis au Nord Kivu. L'épidémie qui s'est déclaré au Nord Kivu en août 2018 est toujours active dans une zone très peuplée et qui connait des conflits armés depuis plus de 20 ans.

Il est important de noter que le Tchad et la RCA préparent de nouvelles réglementations de l'action des ONGI, qui tout en renforçant légitimement le pouvoir des Etats, pourraient complexifier et parfois retarder la mise en œuvre de nos actions si elles ne sont pas amendées au cours des discussions entre les Etats, les ONG et les bailleurs de fonds.

Action contre la Faim a mené des réponses d'urgence notamment grâce à des équipes de réponse rapide en RCA, au Tchad, au Cameroun et en RDC. Trois nouvelles bases ont été ouvertes pour répondre aux urgences (Goré au Tchad, Alindao en RCA et Bunia en Ituri). Action contre la Faim a également obtenu des financements à moyen terme pour réaliser des programmes qui visent à renforcer la résilience des populations et à lutter contre les causes structurelles de la sous-nutrition. Les actions de plaidoyer ont permis d'alerter sur les risques de violence contre les populations civiles, de rappeler les principes humanitaires et aussi de mobiliser les Etats et les bailleurs de fonds à la hauteur des besoins humanitaires alors que ces crises restent sous-financées.

LES URGENCES

Au cours de l'année 2018, ACF a reconstitué son pôle d'Urgence et l'a redéfini en tant qu'Unité de Préparation et de Réponse aux Urgences (ERRU). Une nouvelle vision pour ACF France qui lui permet de s'intégrer plus comme une unité de service en soutien aux équipes des Bureaux Pays et Régions. L'année a ainsi été consacrée à soutenir les réponses mais également amorcer le travail de préparation des Plans de Réponses pour chaque pays. Ce travail sera prolongé en 2019.

En 2018, ACF a répondu aux nouveaux besoins de populations affectées dans plus de 18 pays tant parce que la situation s'empirait dans des contextes de crises

prolongées, que du fait de nouveaux évènements tels qu'inondations, tremblements de terre ou nouveaux conflits nécessitant une réponse.

Pour la région Asie, ACF a continué d'assister les populations victimes d'attaques en Afghanistan mais a aussi plaidé pour soutenir les personnes impactées par la sécheresse. Au Bangladesh, les équipes d'ACF ont également augmenté leur volume d'activités pour soutenir les réfugiés du camp de Cox Bazar. En Indonésie, après le tremblement de terre ayant frappé la province Centrale de Sulawesi, ACF, en partenariat avec YEU, a pu fournir une assistance aux sinistrés.

Pour la région Afrique du Sud et de l'Ouest, ACF a répondu aux inondations au Libéria et en Côte d'Ivoire, dans les quartiers précaires d'Abidjan et d'Agboville. ACF a également porté assistance aux victimes des sécheresses dans le Sud de Madagascar, à l'Est du Burkina Faso et en Ethiopie dans la Région Somali. De plus en Ethiopie, ACF a étendu ses programmes pour répondre aux besoins des mouvements massifs, plus de 900 000 personnes, suite aux violences intercommunautaires à Gedeo et West Guji (Oromia). Enfin, au Zimbabwe, ACF s'est mobilisé avec son partenaire Africa Ahead pour soutenir la réponse au choléra qui a sévi pendant plusieurs mois dans la capitale.

Pour la région Moyen-Orient, ACF a amorcé l'accompagnement d'un retour sécurisé pour les populations qui avaient fui Mossoul en Irak. Au Yémen, les équipes d'ACF se sont adaptées à la situation très fragile et tendue pour répondre au mieux aux populations souffrant du choléra ou des attaques incessantes dans le Nord comme dans le Sud du pays.

Pour l'Afrique Centrale, ACF a répondu aux urgences au Tchad dans le Sud suite à l'afflux de réfugiés centrafricains. En Centrafrique, ACF a proposé un projet de soutien psychologique d'urgence aux personnes traumatisés par la crise à Bangui et a également étoffé sa réponse à Alindao, zone sensible et terrain de violences. En RDC, ACF s'est positionné sur la réponse aux épidémies qui frappent régulièrement le pays telles que le choléra et Ebola. Enfin, dans la région du Kasaï, ACF a adapté et étendu ses activités pour permettre de répondre aux besoins premiers des retournés expulsés d'Angola.

LE SERVICE SÉCURITÉ ET SÛRETÉ

Alors que 68.5 millions de personnes ont été déplacées en 2017 et que l'aide des travailleurs humanitaires est plus que nécessaire pour les assister, l'évolution des types de conflits et des dynamiques internationales augmentent l'exposition au risque des travailleurs humanitaires sur le terrain. La gestion de la sécurité à ACF est en évolution constante pour répondre au mieux aux besoins des missions et aux nouveaux challenges auxquels elles font face.

En 2018 nos employés ont géré 130 incidents (baisse de 6% par rapport à 2017), les ¾ d'une criticité faible. 52% des incidents avaient une cause endogène : un effort continu d'amélioration de nos systèmes de gestion sécurité doit donc être maintenu.
Le service sécurité a été mobilisé pour travailler avec les missions et les pools à la prévention des incidents et à leur gestion. Ainsi des missions support ont été organisées au Burkina Faso, en Ethiopie et au Cameroun, et un référent sécurité régional pour le Moyen Orient a circulé en Irak, au Yémen, en Jordanie et en Afghanistan pour former à la sécurité, coacher les gestionnaires sécurité et garantir la mise en place de systèmes de gestion de la sécurité adaptés. La préparation du personnel expatrié partant en mission a été renforcée pour les contextes les plus à risques avec la participation obligatoire à un cours de 3 jours de sécurité personnelle en milieux hostiles (HEAT). L'outil SIRO (Security incident Reporting Online) permet aujourd'hui une meilleure capitalisation sur la gestion des incidents.

De plus, les bases de gestion de la sécurité sur les missions ont été revues avec une refonte de la Politique de la Gestion Sécurité du réseau ACF-IN et des Standards minimums de sécurité selon les contextes. Dans le cadre d'un projet pour clarifier les Rôles et Responsabilités de la gestion sécurité, un consensus a été obtenu pour renforcer les moyens de la gestion sécurité chez ACF. Depuis les 4 dernières années déjà, les moyens humains spécialisés en gestion de la sécurité ont été en augmentation avec la présence aujourd'hui de 6 référents sécurité de niveau manager sur les contextes à risques. Courant 2019, ce sont 4 nouveaux postes permanents qui seront créés dans les pools opérationnels et dans une nouvelle direction déléguée pour venir en appui direct aux missions. Ils auront pour objectif de renforcer la culture sécurité sur les missions, de s'assurer d'une gestion de la sécurité opérationnelle adaptée à chaque contexte, de développer notre analyse des risques et nos stratégies d'accès aux zones les plus sensibles.

cm

MISSIONS ACF FRANCE

AFGHANISTAN
Début de la mission : 1995
Salariés : 438 personnes

BANGLADESH
Début de la mission : 2007
Salariés : 966 personnes

BURKINA FASO
Début de la mission : 2008
Salariés : 175 personnes

CAMEROUN
Début de la mission : 2014
Salariés : 133 personnes

CÔTE D'IVOIRE
Début de la mission : 2002
Salariés : 25 personnes

DJIBOUTI
Début de la mission : 2011
Salariés : 15 personnes

ÉTHIOPIE
Début de la mission : 1985
Salariés : 618 personnes

INDONÉSIE
Début de la mission : 1998
Salariés : 16 personnes

IRAK
Début de la mission : 2013
Salariés : 119 personnes

JORDANIE
Début de la mission : 2013
Salariés : 113 personnes

LIBÉRIA
Début de la mission : 1990
Salariés : 5 personnes

MADAGASCAR
Début de la mission : 2011
Salariés : 126 personnes

MYANMAR
Début de la mission : 1664
Salariés : 213 personnes

NÉPAL
Début de la mission : 2005
Salariés : 26 personnes

PAKISTAN
Début de la mission : 1979
Salariés : 67 personnes

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Début de la mission : 2006
Salariés : 306 personnes

RDC
Début de la mission : 1997
Salariés : 214 personnes

SIERRA LÉONE
Début de la mission : 1991
Salariés : 118 personnes

TCHAD
Début de la mission : 1982
Salariés : 277 personnes

YÉMEN
Début de la mission : 2013
Salariés : 274 personnes

ZIMBABWE
Début de la mission : 2002
Salariés : 5 personnes

AFGHANISTAN

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 1995
Budget en €..... 7 266 004
Nombre de salariés..... 438
Nombre de bénéficiaires..... 369 558

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. KABUL
B. GHOR
C. HELMAND
D. BADGHIS

CONTEXTE

En 2018, le conflit en Afghanistan s'est une nouvelle fois intensifié par rapport à l'année précédente : le pays est ainsi passé de pays en situation de post-conflit à pays en conflit actif. Selon le récent Plan de Réponse Humanitaire, le nombre de frappes aériennes a augmenté de 39%, et le nombre d'attentats suicide a augmenté de 46%. Les civils demeurent les plus touchés par le conflit, avec 8050 victimes, dont 2798 morts. 278 000 Afghans ont dû fuir leur foyer à cause du conflit, et 263 000 ont été déplacés en raison des catastrophes naturelles. En effet, la sécheresse de 2018 a touché plus de deux tiers de l'Afghanistan et 3 millions de personnes, dévastant le secteur agricole. Cela a entraîné une diminution des revenus, une augmentation des risques sanitaires et une menace pour la sécurité alimentaire de ces personnes.

En 2018, le nombre de retours en provenance de l'Iran a atteint 670 000. En parallèle, les retours depuis le Pakistan continuent de diminuer depuis 2016, avec 43 000 retournés cette année contre 151 000 l'année dernière. Les retournés et déplacés internes rencontrent des difficultés semblables et ont les mêmes besoins. L'accès aux soins et à un soutien psychologique reste l'un des besoins principaux de cette population, de même que la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et à un abri.

Au début de l'année 2018, le gouvernement afghan et les Talibans ont engagé des pourparlers. Des négociations pour la paix ont également débuté avec des représentants du gouvernement américain. Cependant, ces deux processus se sont terminés sans que les parties ne soient parvenues à un accord. Selon le dernier Plan de Réponse Humanitaire, 6,3 millions d'Afghans seront en besoin d'assistance humanitaire en 2019. Ce chiffre a doublé depuis début 2018. Une dégradation de la situation ainsi qu'un nouveau pic de violence sont attendus, du fait des élections présidentielles qui sont prévues en 2019.

ACTIVITÉS

En 2018, ACF a mis en place différents projets multisectoriels au niveau national, afin de répondre aux besoins des populations afghanes les plus vulnérables. La phase 8 du projet ERM, financé par ECHO, a débuté en avril. Ce programme tente de répondre à des besoins immédiats et vitaux qui découlent directement du conflit armé en cours et des catastrophes naturelles régulières. Un autre projet de réponse à l'urgence cible également la malnutrition sévère aiguë chez les populations vulnérables (dont les sinistrés de la sécheresse).

Dans la province de Ghor, afin de réduire la morbidité et mortalité maternelle et infantile, ACF continue ses activités dans les domaines de la nutrition, de l'eau, assainissement et hygiène et de la Santé mentale et pratiques de soin. Par ailleurs, deux projets financés par le Common humanitarian fund (CHF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (OAA) ciblent 84 000 personnes affectées par les catastrophes naturelles et le conflit armé, afin qu'elles bénéficient d'activités agricoles et d'élevage et de distributions d'argent, et renforcent ainsi leur sécurité alimentaire. Enfin, 5 250 autres personnes ont reçu de l'argent grâce à un projet de réponse à l'urgence.

A Helmand, ACF a mis en place 3 projets intégrés qui viennent en aide aux personnes déplacées et aux communautés hôtes, grâce à des activités en nutrition et en eau, hygiène et assainissement. 1 608 enfants sévèrement malnutris ont été guéris après avoir été admis dans les cliniques mobiles d'ACF. 1 173 kits menstruels ont également été distribués à des femmes et des jeunes filles, l'hygiène menstruel étant une problématique majeure à laquelle elles sont confrontées.

A Kaboul, ACF a axé ses activités sur 26 établissements de santé. 48 881 ont ainsi pu bénéficier d'une aide nutritionnelle.

Dans la province de Badghis, avec l'aide d'un partenaire local (AYSO), ACF a lancé une réponse d'urgence pour venir en aide aux populations affectées par la sécheresse. ACF a formé les membres d'AYSO à la nutrition, à la santé et au soutien psychosocial, et une équipe de santé mobile a été créée. Cette équipe propose des consultations en nutrition et santé, de même qu'un soutien psychosocial. L'objectif de cette équipe mobile est d'atteindre les personnes directement sur leur lieu d'habitation, les déplacements faisant augmenter les risques et vulnérabilités pour ces personnes.

BANGLADESH

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2007
Budget en €..... 23 601 183
Nombre de salariés..... 966
Nombre de bénéficiaires..... 1 442 298

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. DHAKA
B. SATKHIRA
C. BARGUNA
D. COX'S BAZAAR
E. KURIGRAM

CONTEXTE

Le Bangladesh est un pays situé dans le golfe du Bengale, frontalier du Myanmar et de l'Inde. C'est une nation laïque (d'après sa constitution) qui a adopté l'Islam comme religion d'État. Depuis l'indépendance du pays en 1971, le Bangladesh est considéré comme un pays en voie de développement, progressant vers l'indépendance économique, notamment grâce à une croissance économique stable. Selon le World Economic League Table 2018, le pays pourrait intégrer les « Top 25 économies » d'ici à 2033. Cependant, malgré une croissance économique robuste et une importante production alimentaire ces dernières années, la densité de population reste très élevée et environ 31,5% de la population vit encore sous le seuil de pauvreté.

Depuis août 2017, le Bangladesh connaît un afflux important de réfugiés originaires du Myanmar. En effet, 745 000 musulmans s'identifiant comme Rohynga, dont 400 000 enfants, ont fui leur pays pour se réfugier dans le district de Cox's Bazar. Selon le rapport rendu par la mission exploratoire envoyée par les Nations Unies au Myanmar, ce départ massif de la population est la conséquence d'attaques « systématiques et généralisées contre les civils » perpétrées par les forces armées.

Selon les derniers chiffres de décembre 2018, 902 000 réfugiés vivent toujours dans les 34 camps de Cox's Bazar. A ceux-ci s'ajoutent les Rohynga déjà réfugiés au Bangladesh avant les violences de 2017. 55% des réfugiés nouvellement arrivés ayant moins de 18 ans, la vulnérabilité des enfants est une priorité dans la réponse à la crise. Les déplacements depuis le Myanmar ont eu un impact non négligeable sur le cadre de vie et les moyens d'existence des 336 000 résidents bangladais de Cox's Bazar. Les services de base sont sous tension du fait de l'augmentation importante du nombre d'habitants dans le district. Les besoins les plus courants sont toujours l'accès à l'eau, aux toilettes, aux services de santé et aux centres prenant en charge la malnutrition. Par ailleurs, le manque de sécurité alimentaire, les conditions de vie exiguës et le manque d'hygiène ont pour conséquences des taux élevés de malnutrition, à la fois pour les réfugiés mais aussi pour les communautés hôtes. Une enquête sur la nutrition menée en avril-mai 2018 a démontré que la prévalence de la Malnutrition Globale Aiguë s'élevait à 12% et 13,6% dans les deux camps de réfugiés étudiés.

Le Bangladesh est également un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Le district de Cox's Bazar connaît deux saisons de cyclones par an, ce qui provoque des glissements de terrain et d'importantes inondations. Le risque cyclonique est une préoccupation majeure pour le district, du fait des habitations précaires et peu solides dans lesquelles vivent les réfugiés.

ACTIVITÉS

Dans le district de Cox's Bazar, ACF a mis en place une réponse multisectorielle à l'urgence, dans le but de répondre aux besoins des réfugiés et des résidents bangladais. Des activités dans les domaines de la nutrition et de la santé ont été lancées, de même que des activités pour améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Dans les communautés hôtes et dans les camps, 60 points d'eau ont été rénovés ou construits en 2018, et 55 321 kits d'hygiène ont été distribués. 52 835 enfants et femmes enceintes ou allaitantes ont bénéficié de programmes de supplémentation alimentaire ou de repas chauds préparés dans des cuisines communautaires. Afin de traiter la malnutrition aiguë sévère, 14 858 enfants ont été admis dans des centres thérapeutiques. ACF soutient également 100 centres de santé mettant en place des programmes de traitement de la malnutrition aiguë sévère en ambulatoire.

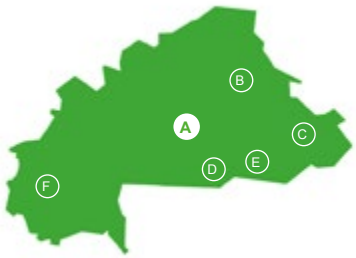
ACF est également présent dans d'autres zones du pays. A Dhaka, capitale du Bangladesh, le projet de préparation à l'urgence et aux tremblements de terre, qui voulait renforcer les capacités de réaction des populations locales face aux séismes, s'est terminé en 2018. Ce projet a permis le renforcement de la résilience et le développement d'une culture de la préparation au niveau national et local.

Des activités pour renforcer la résilience des communautés locales ont également été mises en place dans le district de Satkhira, avec pour cible 224 ménages. De plus, 10 agriculteurs ont participé à une recherche sur « un système de production terrestre et aquatique grâce à des propriétés surélevées ».

BURKINA FASO

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2008
Budget en €..... 7 334 041
Nombre de salariés..... 175
Nombre de bénéficiaires..... 162 126



LIEUX D'INTERVENTIONS

A. OUAGADOUGOU
B. BOGANDÉ
C. DIAPAGA
D. PAMA
E. FADA
F. ORODARA

CONTEXTE

L'année 2018 a été marquée par un contexte sécuritaire difficile avec l'ouverture de nouveaux fronts de violences. Outre l'attentat qui a visé, en mars, l'Ambassade de France et l'état-major des armées burkinabè dans la capitale, l'on a constaté un renforcement de la présence des groupes armés notamment radicaux dans le Nord du pays et, à partir du dernier trimestre de l'année, dans l'Est. Conséquence de cette situation, environ 1 000 écoles avaient fermé leurs portes dans le pays en fin d'année, ainsi que bon nombre de centres de santé. L'insécurité a profondément affecté le fonctionnement et l'accès aux services de base des communautés les plus vulnérables. Plus de 620 000 personnes ont été directement affectées par l'insécurité, dont 490 000 ont eu immédiatement besoin d'une assistance alimentaire, nutritionnelle, sanitaire et en éducation.

La situation nutritionnelle reste préoccupante dans l'ensemble du pays avec un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 8,4% et un taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) de 1,6% chez les enfants de 6-59 mois, selon les résultats préliminaires de l'enquête nutritionnelle nationale de 2018. L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont spécialement préoccupantes dans les zones où une dégradation du contexte sécuritaire a été constatée. La prévalence de la malnutrition chronique et de l'insuffisance pondérale dans la région de l'Est a quasiment atteint de seuils d'alerte en 2018 et la situation va en s'aggravant. Une baisse de la diversité alimentaire des enfants a également été enregistrée sur l'année.

Avec l'aggravation du réchauffement climatique, le Burkina Faso, pays sahélien, est régulièrement frappé par des désastres qui peuvent avoir des conséquences dramatiques pour la population et le pays. Le pays est à un niveau de risque de 5,3 et se classe 33e sur 191 pays selon Inform Risk, un outil qui mesure la gravité des crises humanitaires. La région de l'Est fait partie des régions les plus touchées par ces aléas avec des conséquences parfois dramatiques. Les communautés sont de plus en plus vulnérables aux chocs saisonniers qui ont de profondes répercussions sur leurs capacités de résilience.

ACTIVITÉS

En 2018, le travail des équipes d'ACF au Burkina Faso a répondu aux objectifs suivants :

1. **Atténuer les conséquences de l'insécurité nutritionnelle par le renforcement des systèmes de santé pour intégrer efficacement les maladies de l'enfance et la santé reproductive**

Pour contribuer à l'amélioration de la sécurité nutritionnelle des mères et des enfants en Afrique de l'Ouest, les activités débutées en 2016 pour améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans à travers l'intégration de la nutrition dans des systèmes de santé renforcés se sont poursuivies. Pour permettre la création d'un contexte régional favorable à la réduction de la sous-nutrition, elles ont été accompagnées d'un plaidoyer mené en faveur de l'intégration de la nutrition dans les politiques de développement et budgets nationaux.

2. **Répondre aux causes d'insécurité nutritionnelle des populations par un accès accru à la nourriture, à l'eau potable, aux revenus et l'amélioration des bonnes pratiques de soins**

Consécutive aux poches de sécheresse et aux attaques de chenilles légionnaires ayant entraîné un déficit céréalier, mais également aux déplacements de population dus aux violences, la région de l'Est du Burkina Faso a été confrontée à une aggravation de l'insécurité nutritionnelle. ACF a mis en œuvre des réponse d'urgence et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Elles étaient complémentaires d'un programme pluriannuel de renforcement durable et intégré de la résilience des populations vulnérables. En partenariat avec l'Union européenne, ce programme doit permettre une amélioration de l'accès des ménages aux services de base et aux actions préventives de la malnutrition, à une alimentation diversifiée, mais également une amélioration des capacités communautaires et institutionnelles en gestion des risques et réponses aux désastres.

3. **Rendre durable la résilience des communautés aux chocs et catastrophes naturelles par la mise en place de mécanismes locaux participatifs de surveillance, de gestion des risques et de réponses aux désastres et crises**

Au Burkina Faso, les communautés souffrent de l'absence de systèmes de suivi, d'alerte et de réponses aux catastrophes. Elles pâtissent d'une méconnaissance des causes des catastrophes et ainsi n'ont que de faibles connaissances des mesures possibles pour les prévenir ou en réduire l'impact.

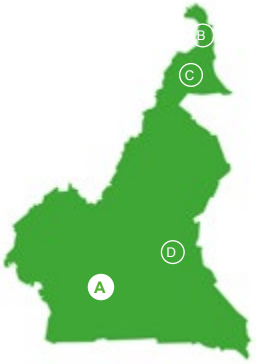
Pour répondre à ces défis, dans l'Est, un Projet de Renforcement et de Développement des Initiatives et Stratégies Communautaires d'Atténuation et d'Adaptation aux Changements Climatiques des populations rurales a été lancé en 2018. Le but de ce programme a été d'accroître l'aptitude des élus locaux, leaders communautaires et de la société civile à mettre en place une approche participative et intégrée de préparation et de réponse aux catastrophes, de réhabiliter et/ou préserver le capital productif accumulé et d'assurer durablement les moyens d'existence des populations par la diversification de leurs sources de revenus (promotion de la culture maraîchère dans des coopératives villageoises) et enfin de renforcer durablement le système de santé et la couverture sanitaire dans le domaine de la santé reproductive, maternelle et néonatale.

Un projet de Prévention, Préparation, et Réponse aux Catastrophes naturelles démarré en 2017 s'est achevé en fin d'année 2018 dans les provinces du Soum (Est) et de la Tapoa (Nord). L'objectif des activités menées a été de permettre aux populations les plus vulnérables d'anticiper, de s'organiser, de s'adapter et ainsi de réduire leurs vulnérabilités et d'accroître leur résilience aux aléas climatiques récurrents.

CAMEROUN

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2014
Budget en €..... 7 859 561
Nombre de salariés..... 133
Nombre de bénéficiaires..... 248 888



LIEUX D'INTERVENTIONS

A. YAOUNDÉ
B. KOUSSIERI
C. MAROUA
D. BATOURI

CONTEXTE

A l'échelle nationale, les revendications indépendantistes des régions anglophones ont continué en 2018 et resurgi avec force après la réélection du Président Paul Biya, suites aux élections présidentielles d'octobre 2018. Le niveau élevé des violences fait cette fois craindre des escalades sans précédent avec de graves conséquences humanitaires. Au niveau régional, le pays est régulièrement affecté par les troubles et fragilités socio-politiques qui touchent les Etats voisins (RCA, Tchad, Nigéria…). La crise dans l'extrême Nord liée à l'insurrection armée au Nord Est du Nigéria est particulièrement violente avec des attentats suicides, déplacements massifs des populations, des occupations des territoires et scènes de guerres à l'intérieur des frontières.

Au cours de la décennie précédente, le Cameroun avait déjà accueilli près de 100 000 réfugiés centrafricains (entre 2003 et 2010) et Tchadiens (2008). Le nombre de personnes victimes de déplacements forcés s'est considérablement accru depuis 2014. Dans les régions de l'Est et de l'Extrême Nord, en 2018, on estimait à plus de 250 000 réfugiés centrafricains, plus de 85 0000 réfugiés nigérians sont 41 763 réfugiés hors camp et de 244 347 déplacés internes dans région d'Extrême Nord[1] .

Le coup d'Etat de 2013 en République Centrafricaine a entrainé de violents combats, notamment entre Sélékas et anti-Balakas, combats qui ont atteint leur paroxysme en décembre 2013, provoquant la fuite de près de 200 000 Centrafricains. Environ 80% d'entre eux se sont réfugiés dans la région de l'Est du Cameroun. Cet afflux massif de réfugiés, représente aujourd'hui une hausse de plus de 20% de la population de la zone et constitue un défi important pour les autorités locales et les acteurs humanitaires. En effet, si une grande majorité des réfugiés n'envisagent pas encore de retourner dans leur zones d'origine, encore instables, bon nombre de besoins demeurent et la pression exercée par les populations sur les ressources naturelles disponibles tend jour après jour à fragiliser la cohésion sociale entre les communautés réfugiées et hôtes alors, que les financements pour répondre à cette situation se raréfient.

L'Extrême-Nord du Cameroun est la région la plus défavorisée du pays au niveau économique, climatique et en matière d'investissement étatique dans les services sociaux de base. Région la plus peuplée du pays, elle est également la plus pauvre, et plus de 25% de sa population vit en-dessous du seuil de pauvreté. La dégradation de la situation sécuritaire depuis mai 2014, principalement due aux violences et exactions menées par la mouvance Boko Haram, est venue amplifier cette situation. Cette problématique conjoncturelle impacte d'autant plus les populations déjà vulnérables, obligées de se déplacer, avec pour conséquence une perte de leurs moyens de subsistance et une augmentation croissante des besoins de base. Plus de 220 000 personnes (soit 1 individu sur 3)[2] se trouvent aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire et la situation sanitaire et nutritionnelle demeure critique. Les déplacés et autres personnes vulnérables sont ainsi exclusivement

1 - DTM-Displaced Tracking Matrix- de septembre 2018, OIM
2 - JAM - Évaluation multisectorielle - juin 2016 - OCHA,

dépendants de l'aide humanitaire. La population d'accueil est également très exposée et les ressources locales limitées d'autant plus que la crise au Nord-Est du Nigéria perturbe l'activité économique transfrontalière et l'agriculture, ce qui augmente la vulnérabilité des populations dans cette zone où les services publics sont limités et la pauvreté chronique.

ACTIVITÉS

Ayant déjà effectué une intervention au Cameroun entre 1998 et 2001, ACF est à nouveau présente dans le pays depuis 2014. Alertée par l'afflux massif de réfugiés centrafricains dans l'Est du Cameroun depuis le début de l'année 2014 (suite au coup d'Etat en RCA), et au vu des besoins exprimés, ACF est intervenu dans la Région de l'Est en Nutrition/santé dans 4 sites d'accueil de réfugiés centrafricains, ainsi qu'au sein des communautés hôtes. L'intervention a contribué à améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle des réfugiés centrafricains et populations hôtes, mais aussi à renforcer leur résilience psychologique à travers la mise en œuvre de projets de santé mentale et pratiques de soins. Depuis avril 2015, ACF mène des interventions en SAME et en EAH dans les départements de la Kadey et de la Bomba et Ngoko, ciblant les communautés hôtes et réfugiées. En 2017, ACF a mis un terme à ses interventions en Santé dans la Région de l'Est, pour se concentrer sur des actions à moyen terme visant l'autonomisation des populations réfugiées et le renforcement des moyens d'existence des populations locales afin d'augmenter la résilience et renforcer la cohésion sociale entre les deux communautés.

Suite à la dégradation de la situation humanitaire dans la région de l'Extrême Nord du pays, ACF a lancé une intervention dans cette zone début 2016. L'organisation appuie aujourd'hui l'ensemble des centres de santé des Districts Sanitaires de Tokombere (Département de Mayo Sava) et Goulfey (Département de Logo & Chari). Ces actions en santé visent le renforcement du système de santé et l'amélioration du paquet minimum des activités en soins de santé primaire. A ceci s'ajoute un panel d'activités focalisées sur l'amélioration des conditions d'accès à l'eau, à l'hygiène et l'assainissement.

En outre, depuis juillet 2017, ACF a renforcé sa réponse dans la région au travers du projet RESILIANT mis en œuvre en consortium avec 4 autres organisations (PUI, CARE, SI, CRf) et dont ACF assure le leadership. Ce programme de 4 années vise à renforcer la résilience et sécurité nutritionnelle au sein des communautés bénéficiaires au travers des actions en santé-nutrition, WASH, SAME, plaidoyer et soutien à la gouvernance locale.
Au Cameroun, ACF entend consolider une stratégie assise à la fois sur les actions d'urgence pour répondre aux effets de la crise humanitaire engendrée notamment par la guerre au Nord Est du Nigéria et dans la crise du Nord-Ouest/Sud-Ouest du Cameroun, et des actions à moyen terme afin d'augmenter la résilience des populations, lutter contre les causes sous-jacentes de la sous-nutrition et promouvoir la cohésion sociale.

CÔTE D'IVOIRE

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2002
Budget en €..... 1 000 731
Nombre de salariés..... 25
Nombre de bénéficiaires..... 942 590

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. ABIDJAN
B. DISTRICT DES MONTAGNES

CONTEXTE

Depuis la fin de la crise post-électorale de 2010, la reprise économique de la Côte d'Ivoire est notable, le pays connaissant l'un des taux de croissance les plus élevés d'Afrique sub-saharienne. La hausse de la demande extérieure de produits agricoles, notamment de cacao et de produits pétroliers, et de la demande intérieure accrue, portée par une hausse de la consommation des ménages, a permis, selon la Banque africaine de Développement (BAD), une croissance du PIB (7,4% en 2018).

Cependant, cette économie reste vulnérable aux chocs extérieurs ; ceux-ci pouvant résulter d'une évolution défavorable des cours des matières premières et de mauvaises conditions climatiques mais également de tensions sociales. Malgré les bonnes performances économiques réalisées par le pays, le taux de pauvreté s'élève à 46,3% (Banque mondiale, 2015), et environ un quart de la population active est au chômage. D'après la BAD (Banque Africaine de Développement), la part cumulée des emplois vulnérables et des chômeurs dans la population active atteint entre 70 et 90% (78,9% pour les femmes contre 64% pour les hommes). Le revenu moyen des femmes ne représente que 51% de celui des hommes. Aussi, les indicateurs dans les domaines de la santé de l'eau de l'hygiène et de l'assainissement, restent préoccupants.

Au niveau politique, on observe une montée des tensions à l'approche de l'élection présidentielle de 2020 : les élections locales d'octobre 2018 se sont déroulées dans un climat de violences et de tensions faisant 10 morts sur l'ensemble du pays. On assiste actuellement à l'éclatement de la coalition au pouvoir (RHDP) suite à la rupture du dialogue entre le Président de la République et le Président de l'opposition. La lutte pour la succession à la Présidence de la Côte d'Ivoire est déjà déclarée et pourrait remettre en cause les bonnes performances du pays, qui doit également faire face à la menace terroriste et s'atteler à redistribuer davantage les fruits de sa croissance économique aux populations les plus vulnérables et développer son capital humain afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail. Le pays devra également favoriser l'insertion économique des femmes.

L'année 2018 a été marquée par la poursuite du projet phare de la mission Côte d'Ivoire : « Renforcement de l'organisation et du fonctionnement de douze établissements sanitaires urbains de premier niveau à base communautaire conformément à leurs missions dévolues par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) ». L'objectif global de ce projet est de contribuer à améliorer la santé des populations urbaines vulnérables d'Abidjan et particulièrement des femmes, des jeunes et des enfants de moins de cinq ans et ce, via l'appui offert à 12 centres de santé dits de 1er contact, gérés par une association représentative de la communauté. Ce projet a favorisé une approche intégrée santé/nutrition pour améliorer les indicateurs de santé materno-infantile et a permis une réhabilitation des infrastructures de santé, une approche et une implication communautaire forte (cercles d'échanges communautaires; classes de soutien des mères, des maris, des adolescents). Innovant en e-santé, le projet a permis de développer un focus pour la santé et le bien-être psychosocial des jeunes par la création d'une plateforme mobile de tchat avec des agents de santé en particulier pour traiter les questions de santé sexuelle et reproductive ; par la promotion du planning familial ; par un support psychosocial offert au sein de points d'écoute dans des espaces jeunes. Ces stratégies en faveur des jeunes et adolescents ont été initiées en étroite collaboration avec la société civile jeune.

En EAH, la poursuite du projet d'« Accompagnement social des travaux de branchements sociaux dans le cadre du Programme d'Urgence des Districts d'Abidjan et de Montagnes », a permis, sur la base de critères de vulnérabilité définis par ACF et validés par l'ensemble des partenaires du projet, de sélectionner et former plus de 29 900 ménages bénéficiaires d'un raccordement au réseau d'adduction d'eau potable via l'installation de compteurs d'eau.

Par ailleurs, après les inondations de juin, à Abidjan et dans les villes environnantes, une réponse d'urgence a été mise en œuvre pour réduire les risques sanitaires liés aux inondations dans les quartiers précaires de ces villes. L'action a permis de faciliter l'accès à la santé et à un environnement plus sain pour les populations sinistrées, de faciliter l'accès à des vivres et à des produits de première nécessité pour la période d'urgence aux 100 familles sinistrées les plus vulnérables d'Agboville et de sensibiliser près de 70 000 personnes aux pratiques essentielles d'hygiène, de gestion de l'eau et des déchets pour réduire les risques d'épidémie.

Enfin, dans le cadre du Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN), réseau mondial rassemblant 60 pays dans un effort collectif de lutte contre la malnutrition, la mission a continué de renforcer les capacités de la Société Civile Engagée pour la Nutrition afin de mieux jouer son rôle dans le suivi des engagements pris par le gouvernement en matière de nutrition.

DJIBOUTI

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2011
Budget en €..... 419 774
Nombre de salariés..... 000
Nombre de bénéficiaires..... 394 396

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. DJIBOUTI
B. OBOCK
C. TADJOURA
D. DIKHIL
E. BALBALA

CONTEXTE

D'une superficie de 23 000 km², la République de Djibouti - 5ème plus petit pays du continent et une population de 1 048 999 en 2018 - est située dans la Corne de l'Afrique, à l'embouchure du détroit de Bab El Mandeb qui sépare la Mer Rouge de l'Océan Indien (golfe d'Aden).

Djibouti poursuit, depuis une dizaine d'années, une « politique de croissance économique accélérée » (5% entre 2007 et 2010, 6,5% en 2015, 6,3% en 2016, 7% en 2017 et des projections de plus de 7% en 2018). Cette politique est impulsée par des grands travaux visant à doter le pays d'infrastructures de base (ports, chemins de fer, oléoducs, gazoducs, réseaux primaires d'électricité, d'eau et d'assainissement, etc.) qui devraient favoriser l'émergence d'un secteur privé marchand.

Le pays, tirant parti de sa position géostratégique avantageuse qui donne sur l'une des plus grandes voies maritimes mondiales, s'affirme en plateforme de services logistiques, financiers et de communication, ainsi qu'en en « hub » diplomatique et touristique de première importance. Pour asseoir son positionnement comme centre d'affaires émergeant, Djibouti entretient l'image d'un pays prospère, pacifié, sécurisé et politiquement stable.

Courtisé par les puissances mondiales (Chine, États-Unis, Turquie, Russie, France) et régionales (Éthiopie, Arabie Saoudite), Djibouti base la transformation structurelle de l'économie du pays sur des programmes d'infrastructures soutenus par des investissements étrangers (majoritairement chinois) et des crédits concessionnels à très faible taux d'intérêt (à 80% constitués par des fonds arabes).

Les résultats de l'expansion économique ne se sont pas encore pleinement traduits par une amélioration des principaux indicateurs humains dans le pays ; mais des progrès ont été accomplis - l'espérance de vie est passée à 63,6 ans en 2016, soit une augmentation de plus de deux ans depuis 2011.

Après une période de réflexion en 2017 sur l'avenir du bureau de Djibouti, la décision a été prise de fermer le bureau en 2018. Le manque de financements des bailleurs institutionnels, la réduction des besoins et un environnement de travail de plus en plus complexe, furent entre autres points de discussions qui ont conduit à la décision de fermer le bureau en 2018.

Ainsi, la seule activité programmatique achevée en 2018 a été la construction de 3 latrines « de démonstration ». Le bureau a fermé en juin 2018 ; bien qu'un membre du personnel reste dans un poste de liaison pour soutenir la mission au Yémen.

ÉTHIOPIE

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 1985
Budget en €..... 12 267 023
Nombre de salariés..... 618
Nombre de bénéficiaires..... 819 318

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. ADDIS-ABEBA
B. RÉGION AMHARA
C. GAMBELLA
D. RÉGION SNNPR
E. RÉGION OROMIYA
F. RÉGION SOMALI

CONTEXTE

L'Éthiopie est un pays régulièrement frappé par des crises prolongées (insécurité alimentaire et nutritionnelle, instabilité politique et institutionnelle) et des crises aiguës (sécheresse, inondations, désertification croissante, dégradation des sols, épidémie), affectant les moyens de subsistance d'une part importante de la population vivant dans une pauvreté extrême.

Les violences intercommunautaires ayant éclaté en 2017 à la frontière entre les régions d'Oromia et de Somali ont continué en 2018 : selon l'Organisation internationale des Migrations et le Programme alimentaire mondial des Nations unies, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison des violences du conflit a atteint 1,8 million.
En plus, l'Éthiopie accueille environ 900 000 réfugiés. En 2018, du fait de la persistance du conflit et de la violence qui règnent au Soudan du Sud, la région de Gambella a ouvert ses frontières à plus de 400 000 exilés sud-soudanais.

Le pays est également exposé à des chocs climatiques récurrents, affectant la résilience des populations les plus vulnérables. Alors que la situation dans les régions les plus touchées par la sécheresse (Amhara, Shebelle et Korahe) s'est améliorée grâce aux pluies abondantes de 2018, qui ont soutenu le développement des cultures et la régénération des ressources en pâturages et en eau, L'insécurité alimentaire et les déplacements provoqués par le climat persistent. Les populations souffrent, outre la sécheresse, des conséquences du réchauffement climatique (épidémies, inondations), entraînant une inévitable dépendance chronique des communautés à l'aide humanitaire. Ces populations souffrent souvent par ailleurs d'une faible diversification alimentaire et d'un faible accès aux services de santé. Il est à prévoir que l'insécurité actuelle et les mauvaises prévisions climatiques pour l'est du pays devraient maintenir les niveaux actuels de déplacement dans les régions d'Oromia et de Somali nécessitant un soutien humanitaire continu.

On estime ainsi qu'en 2018, environ 7,8 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire d'urgence de la part du gouvernement et des ONG.

En 2018, les activités se sont concentrées sur trois axes principaux :

- **Renforcement de l'assistance aux réfugiés sud-soudanais**

Dans les régions de Gambella et de Benishangul Gumuz, ACF a poursuivi ses activités de prévention, de détection et de traitement de la malnutrition auprès des réfugiés sud-soudanais dans les centres nutritionnels hospitaliers et ambulatoires des trois camps de réfugiés et aux points d'entrée à la frontière. Ces activités se sont accompagnées d'un soutien nutritionnel et psychosocial, spécialement aux femmes enceintes et allaitantes, notamment dans les espaces « mères enfants ».

- **Réponse aux besoins essentiels des populations vulnérables par une approche multisectorielle intégrée**

L'approche multisectorielle intégrée permet d'apporter une réponse à la sous-nutrition infantile et maternelle, à l'insécurité alimentaire et l'exposition aux maladies des populations les plus pauvres ; de pallier à l'accès limité aux services de base et à l'hygiène des communautés

En Éthiopie, ACF a par ailleurs mis au point un ensemble standard d'interventions d'urgence, axés spécifiquement sur la lutte contre la malnutrition, dans l'ensemble des domaines d'expertise d'ACF :

- Une réponse nutritionnelle de la gestion de la malnutrition aiguë à base communautaire, comprenant l'identification, la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée ;
- Des activités de santé mentale d'urgence et de pratiques de soins
- Des services en eau, hygiène et assainissement de base, y compris de promotion de l'hygiène dans les centres collectifs de personnes déplacées et les bâtiments institutionnels, axés sur l'accès à de l'eau salubre et à l'assainissement, ainsi que sur la prévention des cas de diarrhée aqueuse aiguë
- Des activités en sécurité alimentaire et moyens d'existence, notamment des transferts monétaires polyvalents et inconditionnels (pour accroître la capacité des ménages ciblés à satisfaire leurs besoins nutritionnels et autres par le biais d'un pouvoir d'achat accru pour accéder aux marchés), ainsi que la protection et la restauration des moyens de subsistance grâce à un soutien à l'agriculture.

- **Restauration des moyens d'existence des populations vulnérables et renforcement de la résilience des communautés**

Les activités de résilience des populations pastorales et agro-pastorales face aux sécheresses se sont poursuivies à travers des formations et l'identification d'activités de mitigation des risques, dans les régions Amahra, Oromia et Somali. En outre, les équipes d'ACF ont mené des activités d'amélioration de l'accès à l'eau et aux infrastructures sanitaires, avec la réhabilitation d'infrastructures communautaires, la formation à la gestion des points d'eau et aux pratiques d'hygiène. Des activités d'appui aux moyens d'existence des populations ont aussi eu lieu dans ces différentes régions.

INDONÉSIE

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 1998
Budget en €..... 464 404
Nombre de salariés..... 16
Nombre de bénéficiaires..... 18 641

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. JAKARTA
B. PROVINCE NTT
C. CENTRAL SULAWESI PROVINCE

CONTEXTE

D'Indonésie est un archipel composé de 17 000 îles qui comptent plus de 264 millions d'habitants. Bien qu'au cours des dernières décennies le pays ait connu une forte croissance économique, qui lui a permis de se classer parmi les pays à revenu intermédiaire, le déficit public reste un défi à relever. De plus, l'Indonésie continue de lutter contre la pauvreté et le chômage, l'insuffisance des infrastructures, la corruption, un environnement réglementaire complexe et une répartition inégale de ses ressources entre les régions.

En santé et nutrition, l'Indonésie est l'un des pays les moins bien classés selon des indicateurs tels que l'espérance de vie, la mortalité infantile ou la mortalité maternelle. L'état de santé de la population, l'état des infrastructures sanitaires, l'accès aux services médicaux, la qualité des soins, ou encore l'égalité et l'équité dans l'accès sont également des indicateurs préoccupants. La mise en œuvre progressive de la réforme nationale Jaminan Kesehatan (programme national d'assurance maladie) devrait être achevée en 2019. Toutefois, les investissements gouvernementaux dans le système de santé restent limités, entraînant ainsi un manque de structures et de main-d'œuvre dans le secteur public, et donc un développement croissant du secteur de santé privé. Les priorités restent la santé maternelle et infantile, ainsi que la lutte contre la malnutrition et les maladies contagieuses.

L'Indonésie est également un pays très exposé aux catastrophes naturelles et aux conséquences du changement climatique. Au cours des 30 dernières années, le pays a subi des éruptions volcaniques, des tremblements de terre, des inondations, des tsunamis, des feux de forêts, des glissements de terrain et des épisodes de sécheresse. En 2018, trois grands séismes ont touché certaines zones du pays, entraînant de nombreux dommages matériels et pertes humaines : un tremblement de terre à Lombok (le 5 août), un tsunami suivi d'un tremblement de terre et d'une liquéfaction des sols dans la province de Sulawesi central (le 28 septembre) et un tsunami à Banten (le 22 décembre).

Bien que l'Indonésie ait réalisé des progrès remarquables au cours des dernières années en renforçant la résilience et en œuvrant pour mettre la réduction des risques de catastrophe au centre de l'attention, le pays doit encore faire face à de nombreux défis et problèmes. En effet, les disparités entre les zones urbaines et rurales, les taux de pauvreté et de malnutrition importants de même que l'accroissement démographique rapide augmentent la vulnérabilité de la population indonésienne. L'année 2018 a vu une montée en compétence et capacité opérationnelle de l'Agence Nationale des Catastrophes (BNBP) même si le mécanisme de réponse et de suivi des catastrophes naturelles reste à améliorer.

La majorité des activités d'ACF sont concentrées dans la province du Nusa Tenggara Timur (NTT), à l'Est du pays. Cette province est classée comme la 31ème plus pauvre du pays (sur un total de 34) et présente l'indice de développement humain le troisième plus bas du pays. Le phénomène El Niño, qui a touché le pays en 2015-2016, a entrainé une réduction de l'accès à l'eau ayant eu de lourdes conséquences sur les récoltes, l'élevage ainsi que les taux de maladies hydriques chez les jeunes enfants. On attribue également les trois dernières années de sécheresse à l'influence d'El Niño.

Dans le District de Kupang (NTT), la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale pour les enfants de 6 mois à 5 ans est de 21,2%, et celui de la Malnutrition Aiguë Sévère est de 3,9%, largement au-delà des seuils d'urgence définis par l'OMS (2%)[3] . La stratégie d'Action Contre la Faim est donc d'identifier et d'agir sur les facteurs directs et indirects de la malnutrition.

En 2018, avec le soutien d'UNICEF, ACF a continué sa collaboration avec le Ministère de la Santé au niveau du pays, des provinces et des districts, dans le but de développer la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë dans le district de Kupang. Le succès de ce programme, terminé en avril 2018, constitue un exemple pour réplication à échelle nationale. De plus, la deuxième phase du programme, financé par EKFS[4] et IFI[5] , a été lancée et contribuera fortement à l'amélioration de la gestion intégrée des maladies de l'enfant. En 2018, le projet a été étendu à 12 nouveaux centres de santé et a permis d'améliorer les capacités du personnel de santé et des étudiants en médecine de Kupang.

ACF a également initié le lancement de Wadah Air Timor (WAT'R), une entreprise sociale et solidaire, qui assurera un support pour la réalisation de réseaux d'eau, en collaboration avec les autorités locales. Cette initiative inclue un transfert de compétences et d'équipements à WAT'R dont notamment la technologie de pompes à effet bélier. En 2018, ACF et WAT'R ont reçu de nombreuses sollicitations des autres districts pour faire des études de faisabilité et introduire cette technologie dans d'autres systèmes hydrauliques. D'ici fin de 2019, WAT'R devrait être autonome grâce à un modèle économique éprouvé.

Un projet multisectoriel a également été mis en œuvre avec des partenaires locaux (Lentera-CIDEC et YASATU) et terminé en décembre 2018. Ce projet a notamment permis de renforcer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de groupes d'agriculteurs répartis sur 10 villages (soutien en matériel, semences, mise en place de pépinières et formation).

En septembre 2018, ACF a lancé une réponse multisectorielle d'urgence pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre dans les districts de Palu, Sigi et Donggala (province de Sulawesi). Ce projet, financé par le DEC[6] et ACF, a été mis en place par nos partenaires locaux (YEU et CCIU). Plus de 1000 ménages bénéficieront de systèmes de traitement de l'eau ainsi que de distributions de kits d'hygiène et de nourriture.

3 - Source : Enquête SMART réalisée par ACF en 2015
4 - Else Kröner-Fresenius-Stiftung : German Foundation
5 - Institut Français d'Indonésie
6 - Disasters Emergency Committee

IRAK

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2103
Budget en €..... 6 300 194
Nombre de salariés..... 119
Nombre de bénéficiaires..... 455 115

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. BAGDAD
B. DOHUK
C. ERBIL
D. MOSSOUL NINEWA
E. SINUNY

CONTEXTE

Alors que la crise irakienne entre dans sa cinquième année, il reste environ 8,7 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire ou à la protection[7] , notamment des personnes déplacées, retournées, des communautés d'accueil et des réfugiés syriens. Plus de 31 000 maisons ont été détruites, en plus de centaines d'installations et de projets d'infrastructure publics et commerciaux. La Banque mondiale estime que la reconstruction pourrait prendre au moins dix ans et coûter plus de 80 milliards de dollars[8] . Près de la moitié de la population ayant besoin d'assistance réside à Ninewa[9] .

Les retours, les déplacements et les déplacements secondaires à travers l'Irak restent compliqués car certaines familles ne peuvent pas rentrer chez elles - en raison de facteurs liés à la sécurité, aux moyens de subsistance, à la destruction de maisons, etc. D'autres familles, avec des liens présumés avec l'EI, ont été empêchées de revenir. D'autres sont forcées de quitter les camps et des terres privées pour se rendre dans des zones considérées comme « sûres » mais sans informations, ni choix.

Besoins sectoriels

L'OMS estime que la prévalence des troubles mentaux dans la population adulte des personnes touchées par la crise est de 35,5%, tandis que le manque de traitement pour la gestion de ces troubles est de 94%. Les symptômes les plus courants identifiés après l'occupation de l'EI étaient comportement agressif, tristesse, apathie et symptômes liés aux traumas, tels que les flashbacks, cauchemars et l'hyperexcitation.
5,4 millions de personnes ont besoin d'un soutien en EAH, mais seulement 2,4 millions sont ciblées.
75% des personnes interrogées ont indiqué que le drainage, l'élimination des déchets et la remise en état des écoles sont les 3 priorités à réparer entre communautés / communes.
L'Irak est confronté à un problème de pénurie d'eau, qui devrait s'aggraver à l'avenir. Le déficit en eau devrait atteindre 37% en 2030.
L'absence de moyens de subsistance demeure l'une des raisons pour lesquelles les personnes ne peuvent pas retourner durablement dans leur région d'origine.

7 - UNOCHA. Iraq Humanitarian Response Plan. 2018.
8 - OCHA. July 2018.
9 - OCHA. July 2018.

Eau, assainissement et hygiène (EAH)

En 2018, le programme WaSH visait principalement Mossoul et le nord de Ninewa. ACF a poursuivi les activités de réhabilitation du réseau d'approvisionnement en eau et de la station de traitement de l'eau dans les zones reprises du nord de Ninewa, accompagnées de distributions de kits d'hygiène, de kits d'abris et d'activités de promotion de l'hygiène. Dans Mossoul, le programme a fonctionné avec le gouvernement approprié : autorités en charge de la réhabilitation des réseaux de drainage et d'eau, des écoles et des établissements de santé. ACF a également couvert des activités de promotion de l'hygiène. Les activités d'hygiène comprennent 8 campagnes de nettoyage de la communauté. Au lieu de nombreuses petites réparations à Mossoul, ACF, à la demande de la Direction des eaux de Ninewa, a installé une conduite principale d'alimentation de 700 à 350 mm pour fournir de l'eau au quartier de Qadima (vieille ville) de Mossoul.
Le programme WaSH a été confronté à un certain nombre de difficultés qui ont retardé la mise en œuvre des projets en raison de la difficulté à obtenir l'approbation des autorités et des problèmes de visas et d'accès.

Sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME)

En 2018, l'expertise d'ACF s'est développée dans les programmes d'apprentissage et les subventions aux entreprises, avec un projet pilote d'une durée de 17 mois (financé par le RDPP) à Dohuk, qui comprenait une composante SMPS. Cela impliquait de travailler conjointement avec les centres publics de formation professionnelle (CPFP) afin d'améliorer l'offre de compétences professionnelles en fonction des besoins du marché du travail. L'approche globale a conduit à des impacts pertinents et défini un savoir-faire au sein des projets d'ACF. Ce projet pilote a été suivi d'un financement OFDA à Mossoul avec de l'argent contre travail (CFW). Puis, en décembre, un projet GIZ de 3,8 millions d'euros sur l'apprentissage, les subventions aux entreprises et CFW à Mossoul avec SMPS intégré, et un petit projet sur fonds propres pour étendre l'apprentissage à des plus grandes entreprises, avec un partenaire local, Rwanga.
En ce qui concerne la sécurité alimentaire, ACF Iraq avait un projet à Sinuni (Sinjar) financé par le PAM pendant sept mois pour distribuer des actifs agricoles, développer des cuisines potagères, construire ou réhabiliter des serres et des systèmes d'irrigation par le biais d'activités de CFW.

Santé mentale et pratiques de soins (SMPS)

ACF a mis en œuvre des programmes SMPS dans les gouvernorats de Ninewa et de Dohuk, combinant des interventions d'urgence, de relèvement rapide et des interventions structurelles à plus long terme. ACF a fourni un soutien direct aux communautés touchées dans le nord de Ninewa, Mossoul, le camp de Hammam al-Alil par le biais de séances individuelles et de groupe, un soutien axé sur les parents, les enseignants et les enfants, ainsi qu'un soutien lié aux pratiques de soins et à la mise en place d'un espace ami des bébés (destiné aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de 2 ans du camp de Hammam al-Alil). Parallèlement, il a commencé à œuvrer au renforcement du système de santé mentale dans le gouvernorat de Dohuk en renforçant les capacités du Ministère de la santé (MS) et des communautés. Le programme SMPS-Genre et Protection a collaboré étroitement avec le MS à la réalisation d'une évaluation du renforcement des systèmes de santé mentale dans 52 centres de soins de santé primaires et poursuit, par le biais du projet AFD, des sessions de renforcement des capacités, de sensibilisation à la santé mentale et la formation d'un centre communautaire local.

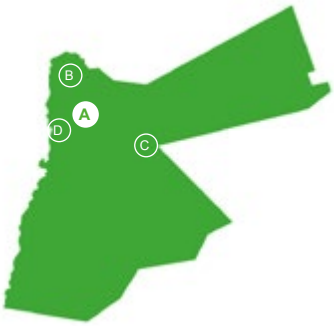
Nutrition

En 2018, ACF a poursuivi et arrêté ses activités dans le camp de Hammam Al Alil afin de détecter et de traiter les cas de malnutrition dans les deux camps (avec une population d'environ 20 000 et 30 000 personnes déplacées). ACF a également continué à renforcer les capacités du Centre de soins de santé primaires de Hammam Al Alil.

JORDANIE

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2013
Budget en €..... 6 282 021
Nombre de salariés..... 113
Nombre de bénéficiaires..... 52 805



LIEUX D'INTERVENTIONS

A. AMMAN
B. IRBID
C. AZRAQ
D. MADABA

CONTEXTE

Huit ans après le début du conflit syrien, plus de 1,3 million de Syriens ont cherché refuge en Jordanie. 671 047 sont des réfugiés enregistrés et environ 83% vivent en dehors de camps[10]. La crise a continué de peser sur l'économie et les infrastructures jordaniennes, entraînant une augmentation du chômage et de la disponibilité de l'eau, ainsi que des disparités manifestes entre les sexes et les groupes d'âge dans l'accès aux principales possibilités de renforcer la résilience. La nature de cette crise prolongée a également reflété la fatigue considérable des bailleurs en 2018, avec des lacunes et des baisses notables dans le financement humanitaire en Jordanie.

Alors que la crise syrienne se prolonge et que l'afflux de réfugiés s'est stabilisé, le contexte en Jordanie passe d'un environnement humanitaire à un environnement davantage axé sur le développement. Les politiques nationales démontrent une prise de conscience de cette transition et des défis à relever. La vision et la stratégie nationales pour 2025 visent à accroître de 27% l'engagement économique des femmes d'ici 2025. Le Jordan Compact vise à améliorer les moyens de subsistance des réfugiés syriens grâce à l'engagement de délivrer 200 000 permis de travail, lié aux nouveaux investissements internationaux en Jordanie. Toutefois, sur les 105 404 permis de travail délivrés à des réfugiés syriens entre janvier 2016 et juin 2018, seulement 4% ont été délivrés à des femmes[11]. Ce document reconnaît également la grave pénurie d'eau en Jordanie et s'engage à améliorer l'efficacité et la viabilité financières du secteur, tout en augmentant la population raccordée aux réseaux d'égouts et en distribuant l'eau à égalité entre les gouvernorats et les régions isolées[12].

En outre, le leadership du gouvernement jordanien dans le plan d'action jordanien (JRP), lancé en 2015 en partenariat avec des bailleurs, des organismes des Nations Unies et des ONG internationales, continue de renforcer la capacité des communautés jordaniennes et réfugiées de faire face à la crise. Cela représente un changement de paradigme en comblant le fossé entre les réfugiés à court terme et les interventions de développement à long terme dans un cadre global fondé sur la résilience. Le JRP 2018-20 est un plan triennal visant à répondre aux besoins et aux vulnérabilités des réfugiés syriens et du peuple, des communautés et des institutions jordaniennes touchés par la crise. Il intègre les réponses pour les réfugiés et de résilience dans un seul plan pour chaque secteur[13] .

La frontière Nassib entre la Jordanie et la Syrie a rouvert ses portes le 15 octobre 2018, dans le but de raviver les relations commerciales mais aussi de créer une ouverture pour la discussion sur les retours potentiels. En novembre 2018, 78% des réfugiés participant à l'enquête sur les intentions du HCR ont indiqué qu'ils n'avaient aucune

10 - UNHCR (December 2018): "Jordan Fact Sheet," <https://reliefweb.int/report/jordan/unhcr-jordan-factsheet-january-december-2018>.
11 - Jordan INGO Forum (September 2018): "Walk the Talk for the Jordan Compact – Progress and challenges in implementing the commitments made in the Brussels Conference 2018 by Jordan and the international community," <https://jordaningoforum.org/2018/10/01/1485/>.
12 - Ibid.
13 - Reliefweb (9 August 2017):" Jordan Response Plan Syria Crisis 2016-2019",<https://reliefweb.int/report/jordan/jordan-response-plan-syria-crisis-2016-2019>.
14 - UNHCR (Nov 2018): "Intention Survey Overview," <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/65004.pdf>.
15 - HCR (Feb 2018): "Comprehensive Protection and Solutions Strategy: Protection Thresholds and Parameters for Refugee Return to Syria," <https://data2.unhcr.org/ar/documents/download/63223>.

intention de retourner en Syrie au cours de l'année à venir[14] ; les conditions de retour ne sont pas encore remplies[15]. Ces résultats soulignent à nouveau l'importance de la durabilité des interventions en Jordanie, tant pour aider les réfugiés syriens à devenir plus autonomes que pour continuer d'aider les communautés hôtes à gérer le fardeau causé par la crise syrienne et le lent développement économique.

ACTIVITÉS

En 2018, la mission Jordanie a pris de l'ampleur en taille et en portée. Plusieurs projets signés en 2017 ont reçu les approbations gouvernementales nécessaires pour pouvoir être mis en œuvre tout au long de l'année. De nouveaux projets ont été signés avec des dates de fin en 2019. Sept nouveaux projets ont démarré en 2018.

La mission s'est notamment développée au sud de la capitale pour ouvrir sa troisième base à Madaba en décembre. Le premier projet de la base est un projet EAH et SAME intégré d'un an, financé par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Outre son élargissement géographique, le premier projet de la mission, dans le cadre d'une intervention multisectorielle EAH et SMPS financée par l'Agence française de développement (AFD), a débuté en juin 2018 après avoir reçu l'approbation gouvernementale requise. Deux autres consortiums importants avec des ONG internationales ont commencé à intensifier leurs activités relatives aux raccordements en eau et à la réhabilitation des ménages les plus vulnérables de réfugiés jordaniens et syriens dans les communautés hôtes, ainsi que pour les équipements publics du gouvernorat d'Irbid. Pour tous les programmes EAH, ACF a maintenu et renforcé ses relations avec les entités et partenaires locaux - municipalités, coopératives, départements et ministères - tout en travaillant en étroite coordination avec les ONG internationales et les agences des Nations Unies.

ACF reste la principale agence EAH responsable de l'exploitation et de la maintenance du réseau d'approvisionnement en eau du camp de réfugiés d'Azraq, sous la direction de l'UNICEF. Cependant, suite aux importantes restrictions budgétaires imposées par l'UNICEF en juin 2018 (et à des déficits de financement importants dans le secteur EAH dans son ensemble), la portée du projet et les responsabilités d'ACF ont dû être considérablement révisées et réduites. Compte tenu de la nature prolongée de la crise et de la situation future indéterminée en Syrie, en particulier avec la réouverture de la frontière entre la Jordanie et la Syrie en octobre, la fin de 2018 a entraîné un changement collectif dans la gestion du camp d'Azraq, qui se concentre désormais sur le transfert à la communauté et la promotion de l'autonomie parmi la population du camp. Malgré tout, ACF a maintenu son engagement en 2018 à apporter des améliorations substantielles à la situation EAH dans le camp en investissant dans une analyse des barrières, une évaluation de l'assainissement et en promouvant un changement de comportement sur des aspects tels que l'implication de la communauté.

ACF a également commencé à mettre en œuvre un projet de SAME cofinancé par la Ville de Paris et ICDF (Taiwan) dans la ville d'Azraq. Ce projet unique utilise la création d'une unité de compostage municipale sous forme d'argent contre travail pour améliorer la gestion des déchets solides et créer des opportunités génératrices de revenus dans la communauté. De même, bien que signée en 2017, la mise en œuvre a commencé en 2018 pour la deuxième phase du projet « Des déchets à la richesse: la gestion des déchets solides et le renforcement de la coopération » financé par la GIZ (qui fait partie du projet « Des déchets à l'énergie (positive) en Jordanie », initiative spéciale du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), gérée par la base Irbid. Les négociations avec les autorités gouvernementales autour d'un projet EAH et SAME financé par la Coopération suisse au développement (SDC) se sont poursuivies pendant toute l'année et la mise en œuvre débutera début 2019.

La mission a également beaucoup progressé dans la réalisation de la certification "Genre", conformément aux standards minimums de genre. Par exemple, tous les nouveaux postes en recrutement et les descriptions de poste du personnel en 2018 exigent désormais une compréhension basique des standards minimums de genre. En outre, des formations internes sur la terminologie et les normes relatives au genre ont commence, notamment sur certaines bases à l'automne 2018. Tout le nouveau personnel est initié aux politiques de l'organisation en matière de genre et de protection de l'enfance, indiquant très tôt que tous les employés jouent un rôle dans la promotion de l'égalité des sexes et de la sensibilité à l'âge.

LIBERIA

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 1990
Budget en €..... 1 015 503
Nombre de salariés..... 5
Nombre de bénéficiaires..... 17 631

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. MONROVIA
B. GRAND CAPE MOUNT
C. COMTÉ DE BOMI
D. COMTÉ DE BONG
E. COMTÉ DE MARGIBI
F. COMTÉ DE MONTSERRADO

CONTEXTE

Avec 4,61 millions d'habitants, le Liberia, pays côtier d'Afrique de l'Ouest, est l'un des pays les moins développés du monde, classé au rang 181e sur 189 pour l'indice de développement humain 2018. C'est également l'un des pays les plus pauvres du monde, avec environ 64% de la population vivant avec moins d'un dollar par jour. En 2018, sur le plan économique, la fin de l'épidémie d'Ebola ayant officiellement été annoncée par l'Organisation Mondiale de la Santé, l'activité économique, fortement impactée durant l'épidémie, peine encore à repartir et le pays est entré en récession.

Le retard de croissance et la malnutrition chronique restent un problème de santé publique persistant au Liberia. Selon l'enquête exhaustive sur la sécurité alimentaire et la nutrition (ECSNS) de 2018, 35,5% des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance. Des efforts doivent être accomplis : le programme national 2018-2023 pour la prospérité et le développement inclut la nutrition dans le premier pilier de l'agenda, l'objectif national consistant à réduire le retard de croissance à 22% d'ici 2023.

Au Liberia, le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est confronté à des handicaps de gouvernance, à un manque de capacités, de ressources et de financements qui entravent l'accès à une eau et à un assainissement durable pour les populations. Environ 70% des Libériens ont accès à de l'eau potable courante et seulement 17% à des installations sanitaires de base ; ce dernier chiffre tombe à 6% en zones rurales.
La majeure partie de la population du Liberia a été classée par le réseau des systèmes d'alerte rapide contre la famine (FEWS NET) en situation d'insécurité alimentaire modérée ; cela étant, 32% de la population du pays est considérée en situation d'insécurité alimentaire chronique modérée ou grave, la plus forte prévalant dans les comtés du Sud-Est.

ACTIVITÉS

En 2018, en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance et la Division de la Nutrition du Ministère de la Santé ainsi qu'avec les équipes de santé des comtés de Bomi, Bong, Grand Cape Mount et Montserrado, Action contre la Faim a poursuivi le travail mené pour améliorer la sécurité nutritionnelle des populations. Des formations en Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et en Mesures essentielles en matière de Nutrition à destination des professionnels de la santé ont été mises en place. ACF a soutenu la création et la formation de 35 groupes de soutien aux mères pour la promotion d'une amélioration de l'ANJE et des pratiques de soins dans les communautés.

Des interventions en eau, hygiène et assainissement (EAH) ont été menées dans divers districts du pays. Dans le comté de Montserrado, une vingtaine de points d'eau, dans des écoles et communautés, ont été réhabilités, pour permettre, associé à la formation de comités de promotion de l'hygiène dans les écoles et communautés, de promouvoir de bonnes pratiques d'hygiène. Dans les écoles, a également été faite la promotion de l'hygiène menstruelle pour les filles.

Après les inondations ayant affecté sept communautés du comté de Montserrado, ACF a réhabilité 30 points d'eau protégés, amélioré et chloré 100 puits ouverts, distribué près de 650 kits d'hygiène, amélioré 25 latrines domestiques, assaini les fosses septiques et nettoyé les systèmes d'eau des sept communautés. L'intervention d'urgence a également permis de mener des actions de promotion et de sensibilisation à l'hygiène, y compris à l'hygiène menstruelle, ainsi que la création et la formation de groupes EAH communautaires.

En collaboration avec l'Alliance de la société civile SUN au Libéria (SUNCSAL), Action contre la Faim a facilité les réunions trimestrielles et les assemblées générales des organisations de la société civile SUN, permettant un renforcement de leurs capacités organisationnelles. Pour renforcer le travail de SUN au niveau des comtés, de nouveaux membres ont été inscrits sur la plate-forme des OSC pour l'intensification des interventions en matière de nutrition.

Action contre la Faim a apporté son appui à l'organisation de visites d'apprentissage : les membres du SUNCSAL et du point focal se sont rendus en Sierra Leone pour apprendre de leurs homologues sur la mise en œuvre d'initiatives de plaidoyer, les partenariats, la constitution d'alliances et la collecte de fonds du Mouvement SUN sierra léonais. L'équipe a rencontré les représentants de la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition du Ministère de la Santé national et de l'UN REACH, un partenariat formé par plusieurs fonds des Nations unies pour aider les gouvernements des pays fortement touchés par la sous-nutrition chez les enfants et les mères à accélérer l'intensification des actions menées en faveur de l'alimentation et de la nutrition.

MADAGASCAR

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2011
Budget en €..... 2 071 775
Nombre de salariés..... 126
Nombre de bénéficiaires..... 66 252

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. ANTANANARIVO
B. RÉGION DE ATSIMO ANDREFANA
C. RÉGION DE ANOSY

CONTEXTE

Madagascar est l'un des pays plus pauvres du monde (5ème rang selon le classement du FMI de 2015 avec un PIB de 382,2 dollars par habitants), conséquence d'une dégradation lente mais significative de la situation économique depuis plus de 20 ans, de la récurrence de catastrophes naturelles et de problèmes de gouvernance à répétition. Alors que Madagascar possède un grand potentiel, le pays a pris du retard sur plusieurs indicateurs de développement : près de 80 % de la population vit avec moins de 1,90 dollar par jour, un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'un retard de croissance et Madagascar est le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés.

Par ailleurs, Madagascar est particulièrement exposée aux risques climatiques (3ème pays le plus vulnérable au changement climatique). Au cours des 10 dernières années, des sécheresses récurrentes et sévères ont dévasté la région semi-aride du Grand Sud et ont particulièrement érodé les moyens d'existence des populations, se traduisant par des phénomènes d'exode. En 2015, le phénomène El Niño a causé la pire sécheresse qu'a connu l'Afrique Australe en 35 ans et continue de se répéter chaque année et d'avoir des conséquences sur la sécurité alimentaire des populations. Madagascar a été frappé par deux épisodes cycloniques en 2018 : en début d'année, les cyclones Ava et Dumazille ont atteint la côte Est de l'île et provoqué des inondations, sans toutefois déclencher un état d'alerte.

En 2018, le déficit pluviométrique intervenu dès le début de la saison agricole a fortement pénalisé la production et donc la disponibilité et l'accessibilité des produits pour les ménages et sur les marchés. Au moins 80 % de la population a déclaré une baisse de la production en 2017-2018. Par conséquence, la période de soudure a commencé plus tôt en particulier dans les poches de faible production.

On notera que l'épidémie de peste qui a sévit à Madagascar à partir de septembre 2017, bien que sous contrôle officiellement, a fait état de nouveau cas de manière isolée et notamment en début d'année 2018. En fin d'année, une grave épidémie de rougeole a aussi été déclenchée et s'est aggravée en raison de la faible couverture vaccinale de la population.

ACTIVITÉS

A Madagascar, l'intervention d'Action contre la Faim s'est principalement concentrée sur une approche intégrée de la lutte contre la malnutrition.

Pour cela, ACF a poursuivi ses activités au Centre d'Accompagnement Social et d'Appui Nutritionnel (CASAN) pour le dépistage et la prise en charge de la malnutrition modérée, relayés par des actions de sensibilisation et un suivi renforcé des enfants à domicile. Cette prise en charge a été complétée en 2018 par un accompagnement psychosocial d'une part et la formation du personnel des centres de santé du district d'autre part. Dans le périmètre d'action du CASAN, des adolescents d'Antananarivo ont pu bénéficier d'un projet de supplémentation en nutriments. Au centre de l'île, dans la région d'Itasy, les équipes d'ACF ont appuyé la mise en place, la formation et l'accompagnement de plateformes communautaires en nutrition et santé.

Avec la sécheresse qui a frappé en 2018 le Grand Sud, la lutte contre la malnutrition s'est faite au travers d'une programmation transversale multisectorielle, c'est-à-dire que la prise en charge des populations malnutries s'est accompagnée d'activités en eau, hygiène et assainissement (construction, réhabilitation de points d'eau, promotion de l'hygiène) et de renforcement de la sécurité nutritionnelle des bénéficiaires (appui aux activités maraîchères de groupes de femmes), et ce dans le but de permettre la résilience des populations vulnérables. Suite à la dégradation de la situation nutritionnelle, notamment dans les districts de Bétioky et d'Ampanihy, des équipes mobiles additionnelles sont venues soutenir la détection et la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère dans les communes en état d'urgence ou d'alerte.

Dans la région Atsimo Andrefana, en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD) et l'ONG malgache Asos, ACF mis en place des activités de sensibilisation à l'hygiène et de renforcement des systèmes de santé. Ces interventions ont trouvé un relais national dans des activités d'expertise et de plaidoyer pour les ressources humaines en santé, par la participation des équipes d'ACF à l'atelier annuel de la plate- forme Scale-Up Nutrition (un réseau international réunissant 60 pays dans un effort de lutte collective contre la malnutrition) et à l'Assemblée mondiale de la santé, organisée par l'Organisation mondiale de la Santé.

Enfin, ACF a également renforcé son intervention par des approches de réductions des risques et désastres, afin de limiter l'impact des chocs climatiques, de sècheresse et cycloniques (réponse d'urgence au cyclone Ava et Enawo).

Dans le sud de l'île, sur le plateau Mahafaly, pour promouvoir une gestion durable des ressources souterraines en eau face au changement climatique, les équipes d'ACF ont poursuivi l'installation de sondes immergées reliées à des stations météorologiques, permettant de renforcer les capacités de suivi des ressources en eau souterraines et de mettre en œuvre un système d'alerte précoce pour les pénuries d'eau.

MYANMAR

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 1994
Budget en €..... 3 342 130
Nombre de salariés..... 213
Nombre de bénéficiaires..... 76 312

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. RANGOON
B. NORD RAKHINE
C. RAKHINE CENTRAL(SITTWE)
D. KAYAH

CONTEXTE

La situation humanitaire au Myanmar est caractérisée par sa complexité. Les populations sont en effet exposées aux catastrophes naturelles, à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, aux conflits armés, aux tensions intercommunautaires, aux défaillances de l'appareil d'état, aux déplacements massifs et aux trafics. La situation est aggravée par une pauvreté chronique et par de très fortes inégalités structurelles, ainsi que de fortes discriminations liées au genre, au handicap et au groupes ethniques ou religieux, ce qui exacerbe les besoins et vulnérabilités de la population.

Le nombre de personnes en besoin d'assistance humanitaire a doublé depuis 2017. En 2019, sur une population totale de 53.8 millions, on estime à 941 351 le nombre personnes en besoin d'assistance humanitaire. De plus, malgré les investissements réalisés et les progrès constatés en termes de réduction des risques des catastrophes, des millions de personnes dans différentes régions du Myanmar continuent de subir les conséquences des séismes, cyclones, et inondations.

L'augmentation des besoins humanitaires peut être attribuée en grande partie à la crise dans l'État de Rakhine où, selon les nations unies, 715 000 personnes sont en besoin d'assistance humanitaire. De la même manière, d'autres minorités ethniques dans les Etats de Kachin et Shan font toujours face aux répercussions du conflit armé et représentent les autres personnes ayant besoin d'aide (respectivement 168 000 et 48 000 personnes).

Le 24 août 2017, la commission consultative de l'État de Rakhine, dirigée par le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, a rendu son rapport final appelant à la paix, intitulé « Vers un futur pacifié, juste et prospère pour le peuple de Rakhine ». Le lendemain, l'armée du salut Arakan Rohynga a organisé des attaques coordonnées contre 30 postes de sécurité. A la suite de ces attaques, l'armée birmane a violemment riposté contre la communauté musulmane majoritaire du nord du Rakhine, qui s'identifie comme Rohynga. La détérioration rapide de la situation a été marquée par un exode massif de la population, notamment du fait de l'incendie de centaines de villages. Ces évènements, qui impliquent des violations aux droits humains et au droit international humanitaire dans les Etats de Kachin, Shan, Rakhine, ont été documentés dans un rapport publié en Septembre 2018 après une mission menée par le Conseil des Droits de l'Homme (CDH) de l'ONU. L'envoi de cette mission et le rapport rendu ont reçu des objections de la part du gouvernement birman.

À travers le pays, la société civile a une marge de manœuvre de plus en plus réduite, en particulier dans les zones de conflit. Dans l'état de Rakhine, au vu des circonstances actuelles, il est impossible de déterminer de façon précise combien de personnes résident encore dans les trois communes de Maungdaw, Buthidaung et Rathedaung et quels sont leurs besoins. Cette situation est en grande partie liée aux restrictions de mouvements et d'actions imposées par le gouvernement, aux ONG internationales.

ACTIVITÉS

En 2018, ACF poursuit son action basée sur trois objectifs stratégiques d'ici à 2020 :

- **Objectif 1 : Améliorer la sécurité nutritionnelle dans les zones à forte prévalence de la malnutrition et/ou forte vulnérabilité.**

Cet objectif est poursuivi par une approche alliant aide humanitaire et développement, qui consiste en :

1. Traitement de la malnutrition aiguë pour les enfants de moins de 5 ans et pour les femmes enceintes et/ou allaitantes de l'État de Rakhine.

ACF utilise une approche intégrée. En plus du traitement nutritionnel, les bénéficiaires les plus vulnérables, y compris les parents d'enfants sévèrement malnutris et les femmes enceintes et/ou allaitantes, reçoivent un support psychosocial approprié. De plus, afin de réduire les risques de malnutrition liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, ACF distribue des kits d'hygiène aux parents et aux enfants et réalise des sensibilisations à l'hygiène dans les centres de santé et au niveau communautaire.

2. Prévention de la malnutrition aiguë et chronique, par, d'une part, la mise en œuvre d'activités liées à la sécurité alimentaire dans l'État de Kayah, et d'autre part, par un soutien au gouvernement pour la mise en œuvre d'initiatives institutionnelles comme le renforcement du système de santé ou l'application du protocole national intitulé « Gestion intégrée de la malnutrition aiguë ». Dans 30 communautés rurales (comptant 1500 ménages), des sensibilisations ont été organisées à ce sujet.

- **Objectif 2: Réduire la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et répondre aux urgences**

ACF continue d'œuvrer pour réduire l'impact des catastrophes dans les zones les plus exposées, avec un focus particulier sur l'État de Rakhine. L'approche se concentre sur le renforcement des capacités de la société civile et des communautés, pour mieux les préparer à faire face (pendant) à et rétablir leur situation (après) les catastrophes. Cela inclut la mise en avant du rôle des femmes, et de la prise en compte des vulnérabilités spécifiques de certains groupes de la population (femmes, enfants de moins de cinq ans). Ainsi, le projet mis en œuvre à Sittwe, a facilité la création de comités villageois et les a soutenus dans le développement de protocoles, et la modernisation d'infrastructure. En mars 2018, la construction d'un abri anti-cyclone a notamment été achevée.

- **Objectif 3: Améliorer l'accès aux services publics de qualité pour les populations vulnérables.**

ACF a continué ses actions de plaidoyer pour un meilleur accès des plus vulnérables aux services de base, en particulier les femmes enceintes et/ou allaitantes, les femmes en âge de procréer, les enfants de moins de 5 ans, les rapatriés (déplacés retournés dans leur lieu de vie d'origine) et les populations musulmanes de l'État du Rakhine. Ce plaidoyer inclut la protection générale des populations, mais aussi la prise en compte de leurs besoins dans les décisions gouvernementales, dans les stratégies des bailleurs des fonds, et dans la programmation de divers acteurs, de même qu'un plaidoyer pour que leurs besoins spécifiques soient étudiés et pris en considération.
À cette fin, ACF porte sa voix dans les conférences et forums de haut niveau susceptibles d'influencer la politique et la législation du Myanmar. Au niveau national, ACF est membre du Forum des ONG internationales, qui représente plus de 100 organisations.

NÉPAL

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2011
Budget en €..... 1 466 326
Nombre de salariés..... 26
Nombre de bénéficiaires..... 123 423

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. KATMONDOU
B. NUWAKOT ET RASUWA
C. NAWALPARASI
D. MAKAWANPUR
E. SAPTARI

CONTEXTE

La République Démocratique Fédérale du Népal, située entre la Chine et l'Inde, est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un Indice du Développement Humain (IDH) qui le classe au 149e rang mondial. Un tiers de sa population vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. L'agriculture, pilier de l'économie népalaise, est le principal moyen de subsistance pour 80% de la population. Le Népal est également un des pays les plus exposés aux catastrophes naturelles : du fait de sa situation géographique dans l'Himalaya et sur une zone à risque sismique élevée, plus de 80% de la population du pays est fréquemment menacée par des inondations, glissements de terrain, tempêtes ou séismes.

L'intervention d'Action Contre la Faim (ACF) a débuté en 2005, dans l'objectif de porter assistance aux personnes affectées par le conflit interne au Népal. Les études de terrain menées à cette occasion ont mis en avant des taux de malnutrition alarmants, déclenchant alors la mise en place d'un programme de lutte contre la malnutrition dans le district de Saptari en 2011. Le tremblement de terre survenu en 2015 a ensuite amené ACF à étendre son intervention à de nouveaux districts.

En 2018, l'organisation est active dans les districts de Nawalparasi, Makwanpur, Nuwakot, Rasuwa, Rautahat et Saptari, où elle met en œuvre des projets en partenariat avec six acteurs de la société civile et cinq agences gouvernementales. En effet, la stratégie 2016-2020 d'ACF consiste à renforcer les capacités opérationnelles de ses partenaires et à leur transférer les compétences requises. Nos actions passent également par un plaidoyer auprès des autorités népalaises en faveur d'interventions nutritionnelles à plus grande échelle.

ACTIVITÉS

Capacité opérationnelle

Le programme « Management intégré de la malnutrition aiguë » s'est poursuivi en 2018 dans le district de Nawalparasi, avec la prise en charge d'enfants sévèrement malnutris dans 24 centres de soins thérapeutiques ambulatoires. Les mêmes activités ont été réalisées dans le district de Makwanpur, dans le cadre du « Programme de Résilience Communautaire » financé par USAID. Ce projet s'est conclu, en février 2018, par un transfert aux autorités locales. En partenariat avec les ONGs locales GEYC et LACCoS, et avec le soutien financier de DFID, ACF a mis en place des activités en eau, hygiène et assainissement (construction et réhabilitation de système d'approvisionnement en eau) auprès des populations affectées par le séisme dans les districts de Nuwakot et Rasuwa. Par ailleurs, dans la municipalité rurale de Pratappur (district de Nawalparasi), ACF a soutenu des ménages pauvres dans le développement d'activités agricoles et d'élevage.

Transfert de capacités

Dans le district de Nawalparasi, ACF a organisé des formations à destination des agents de santé communautaires, portant sur l'identification des enfants sévèrement malnutris et leur orientation vers des centres de soins thérapeutiques. Des médecins, infirmiers et personnels hospitaliers ont également été formés à la prise en charge médicale des enfants malnutris. Par ailleurs, dans le district de Makwanpur, ACF a finalisé la formation du personnel médical avant que la gestion du programme ne soit confiée aux autorités locales.

Dans les districts de Rasuwa et Nuwakot, ACF a formé les membres des comités locaux en charge de la supervision et maintenance des infrastructures sanitaires. Les ménages pauvres de Pratappur ont, quant à eux, bénéficié de formations à la culture maraichère, à la protection des récoltes et la gestion des périodes de post-récoltes ainsi qu'à l'élevage de volailles.

Crédibilité technique et capacité d'innovation

Deux enquêtes SMART ont été menées en 2018, dans le district de Nawalparasi. Ces enquêtes ont permis de démontrer statistiquement que, dans la zone Est du district, 1 enfant sur 3 est trop maigre pour son âge, et que 1 enfant sur 4 est trop petit pour son âge, quel que soit son sexe.

Une recherche opérationnelle a été réalisée à Saptari, dans l'objectif d'analyser comment les enfants modérément malnutris répondent au traitement de nutrition supplémentaire et d'explorer l'impact de l'insécurité alimentaire et des inondations sur l'efficacité du traitement. ACF a également lancé un projet de recherche intitulé « Analyse qualitative comparative sur les représentations sociales de la malnutrition aiguë sévère et le lien avec les comportements de recours aux soins au Népal ». L'analyse des données collectées est en cours. Les résultats seront publiés dans un revue scientifique et présentés dans des groupes de travail techniques et des conférences internationales scientifiques. ACF est membre de différents comités de support technique au gouvernement, tels que le comité nutrition, le comité visant à développer des standards minimums d'eau, hygiène et assainissement dans les centres de santé, etc.

Faire entendre sa voix

En février 2018, ACF a organisé un atelier au niveau national réunissant des représentants du gouvernement, des professionnels de santé, et des bailleurs de fonds. L'objectif était de diffuser les résultats d'un exercice réalisé à Makwanpur avec la participation des autorités et personnels de santé locaux. Cet exercice avait comme finalité de définir les forces et les faiblesses du système de santé, dans le but d'établir un plan d'action.

Via ses activités de plaidoyer, ACF a encouragé les autorités de Nawalparasi à prioriser dans les budgets et les plannings, la lutte contre la malnutrition. ACF a également mené des actions de plaidoyer en faveur de l'enregistrement officiel des groupes d'agriculteurs créés dans le cadre de notre projet de renforcement de la sécurité alimentaire à Pratappur.

En tant que membre des clusters Nutrition et Eau, Hygiène et Assainissement et de différents groupes de travail techniques, ACF a contribué à la formulation de politiques et actions de plaidoyer au niveau national.

PAKISTAN

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 1979
Budget en €..... 472 982
Nombre de salariés..... 67
Nombre de bénéficiaires..... 334 588

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. ISLAMABAD
B. XXXXXXX

CONTEXTE

Au Pakistan, 45% des enfants souffrent d'un retard de croissance causé par la malnutrition, ce qui représente le 3e plus grand taux du monde. En plus d'être fréquemment touché par des catastrophes naturelles, le Pakistan est classé au 7e rang des pays les plus vulnérables face au réchauffement climatique selon l'ONG German Watch. Le pays fait face à une sécheresse persistante, spécifiquement dans les provinces de Sindh et Balochistan, avec des précipitations 40% inférieures à la moyenne entre octobre 2017 et mai 2018. Le Département Météorologique du Pakistan (PMD) met en garde contre une aggravation de la sécheresse qui entraînerait une faible teneur en humidité des sols et une augmentation du stress hydrique dans la province de Sindh. Cela déclencherait une chute des récoltes, de l'insécurité alimentaire et à terme une augmentation de la malnutrition.

92% de la superficie du Pakistan se situe dans des régions semi-arides à hyper arides. Ainsi, sur 80 millions d'hectares, 74 millions d'hectares se trouvent dans un environnement aride. Du fait des caractéristiques agro-écologiques du pays, les dernières saisons sèches auront certainement un impact socioéconomique pour des millions de Pakistanais. Le lien entre la baisse des précipitations et la hausse de la vulnérabilité est plus évident dans les régions montagneuses du Nord et dans les zones désertiques du Sud, car l'agriculture y est la source principale d'alimentation et de revenus pour la population. La perte d'une culture entière menace la sécurité alimentaire et nutritionnelle des millions d'habitants des zones arides du Pakistan. L'impact sera plus fort pour les femmes et les enfants de moins de 5 ans, ces derniers étant particulièrement vulnérables à la malnutrition chronique.

Plus au Nord, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, les opérations militaires contre les mouvements islamistes ont entraîné de nombreux déplacements de populations, notamment dans les zones tribales frontalières à l'Afghanistan, ce qui a déclenché une crise de longue durée, toujours d'actualité. Les besoins tous secteurs confondus sont importants dans cette province. Les déplacés internes souffrent d'un taux de pauvreté élevé, d'un accès limité aux services de santé et d'un manque d'eau potable, d'hygiène, d'éducation et d'alimentation diversifiée. La province de Khyber Pakhtunkhwa compte 48% d'enfants en retard de croissance et un taux de malnutrition aiguë globale s'élevant à 17,3% (soit un taux supérieur au seuil d'urgence de l'OMS fixé à 15%). De plus, la déficience en micronutriments chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes reste alarmante.

ACTIVITÉS

Du fait du contexte sécuritaire au Pakistan, l'espace humanitaire est limité. Les ONG doivent obtenir des autorisations pour mettre en place des programmes et accéder aux zones ciblées. ACF a réussi à maintenir le dialogue avec les autorités en 2018, afin d'assurer une bonne coordination et une réponse adéquate aux besoins. La mission a sécurisé cette relation grâce à un protocole d'accord avec le Ministère de l'Intérieur signé pour les prochaines années.

ACF a concentré ses activités sur des programmes nutritionnels qui incluent le traitement de la malnutrition, l'apprentissage des bonnes pratiques alimentaires et un apport en micronutriments. Des distributions d'argent ont également été mises en place, et un soutien aux habitants a été apporté par ACF pour que leurs moyens d'existence (agriculture et élevage) soient assurés. En effet, la stratégie d'ACF est d'intégrer les programmes nutritionnels dans une réponse multisectorielle, avec des interventions dans les secteurs de l'hygiène, eau et assainissement et de la sécurité alimentaire. Pour cela, nos équipes travaillent avec des partenaires locaux, et s'investit au niveau du district, des Etats et du pays.

Dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, ACF a mis en place un projet d'urgence, financé par ECHO. Dans le district ciblé de Pashawar, 6 centres thérapeutiques ont été construits, et 1 158 patients ont été pris en charge. Au total, 4 243 enfants ont reçu un apport supplémentaire de micronutriment. 90 groupes de soutien « de mères à mères » ont été formés à la promotion des bonnes pratiques alimentaires pour les enfants dans les communautés, avec un focus sur l'allaitement maternel. Des activités de mobilisation communautaires ont également été mises en place dans 109 villages.
Dans le district de Dadu à Sindh, le projet intégré, financé par SIDA, s'est terminé. En plus d'une prise en charge médicale des enfants sévèrement malnutris, 500 ménages ont reçu un soutien à la culture céréalière, et 800 ménages ont bénéficié de potagers pour cultiver des légumes. Dans les centres de santé publics, 16 toilettes, 8 stations d'eau et 8 stations de lavage de mains ont été construites ou réhabilitées.

En juillet 2018, grâce à un financement de l'Union Européenne, ACF a lancé le projet PINS. Ce projet pluriannuel sera mis en œuvre par un consortium composé d'organisation nationales et internationales (Action Against Hunger, PPHI Sindh, Rural Support, Program Network, Concern Worldwide, Shifa Foundation, Pakistan National Forum on Women's, Health (PNFWH), Thardeep Rural Development Programme (TRDP), Sindh Rural Support Organization (SRSO)). L'objectif de ce projet est de soutenir le Gouvernement de Sindh dans la mise œuvre efficace de sa politique nutritionnelle tout en fournissant une aide directe pour réduire rapidement et significativement la malnutrition dans 10 districts de la province de Sindh. Ce projet concentre donc son action dans les centres de santé, mais également sur des programmes de dépistage en ambulatoire et sur des campagnes de sensibilisation.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2006
Budget en €..... 7 097 783
Nombre de salariés..... 306
Nombre de bénéficiaires..... 194 464

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. BANGUI
B. BOSSANGOA
C. BOUAR
D. ALINDAO

CONTEXTE

La population de la République Centrafricaine (RCA) est confrontée à une crise humanitaire aiguë. La situation générale en matière de sécurité et de besoins humanitaires s'est détériorée depuis le début de l'année 2017 du fait d'éruptions de violence et des combats entre groupes armés attisés par de fortes tensions communautaires. Les besoins humanitaires sont désormais en augmentation et ont atteint un niveau comparable à celui de la crise de 2013/2014. La recrudescence des violences en 2107/18 a replongé la population dans une vague d'insécurité dans plusieurs régions du pays, affectant davantage le tissu socio-économique.

Le nombre de personnes dans le besoin est passé de 2,5 millions à 2,9 millions, dont 1,6 million en besoin d'assistance aiguë et immédiate, soit une augmentation de 16% par rapport à l'année 2017[16] . Le niveau de pauvreté structurelle s'est davantage aggravé avec la récurrence du déplacement massif des populations et la perte des capacités de production des populations affectées. Les déplacements continus ont aussi un impact sur les familles d'accueil. Les populations non déplacées, elles aussi impactées, sont confrontées à la réduction de la liberté de mouvements et à la rareté des biens de première nécessité sur le marché.

La malnutrition reste un problème majeur, liée à des causes structurelles (faible accès aux services de santé, indisponibilité de l'eau potable, conditions d'hygiène et d'assainissement inappropriées, insécurité alimentaire, épidémies). A ce jour, 485 unités de prise en charge nutritionnelle sont fonctionnelles, soit 48% des formations sanitaires dans le pays. 39 sous-préfectures sanitaires sur les 71 que compte le pays ont des taux de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) supérieurs au seuil d'urgence de 2% et des poches de malnutrition ne cessent de se développer. En EAH, l'absence ou l'insuffisance d'eau potable expose la population aux maladies hydriques, surtout les groupes les plus vulnérables.

S'ajoutent à ce préoccupant tableau des besoins en protection importants pour ces populations traumatisées par des vagues de violences incessantes. Les pratiques néfastes à l'égard des femmes et filles persistent, avec 1 femme sur 4 sujettes à la mutilation génitale féminine et 59,7% mariées avant l'âge de 18 ans. La Violence Basée sur les Genre (VBG) est une vraie problématique. Cependant, les hommes et les garçons aussi ne demeurent pas moins des cibles de VBG.

16 - Selon le Humanitarian Needs Overview (HNO) 2018-2019

L'année 2018 a été marquée par l'ouverture d'une nouvelle base à Alindao, dans la Basse Kotto où les besoins humanitaires sont aigus, et par la fermeture de la base de Sibut dans la Kémo.

La stratégie d'Action contre la Faim en RCA s'articule autour d'un volet Urgence et d'un volet Relèvement.

• **Réponses aux urgences :** un mécanisme de réponse rapide aux mouvements de population et aux urgences nutritionnelles et des programmes d'urgence d'une durée plus longue.

- **En nutrition/santé** : ACF dispose d'une équipe nutrition santé d'urgence (NSU) qui peut être déployée partout dans le pays pour des interventions courtes en attendant qu'un autre partenaire reprenne les activités si l'urgence perdure. Cette équipe NSU est intervenue dans les préfectures de l'Ouham et en Basse Kotto en 2018. ACF a également ouvert des projets nutrition santé à Bouar et à Alindao. ACF intervient à travers la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère, des sensibilisations, dépistages et le référencement des cas dans les zones de crise nutritionnelle, et le traitement des maladies communes de l'enfant chez les enfants de moins de 5 ans. Ces actions ont aussi permis le renforcement des capacités des équipes sanitaires locales et leur autonomisation.

- **En matière de diagnostic et réponses rapides aux crises** : Le projet de Rapid Response Mechanism (RRM) permet de mettre en œuvre des évaluations multisectorielles rapides (MSA) avec un pré positionnement de deux équipes sur les bases de Bouar et Bossangoa pour des réponses d'urgence (distribution de kits Articles Ménagers Essentiels, interventions EAH) suite aux alertes lancées.

- **En EAH** : Le projet RRM dispose d'un volet de réponse rapide aux urgences en EAH, avec la possibilité de proposer un package de base aux populations déplacées ou retournées (latrines, douches d'urgence, approvisionnement en eau). Une équipe WASH Forage Mobile (WFM) est également déployable dans tout le pays en privilégiant les zones d'extrême vulnérabilité comme les zones de retour et celles iîtes « hotspot » pour améliorer l'accès à l'eau des populations les plus vulnérables En 2018, les équipes sont intervenues dans les localités de Bouca (préfecture de l'Ouham) et Alindao (préfecture de la Basse Kotto) mais aussi dans les Formations Sanitaire (FOSA).

- **En Santé mentale et Pratiques de Soins (SMPS)** : ACF a pu répondre à des besoins psychologiques des populations du quartier PK5 de Bangui suite à des évènements violents, afin de renforcer leurs mécanismes de résilience psychosociale. Des réponses SMPS ont aussi été mises en œuvre à Alindao.

• **Transition vers le relèvement / développement :**

- **En sécurité alimentaire** : dans l'Ouham, ACF continue d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables tout en contribuant au renforcement de leur stratégie de résilience, par la mise en place de plusieurs activités (agroécologie et système de semences, chaînes de valeur, gestion des ressources naturelles, inclusion financière, diversité des aliments, intégration des activités psychosociales, capital humain). Une étude sur la chaîne de valeur liée à la consommation des chenilles a été menée à Bangui.

- **En nutrition/santé et SMPS** : 29 centres de santé et hôpitaux ont été appuyés dans plusieurs localités (Ombella M'Poko, Nana Mambéré) pour la prise en charge, le dépistage communautaire de la malnutrition, le renforcement des capacités des équipes et la formation des agents de santé. Des activités de pratiques de soins ont été menées à Bangui afin de contribuer au soutien psychosocial et à la protection des personnes, et améliorer les pratiques de soins infantiles

- **En EAH** : Intervenant dans le cadre de la stratégie « WASH and Nut », le volet EAH des interventions ACF s'inscrit dans une logique de ciblage du couple mère-enfant malnutri depuis les FOSA, jusqu'au niveau communautaire

Projets d'envergure nationale pour affiner les connaissances et capacités d'ACF et de la communauté humanitaire

Un personnel ACF assure la co-facilitation du cluster WASH. Ce co-facilitateur améliore et renforce les capacités et le suivi des 5 sous clusters WASH (Bouar, Bossangoa, Bambari et Kaga-Bandoro) et la coordination des groupes de travail thématique mis en place par le cluster.
ACF continue aux côtés d'autres ONG internationales, d'être un des majeurs acteurs de la coordination humanitaire ONGI dédiée, en assurant notamment une présence dans le Comité Exécutif du CCO (Comité de Coordination des ONG).

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 1997
Budget en €..... 14 573 954
Nombre de salariés..... 214
Nombre de bénéficiaires..... 619 447

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. KINSHASA
B. GOMA
C. KALOMBA
D. KANANGA
E. TSHIKAPA
F. BUNIA

CONTEXTE

Depuis plus de 20 ans, la RDC subit une multitude de crises : conflits armés et violences intercommunautaires, violence physique (particulièrement la violence basée sur le genre, VBG), atteintes à la vie et à l'intégrité physique, flambées épidémiques (particulièrement Ebola et choléra), malnutrition et insécurité alimentaire. A cela se superposent des tensions politiques et des indicateurs socioéconomiques faibles. La mise à jour de l'Indice de Développement Humain publiée par le PNUD en 2018 place la RDC en 176ème position sur un classement de 189 pays.

Les atteintes au droit à la vie, à la dignité humaine et à l'intégrité de la personne sont pléthore, notamment dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Au total, 5,4 millions de personnes sont victimes de violations et d'atteintes aux droits fondamentaux, dont des violations des droits à la propriété et à la liberté (pillages et arrestations arbitraires).

Les épidémies ont continué à faire rage. Environ 9,2 millions de personnes étaient exposées à des risques de maladies à potentiel épidémique. En 2018, 21 824 cas de choléra, 21 810 cas de rougeole, et près de 546 cas de fièvre jaune ont été enregistrés. Deux flambées épidémiques de la maladie à virus Ébola se sont produites, faisant 54 cas et 33 décès dans la province de l'Equateur, et 583 cas et 354 décès dans celles du Nord-Kivu et de l'Ituri.
En 2018, la situation de la sécurité alimentaire en RDC s'est fortement dégradée, touchant 101 des 145 territoires du pays. Selon les chiffres du 16ème cycle du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), environ **12,8 millions** de personnes sont en phase de crise alimentaire et de moyens d'existence aiguë (phases 3 et 4), dont 2,9 millions de personnes en phase 4, soit 23% de la population rurale.

En outre, 9,8 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement ; 3 millions requièrent des articles ménagers essentiels; 2,8 millions ont besoin d'abris et 1,9 million d'enfants ont besoin d'éducation d'urgence. Toutes ces personnes ont également besoin de protection[17].

La situation nutritionnelle est critique : 4,3 millions d'enfants sont malnutris, dont 1,9 millions en situation de malnutrition aiguë sévère (MAS)[18]. D'après le Système nutritionnel de surveillance et d'alerte précoce (SNSAP), quatre provinces (Kasaï central, Kwilu, Kwango et Sankuru) concentrent 76% des alertes : il s'agit des zones affectées par la crise de 2017 aux Kasaï. Les taux de malnutrition entraînent des taux alarmants de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans : 2 décès pour 10 000 enfants par jour. Au cours de l'une de ses interventions, ACF a pu constater **un taux d'admission 10 fois supérieur** à celui attendu, avec 6 000 patients actuellement dans les centres soutenus au lieu des 600 prévus.

17 - OCHA, Aperçu des Besoins Humanitaires – République Démocratique du Congo, Octobre 2018
18 - OCHA, Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 – République Démocratique du Congo, mise à jour pour 2019, décembre 2018

ACTIVITÉS

La mission a revu sa stratégie en RDC pour la période 2018-2020, afin d'adapter sa réponse au contexte dégradé du pays, et de répondre aux conséquences et aux causes de la sous-nutrition. ACF veut développer, d'une part, une capacité de réponse d'urgence aux crises nutritionnelles et à ses causes immédiates, et aux crises humanitaires liées aux déplacements de population et aux épidémies et, d'autre part, des programmes renforçant les capacités de résilience des personnes les plus vulnérables à l'insécurité nutritionnelle. Grâce à son expertise et sa légitimité acquise, ACF vise à créer des alliances et à devenir un acteur d'influence pour une meilleure prise en compte de la sous-nutrition en RDC.
En 2018, ACF a également pérennisé son implantation dans la province de l'Ituri et élargi ses zones d'intervention grâce à une base mobile d'urgence nutritionnelle.

Afin d'améliorer la qualité de ses interventions, la mission a continué à renforcer le département MEAL qui est maintenant doté, en outre, d'un spécialiste SIG / BDD. Chaque programme intègre une ligne budgétaire consacrée, et des responsables MEAL font partie des équipes terrain.

1. **Assurer une capacité de répondre aux crises humanitaires en RDC conformément aux standards et principes humanitaires**

En 2018, grâce à son programme Pool d'Urgence Nutritionnelle au Congo (PUNC), ACF a conduit 10 études SMART et 7 interventions d'urgence de 6 mois sur des zones délaissées de la RDC. Le mécanisme de réponse lui-même a été révisé et amélioré, grâce à la revue exhaustive de ses mécanismes d'intervention, permettant la prise en compte des changements de fond des activités conduites. En parallèle, ACF a répondu à des crises humanitaires grâce à ses programmes réguliers, dans les provinces du Kasaï, Kasaï Central, Nord Kivu et Ituri. Une approche multisectorielle a été privilégiée, incluant la santé primaire pour la première fois depuis 2004, et la SMPS pour la première fois en RDC. ACF a pu contribuer à la reformulation des mécanismes de réponse rapide (RRM), notamment pour le Nord Kivu. Les outils d'évaluation rapide et les mécanismes de validation ont été améliorés, permettant un déploiement plus rapide sur les zones d'intervention.

2. **Renforcer les capacités de résilience à l'insécurité nutritionnelle des personnes les plus vulnérables à travers une approche intégrée et multisectorielle**

Pour contribuer à renforcer durablement la résilience à l'insécurité nutritionnelle, ACF a développé une approche multisectorielle et intégrée, ainsi que des partenariats avec d'autres acteurs humanitaires. En outre, ACF reçoit deux financements de trois ans sur deux zones du Grand Kasaï afin de répondre aux causes de la sous-nutrition à laquelle se confrontent les populations affectées par les crises humanitaires. ACF a également bénéficié d'un financement de 12 mois, pour conduire une étude opérationnelle visant à développer un cadre d'intervention pour soutenir et améliorer la résilience nutritionnelle des populations de la RDC. Les résultats de cette étude sont attendus pour le début du deuxième trimestre de 2019. L'approche est basée sur une compréhension approfondie du contexte local et des vulnérabilités spécifiques associées au genre.

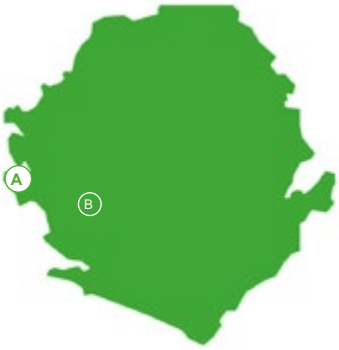
3. **Influer sur les acteurs clés et renforcer leur capacité à répondre à l'insécurité nutritionnelle en RDC du niveau local au niveau national**

ACF s'est beaucoup investi sur les plateformes de coordination nationales. En outre, ACF est co-facilitateur des cluster EAH et Logistique, membre de l'intercluster national, membre du conseil exécutif du Forum des ONGI et représentant des ONG internationales au sein de l'Équipe Humanitaire Pays. ACF a procédé, seule, à plusieurs plaidoyers dans les domaines de la nutrition et a également activement participé aux plaidoyers collectifs des ONGI. Grâce à une expertise technique reconnue en nutrition et la légitimité acquise en travaillant au plus près des populations, ACF vise à renforcer les capacités des acteurs impliqués dans le domaine de l'insécurité nutritionnelle en RDC et à contribuer de porter les voix des personnes affectées par l'insécurité nutritionnelle.

SIERRA LÉONE

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 1991
Budget en €..... 2 862 741
Nombre de salariés..... 118
Nombre de bénéficiaires..... 199 819



LIEUX D'INTERVENTIONS

A. FREETOWN
B. MOYAMBA

CONTEXTE

Pays côtier d'Afrique de l'Ouest comptant 6.3 millions d'habitants, la Sierra Leone est classée 184e sur 189 pour l'Indice de développement humain de 2018. D'après la Banque mondiale, après une croissance annuelle moyenne de 7,8% sur la période 2003-2014, la croissance économique du pays a ralenti pour passer de 4,3% en 2017 à 3,5% en 2018, principalement en raison de la faible reprise de la production de minéraux. La situation budgétaire s'est détériorée en 2018, principalement en raison d'un déficit de mobilisation des recettes et de dépassement du budget.

La dépréciation de la monnaie nationale et l'inflation ont contribué à la hausse des prix de consommation. Cette situation économique a affaibli le pouvoir d'achat des ménages et l'accès aux aliments, en particulier pour les ménages pauvres. La situation du marché est restée relativement stable mais l'offre de produits de base tels que les céréales et les tubercules a été réduite sur la plupart des marchés en raison de la saisonnalité, ce qui a légèrement augmenté les prix de ces denrées.

La malnutrition chronique reste un problème dans le pays : 31,3% de la population est en retard de croissance et 30% de la population des taudis et des zones urbaines est en surpoids, ce qui est une conséquence directe de la sous-nutrition chez les jeunes enfants. L'accès à l'eau potable demeure un défi majeur. 67,8% des ménages ont accès à de l'eau potable provenant de sources améliorées, les 32,2% restants ont accès à de l'eau provenant de sources non protégées.

ACTIVITÉS

En 2018, Action contre la faim a mis en œuvre un programme de sécurité nutritionnelle dans 32 établissements de santé de districts urbains et ruraux de l'Ouest du pays, permettant un renforcement des systèmes de santé pour la gestion de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans. ACF a ainsi appuyé le travail de 320 agents de santé communautaires, suivi les activités de 462 groupes de soutien aux mères et de 20 groupes de soutien des pères afin de promouvoir un dépistage précoce, le suivi des cas de malnutrition et la promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.

Dans le district de Moyamba, ACF a aidé 50 groupes de soutien de mères, y compris des femmes enceintes et allaitantes, à organiser des activités visant à l'amélioration de l'alimentation des nourrissons, des jeunes enfants et des mères, des pratiques d'hygiène et des dépistages communautaires. L'enquête finale à Moyamba menée pour évaluer le projet a montré que 82,7% des ménages ciblés et des membres de communautés ciblées ont démontré une meilleure connaissance des bonnes pratiques en matière de nutrition, de santé et d'hygiène.

A Moyamba, les ménages ciblés par les activités d'ACF ont cultivé l'équivalent de 28 000 dollars de légumes et légumineuses. Les produits étaient destinés à la consommation (30%), améliorant la diversité alimentaire des ménages bénéficiaires, ou vendus (70%), contribuant à accroître les revenus des ménages bénéficiaires. Les agriculteurs ont pu stocker des semences en vue de la prochaine mise en culture. Le score moyen de diversité alimentaire, mesurant la diversité alimentaire des ménages, a augmenté. Après le projet, 85,5% des femmes en âge de procréer ont atteint la diversité alimentaire minimale et 100% des ménages ciblés ont amélioré leur revenu mensuel (passant de 207 701 SLL à 553 059 SLL).

ACF, en tant que membre du Consortium Eau Hygiène Assainissement (EAH) de Freetown (FWC), a entrepris deux études participatives sur la gouvernance EAH pour assurer la durabilité des services proposés par la municipalité: la gouvernance décentralisée des points d'eau, pilotée en partenariat avec la Guma Valley Water Company, responsable de l'approvisionnement en eau dans le Grand Freetown, et le ministère des Ressources en eau et le système de gestion des toilettes publiques, en partenariat avec le conseil municipal de Freetown. Enfin, les équipes d'ACF ont continué à apporter un appui technique et financier aux équipes ministérielles et municipales via l'organisation de réunion de coordination des activités EAH.

TCHAD

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 1982
Budget en €..... 7 231 751
Nombre de salariés..... 277
Nombre de bénéficiaires..... 353 146

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. N'DJAMENA
B. MAO
C. MOUSSORO
D. BAGASSOLA
E. GORE

CONTEXTE

Selon le rapport du PNUD publiant l'Indice de Développement Humain de 2018, le Tchad occupe en Afrique le 50ème rang sur 53 pays et sur le plan mondial, il est classé 186ème/189. Par ailleurs, il fait face à des crises humanitaires interconnectées, dans un contexte de pauvreté chronique et de faible développement économique et social. La situation sécuritaire dans les pays voisins continue d'engendrer des mouvements de personnes vers le Tchad, en particulier en provenance de la République Centrafricaine (RCA), du Nord Est du Nigéria ainsi que des déplacements internes dans la région du Lac. Des millions de personnes subissent les conséquences de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition chaque année, en particulier dans la bande sahélienne et récemment dans des zones précédemment épargnées. Cette insécurité alimentaire est particulièrement aiguë pendant la période de soudure qui a été précoce dans plusieurs régions en 2018.

D'après l'enquête SMART 2018, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) est de 13,5 % dont 4,0% pour la forme sévère (MAS) et la malnutrition chronique est de 31,9% à l'échelle nationale. Il ressort qu'environ 1/3 des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance dont 13,1% souffrent de la forme sévère.

Selon l'analyse sur la situation humanitaire faite par OCHA en août 2018, 4, 5 millions de personnes, soit 27% de la population du Tchad, sont en insécurité alimentaire dont 991 000 en insécurité alimentaire sévère (phase 3-5). Le système sanitaire reste faible, exposant le pays à des risques épidémiques et à des maladies persistantes telles que la rougeole, l'hépatite E, le paludisme, le choléra dans les pays frontaliers (Cameroun, Niger et Nigéria) ayant un impact direct sur la morbidité et la mortalité. Il ressort du PNDS de 2017 que le taux de mortalité maternelle et infantile demeure le plus élevé de la sous-région : 860 pour 100 000 naissances vivantes pour la mortalité maternelle et 72 ‰ pour a mortalité infantile.

Tous ces facteurs exposent les populations déjà vulnérables à des crises récurrentes, affectant leur capacité de résilience et rendant impérative une approche intégrée humanitaire et développement pour sortir du cycle de crises chroniques.

ACTIVITÉS

La stratégie 2020 d'Action Contre la Faim au Tchad se décline sur 3 grands axes :

- Contribuer aux réponses aux crises et urgences humanitaires sur l'ensemble du territoire tchadien. Contribuer au renforcement de la sécurité nutritionnelle des populations en dressant les causes immédiates et sous-jacentes de la sous nutrition et en améliorant l'accessibilité aux services de base.
- Soutenir les enjeux structurels liés à la sécurité nutritionnelle des populations.

ACF intervient dans les domaines de la nutrition et de la santé, des pratiques des soins et de la santé mentale, de la sécurité alimentaire, de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et du plaidoyer afin de rompre le cercle vicieux de la faim. En 2018, Action Contre la Faim a mis en œuvre les activités suivantes :

En Nutrition et Santé, ACF est intervenue dans le Kanem, le Bar El Gazel et le Logone Oriental à travers :

- Le renforcement des capacités des acteurs sanitaires pour une meilleure prévention et prise en charge de la malnutrition aiguë sévère.
- Le renforcement du système de santé pour permettre la prise en charge gratuite et de qualité des principales pathologies de l'enfant y compris la MAS dans les centres de santé de la zone d'intervention
- La mise en place d'un volet Santé sexuelle et reproductive dans sa stratégie d'intervention pour contribuer à la réduction de la mortalité materno-infantile à travers le suivi des Femmes Enceintes et Allaitantes et la promotion des accouchements en milieu institutionnel.
- La mobilisation communautaire pour la détection et le référencement des cas de MAS afin de s'assurer de leur prise en charge effective.

En Santé Mentale et Pratique de Soins, les interventions dans les UNT des hôpitaux de Mao, Mondo et Moussoro consistent en l'accompagnement psychoéducatif du couple mère-enfant à l'aide des thérapies de groupe et individuelles dans le cadre de la prise en charge de la MAS pour renforcer le bien-être et la résilience psychologique du couple mère-enfant.

En Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, pour permettre aux communauté de renforcer leur résilience :

- Le développement de cultures pluviales et maraîchères et la distribution des semences, outils, petits équipements agricoles et la mise en place des champs écoles.
- Le renforcement des moyens d'existence des ménages pauvres et très pauvres par la distribution de cash conditionnel et la mise en place des groupements de solidarité dans la région du Lac, et par l'appui financier, technique et matériel aux initiatives des micro/auto entrepreneurs et accompagnement des femmes et des jeunes dans les régions du Kanem et du Bar El Gazal.
- Le renforcement des capacités des services techniques de l'Etat par la formation et l'équipement des vaccinateurs des services vétérinaires.

En Eau, Assainissement et Hygiène, ACF intervient au Logone Oriental, Kanem, Bar El Gazal et autour du Lac via :

- La réalisation et réhabilitation des forages.
- L'amélioration des conditions d'assainissement et d'hygiène via la construction et réhabilitation des latrines, fosses à ordures, douches et aires de lavage et sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène. Il faut souligner la formation de maçons pour la fabrication et la vente des dalles de latrines (marketing social de l'assainissement du projet NUTRIS).
- La formation du personnel soignant à la gestion de l'eau en toute sécurité et au suivi du paquet minimum EAH dans les structures sanitaires.
- La formation d'artisans réparateurs et de vendeurs d'eau pour un meilleur entretien des points d'eau et dans le souci de garantir la pérennité des installations hydrauliques.
- La distribution de kits Wash au couple mère-enfant atteint de malnutrition aiguë sévère ayant séjourné à l'UNT.

En Plaidoyer, ACF mène plusieurs activités. Par ailleurs, une analyse des capacités des organisations de la société civile pour la nutrition a permis de dresser un mapping des organisations de la société civile (OSC) et le renforcement des capacités des réseaux de la société civile pour la nutrition via des actions de soutien technique au réseau, atelier de définition de stratégies de plaidoyer, formation des OSC sur le montage des projets.

YEMEN

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2012
Budget en €..... 14 755 874
Nombre de salariés..... 274
Nombre de bénéficiaires..... 722 884

LIEUX D'INTERVENTIONS

A. SANNA
B. HAJJAH
C. HODEIDAH
D. ABYAN
E. ADEN & LAHIJ

CONTEXTE

En décembre 2018, 24 millions de Yéménites avaient besoin d'une aide humanitaire, parmi lesquels 14,3 millions avec un besoin critique, ce qui représente 27% de plus que l'an dernier. Deux tiers des régions du pays sont déjà en situation de pré-famine, et un tiers se confronte à une convergence de multiples vulnérabilité critiques[20] . Avant le début du conflit, le pays était le plus pauvre au Moyen-Orient – avec plus de la moitié de sa population en dessous du seuil de pauvreté.

L'IPC a confirmé que 238 000 personnes étaient en phase 5. Près de 7,4 millions de personnes ont besoin de services pour traiter ou prévenir la malnutrition, dont 2 millions d'enfants de moins de 5 ans et plus d'un million de femmes enceintes ou allaitantes. Au total, 17,8 millions de personnes n'ont pas accès aux installations EAH et 19,7 millions de personnes n'ont pas accès à des soins de santé adéquats. Seulement 51% des établissements de santé sont pleinement fonctionnels. Le pays a également été témoin d'une épidémie massive de choléra avec 1 359 504 cas suspectés et 2 760 décès associés.

À partir de juin 2018, une importante escalade militaire s'est produite dans l'ouest du Yémen, principalement dans les gouvernorats d'Hodeida, Hajjah et Taizz. Cela a abouti en une bataille dévastatrice et à une bataille ultérieure dans la ville portuaire de Hodeida, qui a entraîné une détérioration de l'approvisionnement en nourriture dans le pays. En 2018, ACF a poursuivi sa réponse multisectorielle au conflit dans différents gouvernorats. Cependant, l'accès a été un problème constant pour tous les acteurs humanitaires en raison de l'escalade de la violence et du refus souvent arbitraire d'autorisations de se rendre dans les zones touchées, ce qui a pour effet de limiter les mouvements de personnels et de matériel et de retarder l'assistance pour sauver des vies.

20 - Humanitarian Needs Overview, 2019, Yemen. OCHA. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019_Yemen_HNO_FINAL.pdf

Objectif stratégique 1 - Fournir aux enfants de moins de 5 ans et aux mères des services de santé et de nutrition de qualité, vitaux et de grande envergure, dans les zones affichant des taux de morbidité / mortalité élevés et une faible couverture des services

ACF a conçu et mis en place un ensemble de services minimums pour soutenir les communautés des gouvernorats d'Hodeida, Hajjah, Abyan et Lahj. Cela comprenait la fourniture de services de soins anténataux et postnataux, la PCIME, le dépistage et le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants et les femmes enceintes, le renforcement des structures de santé, la promotion des pratiques ANJE et des services de traitement pour les patients atteints de choléra.

ACF a renforcé les capacités du personnel du Ministère de la santé au niveau des établissements de santé pour améliorer la mise en œuvre des programmes de traitement de la MAS. L'accès aux programmes de PCMA a été amélioré grâce à l'inclusion systématique du traitement par MAM. L'ANJE a été amélioré en étant intégré dans les programmes de nutrition. Le mécanisme de référence a été renforcé en testant l'approche de dépistage des mères. Au total, 30 700 personnes ont bénéficié des différentes interventions nutritionnelles à travers le pays. La fourniture de services de santé a atteint 165 729 personnes.

Les activités du SMPS ont été principalement axées sur l'ANJE avec 3 137 soignants ayant fourni des conseils à travers Hodeida, Lahj et Hajjah. Pour lutter contre l'une des causes profondes de la malnutrition, des interventions EAH, telles que la construction de toilettes (1 323 personnes), des campagnes de nettoyage (55 174 personnes), des kits d'hygiène (58 817 personnes), des actions de promotion de l'hygiène (126 635 personnes) et des filtres à eau (68 092 personnes) ont été mises en œuvre dans 4 gouvernorats.

7 803 ménages en situation d'insécurité alimentaire ont bénéficié de l'aide de transfert monétaire multi-usage dans les gouvernorats de Hodeida, Abyan et Lahj. 960 de ces ménages étaient également engagés dans des activités d'argent contre travail, où ils travaillaient à la réhabilitation des biens de la communauté. Les ménages des cas de sortie SAM ont également été priorisés pour les transferts en espèces pour éviter qu'ils ne retombent pas dans la malnutrition. Au total, 48 245 bénéficiaires ont été assistés.

Objectif stratégique 2 - Fournir une réponse multisectorielle rapide et de qualité aux catastrophes naturelles ou causées par l'homme afin de répondre aux causes de la faim et de la dénutrition

Dans le cadre de cet objectif, ACF visait à fournir une assistance pour répondre aux besoins vitaux de nutrition, santé, EAH et sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur la réduction de la morbidité et de la mortalité des enfants de moins de 5 ans. ACF a pris en charge le déplacement interne provoqué par l'escalade du conflit dans 13 districts des gouvernorats de Hodeida, Aden, Lahj et Abyan à travers l'approche RRM. Au total, 7 860 ménages ont reçu du transfert monétaire multi-usage. Des kits d'hygiène ont été distribués à 826 ménages répartis dans 10 districts de 3 gouvernorats, tandis que les articles non alimentaires, identifiés comme l'une des priorités clés par les personnes déplacées elles-mêmes, ont été fournis à 609 ménages de 3 gouvernorats (8 districts). Au total, 49 518 bénéficiaires ont été assistés.

Après l'épidémie de choléra, 16 442 patients et 85 184 soignants ont été pris en charge par des établissements de santé situés à Hodeida, Lahj et Abyan. Le transport d'eau a été une intervention majeure pour fournir de l'eau potable à 27 587 personnes à Hodeida et à 1 935 en prison. Les activités de promotion de l'hygiène ont été menées par un réseau de 184 volontaires de santé communautaire qui ont diffusé des messages essentiels à la lutte contre la propagation du choléra à 14 692 personnes. 4 000 kits d'hygiène ont également été distribués dans des hotspots choléra pour permettre aux populations de pratiquer une hygiène sans danger. 400 latrines semi-permanentes ont également été construites, en plus d'une campagne de nettoyage visant à supprimer les déchets à Hodeida. Les équipes ont visité 12 841 ménages pour dépister 2 784 cas présumés de choléra. Les installations EAH ont également été renforcées dans les établissements de santé. Au total, 117 910 bénéficiaires ont été assistés.

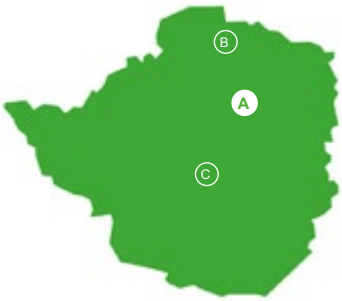
Objectif stratégique 3 - Mieux comprendre les facteurs déterminants de la faim au Yémen et promouvoir une programmation fondée sur des données factuelles par le biais de la surveillance, de l'analyse et du plaidoyer

Les résultats des évaluations nutritionnelles menées avec les programmes sont utilisés pour informer et influencer les priorités humanitaires dans le pays. ACF s'est associé au MoPHP pour mener des enquêtes SMART dans les gouvernorats d'Hodeida, Abyan et Hajjah. Les critères de ciblage pour les interventions EAH et SAM ont intégré une part de nutrition en les associant au profilage des bénéficiaires SAM. ACF a participé à différentes plateformes nationales et internationales pour diffuser des enseignements. Des systèmes de responsabilisation des bénéficiaires sont mis en place pour différentes subventions dans le but de collecter et de répondre aux feedbacks des communautés cibles.

ZIMBABWE

DONNÉES GÉNÉRALES 2018

Date de création de la mission..... 2002
Budget en €..... 399 576
Nombre de salariés..... 5
Nombre de bénéficiaires..... 3 364



LIEUX D'INTERVENTIONS

A. HARARE
B. PROVINCE MASHONALAND CENTRAL
C. PROVINCE MIDLANDS

CONTEXTE

Le Zimbabwe est un pays enclavé d'Afrique australe à faible revenu et aux indicateurs de développement humain dans le rouge. Classé au 154ème rang sur 188 pour l'IDH, le Zimbabwe est l'un des pays les plus pauvres de la région. La pyramide des âges montre une structure démographique très jeune. La moitié de la population est âgée de moins de 18 ans. 17% des adolescentes en âge de procréer (15-19 ans) ont déjà eu ou attendent leur premier enfant. Les progrès réalisés par le Zimbabwe en matière de santé reproductive, maternelle et infantile ont stagné ces dernières années, et ce malgré une stabilisation du taux de fécondité.

La population du pays est majoritairement rurale (67%), vivant en situation de pauvreté (76%) ou d'extrême pauvreté (23%) et confrontée à une grande vulnérabilité alimentaire, surtout lorsque l'on sait que 92% vit de revenus agricoles. Les ménages ruraux sont vulnérables à des chocs multiples (manque de liquidités, sécheresse, volatilité de prix, problèmes de santé, maladies et mort du bétail) et régulièrement exposés à l'insécurité alimentaire en période de soudure.

Les mauvaises pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants contribuent à la malnutrition infantile : le taux de malnutrition chronique des enfants de moins de cinq ans est de 32%, tandis que la malnutrition aiguë sévère (MAS) touche 3,3% des enfants. Près de 27% des enfants accusent un retard de croissance.

Provoqués d'abord en 2016/2017 par le phénomène El Nino, des épisodes de sécheresse se sont répétés en 2018 et ont aggravé la situation nutritionnelle et alimentaire et l'accès à l'eau des populations les plus vulnérables. En 2018, le pays a également été touché par une épidémie de choléra, qui s'est propagée dans la capitale et s'est aggravée en raison d'une résistance des populations aux antibiotiques et des carences des systèmes de santé et d'assainissement.

En 2018, Action contre la Faim, présent au Zimbabwe depuis 2002, a préparé une stratégie de sortie du pays. Dans un contexte de levée de fond très compétitif pour les organisations humanitaires sur le continent, la stratégie d'ACF s'est réorientée vers l'utilisation de ressources internes et le soutien à de petits programmes, pour réduire progressivement sa présence dans le pays. La mission d'ACF a été mise en veille, mais continuera, grâce à un point focal, à soutenir le travail de ses organisations partenaires de longue date.

PROJET 1 – EAH : « Empêcher la propagation du choléra dans la capitale Harare et ses alentours »

Une épidémie de choléra s'est déclenchée en septembre 2018 à Glenview, une banlieue à forte densité de population et à forte mobilité de travailleurs à 15km au sud-ouest de Harare. L'insuffisance des réserves d'eau potable courante dans la région a poussé les populations à utiliser d'autres sources d'approvisionnement insalubres, ce qui a contribué à la propagation de la maladie dans d'autres quartiers de la capitale.

Objectif du projet
Contenir et éviter la propagation de l'épidémie de choléra parmi les populations de travailleurs de la ville de Harare et de ses alentours

Résultats attendus
Résultat 1 - Des messages de promotion des bonnes pratiques sur la prévention et le traitement du choléra sont distribués aux usagers des transports en commun aux terminaux des bus à Harare.
Résultat 2 - Le niveau global de connaissance des individus sur la propagation du choléra à Harare est étudié.

PROJET 2 – Moyens d'existence et nutrition : « Amélioration des moyens de subsistance des ménages vulnérables dans le district de Mberengwa, au Zimbabwe, grâce à des groupes villageois d'épargne et de crédit »
Après les épisodes de sécheresse provoqués par El Nino, les populations vulnérables des régions méridionales et septentrionales du Zimbabwe se sont trouvées en situation d'insécurité alimentaire. Ainsi, la prévalence de l'insécurité alimentaire a été estimée à 65% dans le district de Mberengwa.

Objectif du projet
Lutter contre l'insécurité alimentaire et amorcer une reprise de l'activité économique des personnes touchées par la sécheresse dans trois quartiers du district de Mberengwa à l'aide des groupes villageois d'épargne et de crédit

Résultats attendus
Résultat 1 - La sécurité alimentaire et le revenu des ménages sont améliorés
Résultat 2 - Les groupes villageois d'épargne et de crédit suivis et soutenus sont capables de gérer leurs ressources financières et de résister aux chocs affectant leurs moyens de subsistance.

PROJET 3 – Sécurité alimentaire et recherche en nutrition : « Réduction des pertes de stockage de grains grâce aux technologies de stockage de grains hermétique dans le district de Shamva au Zimbabwe »
Les données d'un projet de recherche sur la gestion post-récolte conclu précédemment (par ACF et l'Université du Zimbabwe) ont montré que la combinaison de pratiques améliorées avant la récolte, pendant la récolte, puis lors du séchage et du battage des grains avec un stockage hermétique diminuait énormément les pertes de grain. Deux technologies de stockage hermétique - des silos en métal et des sacs hermétiques - ont été fournies aux agriculteurs. Les résultats de cette recherche ont notamment démontré que les technologies hermétiques sont plus efficaces que les méthodes conventionnelles et peuvent donc être utilisées pour réduire les pertes de grain.

Objectif du projet
Améliorer la sécurité alimentaire et les techniques agricoles des petits exploitants et les pratiques de stockage du grain à court et long terme grâce à de meilleurs installations.

Résultats attendus
Résultat 1 - 160 familles de petits exploitants ont bénéficié d'une amélioration des connaissances, attitudes et pratiques en matière de stockage du grain après la récolte
Résultat 2 - L'adoption de la technologie innovante de stockage hermétique après la récolte est davantage répandue au sein des communautés agricoles rurales du district de Shamva

DÉPARTEMENT EXPERTISE ET PLAIDOYER

Pascal REVAULT,
Directeur Expertise et Paidoyer

INTRODUCTION

Les crises humanitaires et en particulier celles liées à l'évolution du climat, les enjeux pour les personnes déplacées, connaissent une complexification et une intensité nouvelles qui rendent toujours plus fondamentales l'articulation entre les opérations et les filières techniques, la recherche – analyse, comme le plaidoyer au sein d'Action contre la faim. Malheureusement, l'accès aux populations et la sécurité des civils sont toujours autant menacés.

2018 a vu l'introduction ou l'approfondissement au sein des programmes d'axes prioritaires, qu'il s'agisse d'abord du genre et de la protection en faveur de l'équité entre les genres et la protection des personnes, qu'il s'agisse ensuite des transferts monétaires pour renforcer une certaine capacité à agir et à faire des choix par les populations. Il s'agit encore des technologies digitales favorisant l'intégration dans le système de santé des actions de lutte contre la malnutrition, assurément aussi un pas vers la congruence entre urgence, réhabilitation et développement.

La structuration de ces actions a nécessité cette année l'élaboration des standards et procédures pour différents champs d'intervention, au sein d'Action contre la faim, sans oublier la clarification en cours des rôles et responsabilités.

Les nouvelles stratégies de soins des enfants touchés par la malnutrition aiguë, qui cherchent à allier les approches dites communautaires et l'intégration dans le district sanitaire, vont bénéficier de recherches directement mises en œuvre chez Action contre la faim ou soutenues par sa fondation en 2018. Ces recherches s'attachent aujourd'hui à mieux préciser certains éléments du diagnostic, à comprendre les facteurs de risque de complications ou de décès, et à contrôler l'efficacité des protocoles de soin simplifiés. Des résultats encourageants ont démontré l'importance des interventions multisectorielles, tant dans le domaine de la santé mentale, que dans celui de la fourniture en eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène pour améliorer la guérison des personnes souffrant de malnutrition. La prise en considération du continuum de soin avec la prévention est une priorité pour 2019 et au-delà.

L'initiative « faim et conflit » d'Action contre la faim, en partenariat avec le réseau ACF international a débouché le 24 mai 2018 sur la reconnaissance par le Conseil de Sécurité des Nations Unies du fait que la faim constitue une menace pour la stabilité et la paix dans le monde qui nécessite des interventions concrètes et le respect du droit humanitaire international. A charge maintenant pour le plaidoyer d'ACF et de ses

partenaires de s'assurer que des mesures efficaces seront bien mises en place, avec un suivi indépendant des Nations-Unies.
Enfin, le partenariat et le renforcement de la société civile nationale et régionale à travers des plateformes, au-delà des seules organisations non gouvernementales internationales, est devenu un axe prioritaire du plaidoyer. Ce plaidoyer est congruent avec les préoccupations de la norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité (CHS : Core humanitarian standard), tout spécialement en prenant en compte les retours des populations sur les interventions, comme leur participation à toutes les phases d'une intervention.

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LES MOYENS D'EXISTENCE

Réduire la surcharge de travail des femmes

A ce jour, nos interventions agricoles visent à prévenir la malnutrition via la promotion d'une plus grande diversité des cultures et de l'autoconsommation, ainsi qu'à travers l'appui aux marchés locaux de denrées alimentaires, dans le cadre de la politique ACF en matière de sécurité nutritionnelle. Bien qu'elles s'adressent avant tout aux femmes, ces actions ne prennent que rarement en compte la surcharge de travail des femmes ou les violences basées sur le genre. Des études ont pourtant souligné le lien entre ces éléments, par exemple celle d'ACF ci-dessous : http://linknca.org/article/alleger_la_surcharge_de_travail_des_femmes_pour_ameliorer_le_statut_nutritionnel_des_enfants1.htm
Le secteur de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence considère la charge de travail des femmes comme un élément central, à prendre en compte à la fois dans les solutions techniques proposées, également à travers la prise en compte des relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, au sein des ménages et des communautés. Plus d'efforts et d'investissements sont à présent consacrés au développement d'une petite mécanisation pour la transformation des produits agricoles et alimentaires. Des échanges fournis avec les experts du changement de comportement et de l'unité Genre d'ACF international visent au développement d'une approche à même de faire évoluer les aspects sociaux, et s'assurer que les actions qui visent à améliorer le statut des femmes ne se retournent pas contre elles.

Transfert monétaire au Bengladesh

En août 2017, près de 850'000 personnes du groupe culturel rohingyas ont trouvé refuge au Bangladesh. Les équipes d'ACF furent les premières à répondre aux besoins humanitaires à travers des transferts monétaires. Chaque mois, 52,000 familles[1], environ 300,000 personnes reçoivent ces transferts.
Les activités d'argent contre travail[2] ciblent quelques 15'000 ménages capables de travailler afin d'aménager les camps avec les constructions et réhabilitation de routes, d'abri communautaires, de canaux d'évacuation d'eau, … Pour ceux sans adultes en capacité de travailler et avec des personnes à risque de sous-nutrition (jeunes enfants, femmes enceintes et allaitantes) ou très vulnérables (personnes âgées, handicapées, malades), des transferts d'argent sans condition sont organisés. Cette aide proposée aux réfugiés et populations hôtes aide 25'000 ménages. Ces revenus complémentaires permettent de diversifier l'alimentation, d'acheter du bois pour cuisiner, des compléments d'abri avant la mousson et pour certains de lancer des petits commerces.

Un programme peu courant de transferts monétaires aux femmes enceintes a été réalisé pour assurer la couverture des coûts de suivi de grossesse et d'accouchement en centre de santé. Ce programme a bénéficié à près de 12'000 femmes hôtes et réfugiées.

Pour plus d'information sur les transferts monétaires au Bangladesh et dans l'humanitaire en général, n'hésitez pas à vous rendre sur le site du partenariat pour l'apprentissage des transferts monétaires : Cash Learning Partnership (CaLP : http://www.cashlearning.org/francais/accueil) dont ACF est membre fondateur.

1 - Chiffres de mai 2018
2 - En partenariat avec l'OIM, responsable du camp

Mère de famille recevant son paiement, suite à 2 semaines de travail dans le projet Argent Contre Travail

Père de famille bénéficiaire du projet Argent contre Travail, exhibant sa carte de suivi de travail, devant son nouveau petit commerce de matériaux électriques

Mère de famille bénéficiaire du projet Argent contre Travail, devant son petit commerce de meules manuelles (pierre à écraser)

___ République centrafricaine : l'entomophagie pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

La République centrafricaine connait des taux de malnutrition chronique structurellement élevés, jusqu'à 41%. Cela est dû à une faible diversité alimentaire du fait d'une raréfaction des protéines animales, de l'absence d'équipement de conservation et de transformation et d'une faible disponibilité des aliments sur les marchés. S'ajoutent les effets des crises successives qui ont déstructuré les filières d'élevage et de pêche, entraînant une forte baisse de la disponibilité en protéines animales.

En 2018, le secteur SAME a mis en œuvre un projet de recherche opérationnelle pour étudier le potentiel de la consommation d'insectes ou entomophagie à contribuer à la sécurité nutritionnelle des populations.

Ce projet innovant a permis d'identifier les leviers à même de faire de l'entomophagie un secteur contributif à la prévention de la sous-nutrition ; aboutissant à la production d'un répertoire d'insectes comestibles du pays et de l'analyse de leur valeur nutritionnelle ; 80% des centrafricains en consomment, préférentiellement des chenilles, dont la filière est rentable pour tous les acteurs : collecteurs, grossistes et détaillants. Pendant la période de collecte, les insectes contribuent à 49% de l'apport en protéines des populations.

Le projet a démontré l'intérêt de la filière pour améliorer les moyens d'existence des ménages et leur sécurité nutritionnelle.

___ 3AO – Alliance pour une transition agro-écologique en Afrique de l'Ouest

Alors que l'agriculture ouest-africaine fait face à de nombreux défis liés à la fertilité des sols, aux impacts du changement climatique, aux conflits d'usage et à l'accès aux moyens de production, les programmes ouest-africains et internationaux promeuvent majoritairement un modèle de développement agricole dit « industriel ».
Or ce modèle, qui repose sur une agriculture mécanisée ayant recours à de nombreux produits chimiques, ne parvient pas à répondre aux enjeux alimentaires et nutritionnels de la sous-région.

Pire, il participe à l'endettement des petits producteurs (65% de la population ouest africaine, première victime de la faim), dégrade l'environnement en particulier à travers la chute dramatique de la biodiversité et l'émission de gaz à effet de serre, simplifie les régimes alimentaires et favorise les inégalités sociales et économiques en concentrant les richesses dans les mains de quelques-uns.
Face à ce constat, organisations paysannes, centres de recherche, société civile africaine et ONG internationales se sont regroupés en 2018 au sein de l'Alliance pour une transition Agroécologique en Afrique de l'Ouest (3AO). Le but de cette initiative est de promouvoir, par la capitalisation d'expériences, la sensibilisation et le plaidoyer, une agriculture plus durable, équitable et nutritive. ACF, au comité de pilotage de l'initiative, partage entièrement ce constat et pilote, depuis son bureau régional Ouest-Africain (le WARO), le volet plaidoyer de l'initiative.

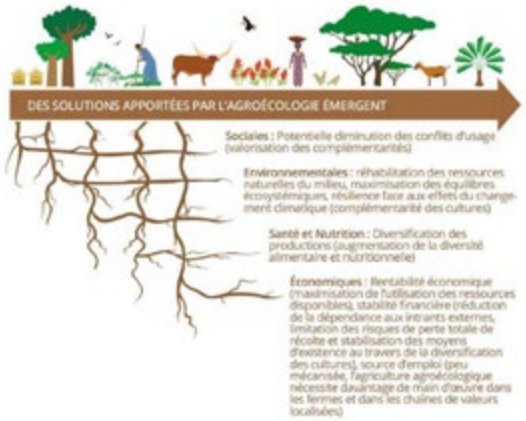


Schéma issu du 3AO : http://www.roppa-afrique.org/IMG/pdf/3ao_brochure_planche_1_.pdf

MIEUX SOIGNER ET PRÉVENIR LA MALNUTRITION

Le digital pour révolutionner l'intégration de la nutrition dans la santé

Au cours de l'assemblée mondiale de la santé 2018 ACF a signé un partenariat important avec deux ONG : Terre de hommes (TdH) et World Vision International (WVI). La collaboration entre nos trois organisations a permis de concevoir AleDIA : une solution numérique pour réduire la mortalité infantile. Cette solution numérique permettra de mieux traiter les maladies infantiles les plus meurtrières y compris la malnutrition aiguë. Outre l'aide au diagnostic proposé au soignant au travers de l'utilisation d'une tablette, des formations seront dispensées grâce à cette même application et les données récoltées en temps réel permettront d'améliorer la gestion des centres de santé. L'approche globale utilisée dans le cadre de ce projet permettra de réduire le fardeau pesant sur les travailleurs de santé en proposant un seul dispositif pour gérer tous les problèmes de santé que peuvent rencontrer les enfants de moins de 5 ans. Cela jouera un rôle essentiel dans la mise en place de services de santé accessibles et de haute qualité. Le succès de ce projet aura un impact significatif sur l'avenir de la santé mobile dans les pays à faible revenu et a le potentiel d'inclure la couverture de populations (femmes enceintes, …) et de maladies supplémentaires. Pour aller plus loin : https://www.wvi.org/sites/default/files/Mheatlth_v4.pdf

L'innovation sur le traitement de la malnutrition aiguë - un tournant

Deux projets de recherche très importants ont été aboutis en 2018 pour la partie collecte de données et permettront en 2019 de rendre des conclusions importantes en matière d'optimisation du traitement de la malnutrition aiguë sévère (projet MANGO au Burkina Faso) et en matière d'amélioration du diagnostic de enfants souffrant de malnutrition aiguë (Projet Optidiag, au Liberia, Burkina Faso et Bangladesh). En effet à ce jour moins de 25% des enfants souffrant de malnutrition aigüe ont accès au traitement.
La capacité des systèmes de santé à les identifier et leur donner accès au soin est très faible. C'est pourquoi, des solutions moins centrées sur l'expérience des ONG en situation d'urgence et plus adaptées aux contraintes des systèmes de santé (moins dépendantes de produits nutritionnels coûteux, à travers des réponses simplifiées et décentralisées) doivent être apportées si l'on souhaite permettre à chaque enfant souffrant de cette maladie d'être soigné. Pour aller plus loin : https://www.actioncontrelafaim.org/projet-optidiag/ et https://www.actioncontrelafaim.org/projet-mango/

L'APPORT DE L'EAU POTABLE, L'ASSAINISSEMENT & L'HYGIÈNE (OU SECTEUR WASH : WATER, SANITATION AND HYGIENE)

Publications scientifiques

L'année 2018 a correspondu pour ce secteur eau, assainissement & hygiène d'ACF France à une forte activité de recherche, qui s'est traduite par la publication de cinq articles dans des journaux scientifiques avec comités de relecture. Trois publications précisent le lien entre les interventions portant sur l'eau potable, l'assainissement, l'hygiène et la sous nutrition. En particulier, la publication de clôture des études « Ouadinut » et « DDMAS » du Tchad démontrent que l'approvisionnement domiciliaire d'un kit WASH minimum (incluant en particulier le traitement de l'eau domiciliaire) améliore les taux de guérisons d'enfants atteints de sous-nutrition, et réduit les taux de non-réponse au traitement de la malnutrition aiguë. Les deux autres publications portent sur la santé des trieurs de décharges en Mongolie (projet porté avec l'Université de Victoria au Canada) et sur la caractérisation et l'exploitation des nappes phréatiques difficiles à mobiliser (aquifères karstiques complexes) dans la zone semi-aride du sud-ouest malgache (en partenariat avec l'Université de Tuléar et avec l'Université Avignon Provence Vaucluse). L'intérêt de la recherche en situation de crise est illustrée par la thèse en cours avec la London School of Hygiene and Tropical Médecine (LSHTM) https://washem.info qui explore les ressorts du changement de comportement en terme de lavage des mains en situation de crise. Des articles sur ce thème pourront se retrouver sur le site de recherche en anglais : Conflict and Health.

___ Forum Mondial de l'Eau 2018

Action contre la Faim a été fortement impliquée dans la préparation du 8e Forum Mondial de l'Eau à Brasilia (onglet « sustainability declaration » : déclaration de soutenabilité) en mars 2018 :
http://8.worldwaterforum.org/en/documents-1

Nous avons pu influer sur le contenu de la Déclaration « soutenabilité » et des autres déclarations politiques de ce forum de haut niveau grâce à notre position privilégiée en tant que membre du Conseil d'Administration du Conseil Mondial de l'Eau et membre du groupe de pilotage de la commission « durabilité ». Cela nous a permis d'une part de placer les enjeux de la lutte contre la sous-nutrition au cœur des débats des acteurs de l'eau, et d'autre part de pousser l'agenda humanitaire au sein de cet évènement davantage axé sur le développement.

___ Études de cas Madagascar et Ethiopie

Action contre la Faim a également réalisé des études de cas terrain à Madagascar et en Ethiopie en partenariat avec WaterAid afin d'analyser les défis et les opportunités d'une meilleure intégration des politiques d'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène avec les objectifs de lutte contre la sous-nutrition à l'échelle nationale. Les recommandations ont été présentées au Forum politique de haut niveau pour le développement durable qui rassemblait plus de 125 Chefs d'Etats à New York en juillet 2018.

___ Partenariat d'un Master eau, assainissement & hygiène en Jordanie

Action contre la Faim est parvenue en 2018, après plusieurs années de négociation et de plaidoyer, à lancer un projet d'envergure visant à mettre en place un master humanitaire eau, assainissement & hygiène anglophone, basé au Moyen Orient, au sein de l'Université Germano Jordanienne de Mādabā (Jordanie), en partenariat avec l'institut Bioforce et financé par l'OFDA (Coopération Américaine) et l'UNICEF régional. L'objectif de ce master, dans une région très sévèrement affectée par les conflits et présentant une forte instabilité politique, est de créer de la ressource humaine spécialisée dans la réponse humanitaire WASH, et formée au contexte régional. Ce master a pour objectif également d'être pris en charge par les acteurs et professeurs régionaux, et de proposer un modèle économique pérenne. Il se fait en cela l'écho du master eau, assainissement & hygiène humanitaire francophone lancé en 2018 à Ouagadougou (Burkina Faso), qui fêtait en 2018 ses dix ans d'activités, et près de deux cent élèves formés essentiellement Africains.

SANTÉ MENTALE & PRATIQUES DE SOINS INFANTILES : SMPS / GENRE & PROTECTION

___ Le secteur Santé mentale et pratiques de soins enrichit son expertise avec le genre et la protection.

Comme indiqué dans la note de cadrage 2018-2020 de la Direction Générale, le genre et la protection sont désormais intégrés au sein du service SMPS qui est rebaptisé « SMPS, Genre et Protection ». Cette décision s'inscrit dans la lignée de la stratégie Genre d'ACF-International et de la consultance sur la protection effectuée au sein d'ACF France en 2016. Cette nouvelle expertise va permettre à ACF de s'aligner sur les recommandations internationales qui consistent à placer la protection des personnes au cœur des décisions qui guident les interventions humanitaires. Elle vise également à rendre plus visibles certaines activités de protection déjà mis en œuvre sur le terrain comme les prises en charges psychologiques et psychosociales ou la guidance parentale et le soutien au développement infantile. Un référent Genre et Protection a rejoint l'équipe en juin 2017. Il contribue à la stratégie globale et au plan d'action « Genre » développée par l'unité internationale Genre (Gender Unit Internationale), et collabore avec les champions du genre (Gender Champions) et les points focaux genre d'ACF France. Le Référent est le point focal pour le département expertise et plaidoyer sur le genre, en charge de la mise en place des standards minimum en genre. Ce référent appuie l'ensemble des secteurs techniques et plaidoyer sur le genre. Il est en charge de développer la politique protection au sein du département en direction des interventions d'ACF et de décliner la stratégie. Il coordonne et anime un groupe de travail pour la mise en place d'une politique protection pour le réseau international ACF. Il appuie

l'ensemble des secteurs techniques et plaidoyer et la SMPS en particulier sur la protection (notamment la protection de l'enfant et des femmes).

FUSAM : Quelles implications opérationnelles ?

A partir du projet de recherche 'FUSAM' (https://www.elrha.org/project/acf-fusam-nepal-call2/ et https://acfinternationalconference2017.wordpress.com/), qui a permis d'évaluer l'efficacité d'une intervention psychosociale combinée au traitement nutritionnel sur la malnutrition aigüe sévère (MAS) chez les enfants âgés de 6 à 23 mois eu Népal, nous avons identifié les implications opérationnelles suivantes :

1. Il est utile d'intégrer une intervention psychosociale dans les services de traitement nutritionnel existant pour promouvoir une parentalité positive et améliorer le développement de l'enfant.
2. Il faudrait également promouvoir la santé mentale maternelle des mères d'enfants atteints de MAS, car l'amélioration de la santé mentale de la mère contribue à la qualité de la relation avec son enfant et favorise la qualité de l'état nutritionnel de l'enfant.

Cependant, il convient aussi de réfléchir davantage à la manière dont les programmes peuvent réduire l'écart entre les enfants MAS et les enfants non MAS tel que 1) S'assurer que les programmes nutritionnels sont délivrés comme recommandé afin d'augmenter les capacités d'atteindre les résultats escomptés ; 2) Identifier un ensemble d'indicateurs pour un meilleur suivi des mesures de la croissance des enfants afin d'atténuer les erreurs de mesures et ainsi améliorer l'efficacité des traitements ; 3) Veiller à ce que les programmes mobilisent et sensibilisent la communauté à soutenir un changement de comportement nutritionnel, car les efforts du programme ciblant uniquement les mères peuvent être inefficaces si la famille et les autres membres de la communauté ne sont pas en accord avec ces pratiques. Cela devrait également inclure une attention particulière accordé au rôle des pères.
Enfin, des recherches supplémentaires sur l'intégration des services nutritionnels et des interventions psychosociales dans des contextes humanitaires sont nécessaires pour confirmer et améliorer ces résultats. Cela pourrait inclure l'exploration des points de vue des mères et des personnels médicaux sur l'expérience de la participation au traitement et le lien avec leur propre santé mentale et leur approche en matière de pratique de soins infantiles.

LA CONTRIBUTION DE LA RECHERCHE ET DES ANALYSES AUX ÉVOLUTIONS DES PRATIQUES

Redevabilité et participation communautaire

Redevabilité et participation communautaire : qu'est-ce qui se cache derrière ces termes et comment sont-ils mis en œuvre au quotidien dans nos actions ? Aujourd'hui, il reste encore difficile de mettre en pratique la redevabilité à tous les niveaux organisationnels. En outre, ce terme de redevabilité recouvre plusieurs utilisations et compréhensions en fonction des secteurs. Beaucoup de mécanismes de plaintes ont été mis en place au niveau opérationnel mais les approches participatives sont peu nombreuses. Telles sont quelques-unes des constatations présentes dans l'étude de cadrage intitulée « Qu'est devenue la redevabilité ? Revue des théories et pratiques dans les interventions d'aide en contexte de crise et post-crise » écrit par l'URD (Urgence – Réhabilitation - Développement), avec la participation de quatre ONG, dont le service recherche d'Action Contre la Faim. Dans le cadre de l'intégration de la Norme Fondamentale Humanitaire (CHS : Core Humanitarian Standard), le service recherche travaille également en collaboration avec l'URD à l'élaboration d'une formation sur ce sujet. Elle reprendra les connaissances méthodologiques pour aborder les enjeux, méthodes et outils de gestion de la redevabilité envers les communautés et personnes affectées par les crises, et pour améliorer la stratégie participative des projets et l'engagement des équipes avec les communautés et autres parties prenantes clefs.

Fondation ACF pour la Recherche & l'Innovation

En 2018, la Fondation en est à sa cinquième édition de financements de projets. Elle a permis de favoriser l'émergence d'idées novatrices des équipes sur le terrain comme le démontrent les 19 projets proposés lors de l'appel à candidature. Trois projets ont pu

bénéficier d'un soutien financier dans trois pays d'intervention d'ACF. Au Népal, il s'agit de préciser et comprendre les facteurs de rechutes après traitement des enfants souffrant d'une malnutrition aiguë sévère pour construire des réponses plus efficaces. Le projet MANGO, à travers un essai clinique randomisé cherche à vérifier si un protocole de traitement alternatif et simplifié des enfants touchés par la malnutrition peut être généralisable au Burkina Faso, voire ensuite dans d'autres pays. Enfin, en République Démocratique du Congo, la caractérisation des risques de décès chez les enfants avec une malnutrition de type kwashiorkor est explorée pour mieux les prévenir. Voir : https://fondation.actioncontrelafaim.org/

UN PLAIDOYER TECHNIQUE TRANSVERSAL

Apprendre : un enjeu crucial pour améliorer nos pratiques

L'enjeu de la circulation de l'information et de la gestion des connaissances est un enjeu crucial pour toute organisation et principalement pour une organisation comme Action Contre la Faim qui intervient dans plus de 40 pays avec 6 sièges disséminés à travers le monde. C'est un enjeu stratégique à plusieurs titres : tout d'abord parce que l'amélioration de la qualité de notre service auprès des bénéficiaires passe par la connaissance de ce que l'on fait, de nos succès et erreurs passées ainsi que des progrès de la science et des techniques. Arriver à centraliser ce savoir, le rendre accessible à tous (sur le fond comme sur la forme) et s'assurer qu'il est utilisé par les acteurs sur le terrain est donc indispensable pour mieux lutter contre la faim. De plus, l'agenda de la localisation de l'aide implique une montée en puissance croissante des acteurs locaux et nous amène à réfléchir à notre valeur ajoutée de demain.

L'année 2018 a permis de développer le programme « R4ACT » pour Research for action (Recherche pour l'action) dont l'objectif est de mieux utiliser les preuves scientifiques dans la pratique humanitaire. En partenariat avec le Programme alimentaire mondial, ACF a réuni les acteurs spécialisés autour de la question du rôle des transferts monétaires comme mode opératoire pour mieux lutter contre la sous-nutrition.

ACF Knowledge LAB (laboratoire de la connaissance) est une équipe dédiée au renforcement de la culture de l'apprentissage en développant le maillage et les synergies entre les différents sièges et les missions (création d'un groupe de travail international sur l'apprentissage), en accompagnant la réflexion inter-sectorielle (R4AC Transfert monétaires et nutrition : Cash&Nutrition, R4ACT Eau, assainissement : Wash&Nutrition) en organisant la première semaine de l'apprentissage pour l'ensemble du réseau et en renforçant les canaux et modes de communication afin d'avoir une approche collective, forte et structurée sur la gestion des savoirs.

Partenariats avec la société civile pour une plus grande influence politique

Les organisations de la société civile bénéficient d'une présence et d'une reconnaissance des populations locales. Leur légitimité et leur compréhension des problématiques et solutions sont pertinentes et elles représentent des partenaires essentiels pour ACF. 2018 aura vu l'aboutissement du programme NUTRIS soutenu par l'AFD. Développé pendant 3 ans à Madagascar, au Tchad et à Djibouti ce programme a mis l'accent sur les aspects de la malnutrition liés à l'hygiène et à l'accès à la santé.

ACF s'est ici positionné comme un facilitateur, en support aux organisations de la société civile pour qu'elles soient réunies en alliance et en capacité d'interpeller et influencer leurs Etats : les rendre actrices outillées, engagées et reconnues dans le dialogue politique. Cette approche contribue à remettre les bénéficiaires, les populations locales au centre des activités menées sur leur territoire.

Des axes de plaidoyer et des messages ont été développés à partir de diagnostics locaux participatifs, reflétant ainsi la réalité des besoins et amplifiant les voix de la population concernée. Et les résultats ont été nombreux

À Madagascar, le troisième plan national d'alimentation et de nutrition a intégré les recommandations portées par les populations et des engagements publiques du premier ministre (augmentation du budget de l'État alloué à la nutrition) et du ministre de l'eau (priorisation d'interventions eau, assainissement et hygiène axées

sur la nutrition). Par ailleurs les personnels de santé ont été doublés dans de nombreux districts prioritaires. À Djibouti, l'accent a été mis sur la mobilisation des femmes dans les communautés et la sensibilisation de nouveaux ministères comme celui de la femme et de la famille.
Au Tchad, les formations en plaidoyer et l'accompagnement au développement de stratégies et d'actions de plaidoyer ciblées ont permis l'influence du plan national de santé, celles de la stratégie nationale associant eau, assainissement & hygiène et nutrition, et alimentation des jeunes enfants.

UN PLAIDOYER HUMANITAIRE

Initiative « Faim & Conflits »

Le plaidoyer a développé en 2018 l'initiative « faim et conflit », qui a pour objectif général d'entériner au Conseil de sécurité, que la faim, en tant que cause ou conséquence de conflit ou de crise est une menace pour la sécurité internationale et la paix, et doit être traitée au plus haut niveau politique. En effet, après des années de baisse, la faim, et notamment les risques de famines, augmentent à nouveau dans le monde et est corrélée à la montée des conflits.
Après des mois de lobby, le conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 2417 du 24 mai 2018 : https://undocs.org/S/RES/2417(2018) qui reconnaît ces liens et place la question de la faim comme une menace pour la paix et la sécurité internationales. Action contre la Faim s'est félicité de ce succès et s'est alors concentré à faire en sorte que cette résolution soit effectivement appliquée par les Etats et les parties à un conflit. Pour cela, Action contre la Faim a développé des actions de plaidoyer en partenariat avec des agences de l'ONU (le PAM : Programme alimentaire mondial et la FAO : organisation des Nations Unies pour l'agriculture) pour promouvoir des politiques agricoles adéquates au niveau national, pour s'assurer que les politiques de sécurité soient respectueuses des moyens de subsistance des populations et demander une adhésion stricte des acteurs armés étatiques et non étatiques au droit international humanitaire. Action Contre la Faim a notamment porté ces demandes au Forum de Paris pour la Paix le 11 novembre 2018, auquel de nombreux Chefs d'États ont participé, tout en développant une campagne avec le département de la communication d'ACF :
https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/stop-hunger-crime/

Sahel

Le réseau international d'Action contre la Faim a accru sa mobilisation sur le Sahel tout au long de l'année 2018 au vu de la dégradation de la situation sur place notamment en termes d'accès aux service de base et d'insécurité alimentaire, de la politisation croissante de l'aide dans la région au vu des enjeux migratoires et de lutte contre le terrorisme et de la multiplication des opérations militaires ayant parfois des impacts très lourds pour les populations civiles :
https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/comment-la-france-peut-repondre-aux-besoins-des-populations/

Différentes présentations sur la situation ont été faites à l'échelle française, européenne et en Afrique de l'Ouest. De même, Action contre la Faim a organisé une conférence sur le Sahel au sein de l'Assemblée Nationale française pour impliquer davantage les parlementaires français sur ces questions avec plus d'une centaine de participants et des députés venus du Burkina Faso, de Mauritanie et du Mali pour l'occasion. Enfin, un rapport conjoint entre les ONG Oxfam, Save the Children et Action contre la Faim :
https://data2.unhcr.org/en/documents/download/67165
a été rédigé dans le cadre d'un sommet entre le G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) et les pays membres de l'Alliance Sahel (plateforme de coopération lancée en 2017 par la France, l'Allemagne, l'Union européenne, accompagnée du Programme des nations Unies pour le développement et de la Banque africaine de développement, la Banque mondiale) afin de fournir des recommandations dans ce contexte auprès de nombreuses instances françaises et internationales.

DÉPARTEMENT COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT

Jean-François RIFFAUD,
Directeur Communication et Développement

PARTENARIATS ENTREPRISES & ACTEURS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

En 2018, les entreprises et fondations se sont mobilisées de manière croissante aux côtés d'ACF, en s'engageant à travers des dispositifs variés et en y associant leurs différentes parties prenantes.
300 entreprises et fondations, plus de 7500 collaborateurs, mais également plusieurs agences de l'eau et collectivités se sont investis à nos côtés pour que nous puissions accroître l'impact de nos missions. Ce sont ainsi plus de 5 millions d'euros qui ont été collectés pour financer nos programmes et répondre aux enjeux de la sous-nutrition.
Le développement des opérations (« Le Challenge contre la faim », « Une part en plus » ou « Je-dej'-Je donne »), des dispositifs de dons (micro-dons, arrondis, produits partage…) ou produits sectoriels (finance solidaire) ont permis aux entreprises, salariés, clients, consommateurs, fournisseurs partenaires… de se mobiliser davantage aux côtés d'ACF pour soutenir notre mandat.
En 2018, nous avons également renforcé notre dispositif de mobilisation dans les territoires, en France, à travers la constitution d'un réseau de référents partenariats bénévoles en régions, présents au plus près des territoires et de leurs attentes.
Nous avons également initié et piloté le groupe ACFin chargé de développer les partenariats globaux.

COMMUNICATION

L'année 2018 a débuté par la campagne « Nourrir, ça veut dire… »
- autour des 3 messages : soigner, faire la paix et s'engager - visible en affichage, presse et digital.
Véritable fil rouge de notre communication, chacun des messages a été décliné tout au long de l'année. Ainsi, le mois de l'engagement a eu lieu en juin mettant à l'honneur l'ensemble des actions de mobilisation en France : la course, le challenge, le bénévolat, une part en plus. La thématique-clé de l'année, « faire la paix », a été portée par 3 temps forts : la conférence sur la faim et les conflits à l'Institut du Monde Arabe le 15 juin, l'exposition « Vies au cœur du conflit » du 15 au 21 octobre à Paris et en région avec les délégations, et la campagne #StopHungerCrime du 12 novembre au 10 décembre. Cette dernière a visible par 30 millions de personne dans le monde et a généré une mobilisation historique : 40 célébrités et influenceurs et 535 000 personnes engagées pour dénoncer l'utilisation de la faim comme arme de guerre, ainsi qu'un fort relais médiatique, notamment sur des médias globaux.

Jeunesse et Solidarité

L'année 2018 a été placée sous le signe de l'innovation pour la Course contre la Faim. Nouvelle thématique de sensibilisation : présentés lors des interventions scolaires, les films, tournés en Irak au sein d'un camp de déplacés, ont laissé la parole à ces femmes et à ces hommes, de tous âges, poussés par la guerre à prendre la route de l'exil. Les élèves ont ainsi réfléchi au lien entre guerre et faim, découvert nos activités en santé mentale et compris l'importance d'apporter un soutien psychologique à nos bénéficiaires. Nouvel outil de collecte de fonds : certains lycées ont pu tester notre première version digitale du livret solidaire, l'outil de recherche de sponsors qui ont pu faire leur don directement en ligne. Dans le cadre du Dessin contre la Faim, les élèves ont été invités à décorer des petites cartes postales après avoir visionné un film sur le quotidien de familles en Ethiopie. Toute l'équipe Jeunesse s'est également formé aux techniques d'animation en Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale, dans le but d'améliorer ses outils pédagogiques et de contribuer, par ses interventions, à faire des élèves des citoyens informés, capables de faire des choix éclairés et engagés dans la solidarité. Comme chaque année, nous avons été soutenu par plus de 1 500 équipes pédagogiques partout en France et à l'étranger. Grâce à eux et à l'aide précieuse de plus de 400 bénévoles, 290 000 jeunes ont ainsi eu la possibilité de se mobiliser contre la faim dans le monde et de collecter 3,3 millions d'euros, au profit notamment de nos programmes en Irak, au Népal, à Madagascar et au Pakistan. Un grand merci aux élèves, établissements scolaires, bénévoles, partenaires et donateurs pour leur engagement à nos côtés.

DÉLÉGATIONS

2018 a été marquée par l'ouverture de 2 nouvelles délégations dans les Yvelines et à La Réunion. Près de 200 projets auront vu le jour grâce aux équipes de bénévoles, apportant à l'association une belle visibilité avec plusieurs centaines de retombées médiatiques et permettant de collecter des fonds pour les missions sociales de l'association. Les relations institutionnelles, tissées localement par notre réseau, ainsi que les évènements institutionnels (Campagnes de communication, Course et Dessin contre la Faim, Challenge Interentreprises, opérations de partenariats…) largement relayés par les équipes locales, ont contribué également à augmenter la collecte de fonds et à une sensibilisation massive du grand public au mandat d'ACF, dans les plus grandes villes de France.

Comme chaque année, les délégations bénévoles ont mobilisé les médias et sensibilisé le grand public notamment à l'occasion des Journées Mondiales et le relais de la campagne « Conflits et Faim » ou sur des événements spontanés. Appuyées par les Chargés de Projets Jeunesse, elles ont également sensibilisé plusieurs milliers d'élèves à la problématique de la sous-nutrition par le biais des projets pédagogiques de la Course contre la Faim et du Dessin contre la Faim. Enfin, 10 Challenges Interentreprises ont été organisés dans les délégations, 13 partenariats sportifs ont été créés ou renouvelés cette année et les opérations de partenariats institutionnels ont été portées localement : Je Dej, Je Donne (don de titre restaurant) ou l'Arrondi Solidaire en caisse au sein de certain aéroport.

De nombreux projets menés par les équipes : des conférences animées par des expatriés de retour de mission ou par des experts du siège, des événements sportifs (courses, marches, compétitions de golf, zumba), des événements culturels (pièces de théâtre, comédies musicales), des rendez-vous avec les élus locaux, des partenariats avec des équipes de rugby de haut niveau (Atlantique Stade Rochelais, Lou Rugby, Montpellier Hérault Rugby, etc.) et également, des projets coorganisés avec des étudiants permettant aux délégations de s'insérer au sein d'un nouveau public.

Ces exemples sont le reflet du dynamisme et de l'engament de nos bénévoles pour lutter contre la sous-nutrition et rallier le public à notre cause.

Un immense merci et un grand bravo à tous les bénévoles investis au sein de nos délégations !

MARKETING ET SERVICE RELATIONS DONATEURS

En 2018, la collecte auprès du grand public représente plus de 81% des fonds issus de la générosité publique, soit 35,5 millions d'euros. Cette collecte a

été dynamisée par les fonds récoltés à l'occasion de l'urgence au Yémen. Entre les dons par chèques et sur internet, plus de 900 000 € de dons ont été reçus. Par ailleurs, la collecte de dons lancée sur internet par le journaliste Hugo Clément pour nos programmes au Kasaï a permis de générer 540 000 € de dons.
La collecte brute venant des dons par prélèvement automatique représente 20,3 millions d'€ (soit 57% de la collecte globale) et poursuit sa croissance régulière (+2,5% par rapport à 2017). Cette croissance est due à des investissements constants ou en légère augmentation depuis des années, mais également à beaucoup d'efforts de diversification des canaux de collecte (face à face, téléphone, marketing direct, internet), ainsi qu'à une optimisation des dons effectués par ces donateurs (notamment via des appels téléphoniques proposant d'augmenter le montant du don par prélèvement). La collecte digitale a augmenté de plus de 12%, alors que les dons par chèques ont continué de diminués (-8%). Au global la croissance s'établit autour de 1%, dans un contexte très difficile, tant fiscal que social, et marqué par un recul net pour de très nombreuses associations.

Les dons ponctuels atteignent un total de 13,1 millions (soit 37% de la collecte globale) dont 3,6 millions réalisés sur internet (en croissance de 12,5% par rapport à 2017).
Les libéralités sont en croissance de 10% avec 2,2 millions d'euros collectés en 2018.
Le Service Relations Donateurs a assuré la qualité de la relation avec nos donateurs et du traitement des dons en faveur de l'association.
Ses chiffres clés en 2018 sont les suivants :

- Appels de donateurs : 6 200 par an
- Emails de donateurs : 25 300 par an
- Courriers envoyés par ACF : 22 400 par an
- Courriers de donateurs : 171 000 par an

En 2018, vous avez été plus de 300 000 donateurs à soutenir nos programmes humanitaires. Nous vous remercions pour votre générosité et votre confiance renouvelée.

DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Alice PONSERO,
Directrice Administrative
et Financier

___ SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DE LA DAF

Dans la préparation du développement de notre nouveau système d'informations Finances, l'année 2018 a été une année de stabilisation, amélioration et formalisation de nos processus, outils et modes de gestion récemment déployés. La direction a été très mobilisée dans le suivi des projets majeurs transversaux (échange de pays avec les Etats-Unis, ACF-Dev) et de plus en plus sollicitée sur des audits, en raison de l'exigence croissante de redevabilité des bailleurs.

___ OUTILS FINANCIERS ET PROJETS

L'objectif de rendre les missions plus autonomes et plus responsables en matière de gestion financière et de faire monter en puissance le pilotage financier au niveau régional reste d'actualité en 2018. C'est la raison pour laquelle le vaste projet d'accompagnement (adaptation des processus de gestion et des outils, stratégie de formation avec une équipe de formateurs finance terrain dédiés aux missions, mise en place d'indicateurs de pilotage financier, etc.) lancé en 2017 s'est poursuivi cette année.

___ PROJET UNIFI

Dans la poursuite de l'autonomisation et la responsabilisation des missions, Action contre la Faim met en œuvre un projet majeur de modernisation des outils informatiques qui permettra à l'Association de disposer en 2020 d'un Système d'Informations Finance unique siège/terrain et performant. L'objectif est de renforcer le pilotage sur l'ensemble des thématiques financières (comptabilité générale, trésorerie, gestion des contrats, pilotage budgétaire, etc.) dans un contexte de croissance de l'activité et de contraintes de gestion de plus en plus complexes (nouveaux types de bailleurs ou nouvelles attentes, développement des partenariats/consortiums par exemple). A la fin de l'année 2018, un chef de projet a été recruté et l'intégrateur de la solution choisie a été sélectionné suite à une phase d'appel d'offres.

___ AMÉLIORATION DES OUTILS DE PILOTAGE FINANCIER AU SERVICE COMPTABILITÉ :

En 2018, le service comptabilité a travaillé à une analyse de l'exposition aux risques de change et à la mise en place d'un dispositif de maîtrise des risques. C'est un sujet d'importance pour l'Association car les variations de change ont un impact direct sur les charges et les produits de l'association, en raison notamment : de la signature des contrats et financements de projets en devises étrangères, de dépenses en monnaie locale, du décalage des dates entre la signature d'un contrat et la date d'encaissements des fonds, etc. Le travail sur cette thématique se poursuivra en 2019.

Par ailleurs, l'équipe a eu l'occasion de monter en compétence sur l'analyse financière, par exemple, au sujet du suivi des créances bailleurs.

LES PROJETS INTERNATIONAUX DU RÉSEAU ACF

Le transfert des prêts d'ACF Développement à ACF Allemagne et ACF Italie a eu lieu. Il est accompagné d'un suivi financier accru assuré par ACF France, un membre du Conseil d'administration d'ACF France siégeant au sein des Conseils d'administration d'ACF Allemagne et d'ACF Italie.

En 2018, les équipes ont préparé le transfert, effectif en 2019, de la gestion de l'Ethiopie d'ACF France vers ACF US, ainsi que la transmission du Nigeria et du Pakistan par ACF US vers ACF France.

FEUILLE DE ROUTE 2019

Le développement de l'outil UNIFI est le projet prioritaire de la DAF en 2019 afin de préparer le déploiement début 2020. Il mobilisera non seulement les équipes finances mais également la logistique, les systèmes d'information, les achats et les ressources humaines.

L'échange de pays avec les Etats-Unis sera finalisé (Ethiopie, Nigeria, Pakistan).

La direction travaillera également à l'ajustement du cadre financier d'ACF afin de prendre en compte le nouveau règlement comptable applicable aux organismes privés à but non lucratif à partir de 2020.

Enfin l'équipe sera également mobilisée dans le lancement de nos activités sous forme de sectorisation.

DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Florence HORDERN,
Directrice des
Ressources Humaines

“

L’année 2018 a été une année chargée pour la Direction des Ressources Humaines : passage au CSE et mise en place d’un accord de fonctionnement, révision de la grille salariale du siège et de la classification, passage de l’impôt à la source, reprise du partenariat avec l’université Deakin (Australie) pour le programme de leadership humanitaire (PLH), mise en place d’un plan d’action pour améliorer le climat social, suivi du chantier Rôles et Responsabilités…

Une activité RH importante, pour une direction au service des opérations et des différents départements de l’association. Des chantiers très importants encore à venir.

”

GESTION SOCIALE ET PILOTAGE

Chiffres et tendances clés 2018

- Effectif siège et internationaux à fin 2018 :

  - À date : hausse de l'effectif salarié sous contrat ACF FR entre le 31/12/2016 et le 31/12/2018 : +1,2% au global avec de fortes disparités siège (+3,7%) / terrain (-2,3%)
  - En moyenne annuelle 2016/2018 : -2 % au global avec de fortes disparités siège (+5.5%) / terrain (-11.3%).
  - Entre 2017 et 2018, le taux d'évolution globale est de -2 % dont siège + 2 % et terrain - 7%, la tendance s'inverse donc dans la mesure où la hausse du siège décélère.
  - À noter que l'effectif ci-dessus inclus CDI et CDD pour le siège. La part des CDD a augmenté.

Pour le siège :

La hausse de l'effectif sur décembre 2017- 2018 est due à l'accroissement du nombre de CDI (passant de 205 à 222 soit une hausse de 8%) ; l'effectif CDD tout en restant élevé a au contraire beaucoup reculé (87 en décembre 2018 versus 100 en décembre 2017 soit une baisse de 13%)

Pour le terrain :

La relative stabilité voire baisse des effectifs terrain doit être modérée par le fait que ces indicateurs ne prennent en compte que le personnel international et que nous menons une politique de « nationalisation » des postes.

- Turn over :

  Le turn over siège (CDI) est à 19,7% à peu près stable (19.9 % en 2017, 18.6% en 2016).
  L'ancienneté moyenne des salariés internationaux est stable (2.3 ans en moyenne en 2016 pour 2 ans en moyenne en 2017, 2.2 ans en moyenne en 2018)

Le service gestion administrative et paie, reste à un haut niveau d'activité (226 entrées et 229 sorties siège, 262 entrées et 262 sorties de salariés internationaux).
Les service GSP a renouvelé une partie de ses effectifs suite notamment à des mobilités internes et projets de reconversion professionnelle, l'adjoint responsable de service a donc pris ses fonctions en cours d'année.
Du fait de la recherche de diversité lors des recrutements siège, le service a été amené à gérer de plus en plus fréquemment des introductions de travailleurs étrangers mettant en place pour la première fois l'obtention du « passeport talent », une procédure très complexe..
Comme l'ensemble des employeurs avec la spécificité d'une situation fiscale complexe pour nos personnels internationaux, nous avons mis en place le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.
Le projet « Archivage électronique » a été mené à bien avec les moyens généraux et nous permettra dorénavant de disposer des documents essentiels sous forme électronique.

L'actualité sociale, la gestion du dialogue social ont été particulièrement chargée :

- LE CSE a été mis en place dans le cadre des ordonnances Macron donnant lieu à l'organisation d'une élection des représentants au CSE, la négociation de l'accord de fonctionnement du CSE et l'arrivée de délégués syndicaux.
- Le projet rémunération siège a abouti avec la signature d'un accord révisant l'accord de 2012 sur les rémunérations et la classification des emplois au siège.
- Plusieurs consultations sur des réorganisations de département ou de service ont été organisées.
- Des négociations annuelles obligatoires avec les délégués syndicaux ont permis, entre autre, d'amender certains éléments de l'accord 35H.

RECRUTEMENT ET MOBILITÉ

L'année 2018 est tout d'abord marqué par la réalisation de 537 recrutements internationaux et siège. L'organisation de l'activité par filière métier confirme son intérêt sur la visibilité et la connaissance des

talents internes, avec 52% des recrutements réalisés via notre vivier interne actif ou en poste. Sur les 537 recrutements réalisés, 40% ont été réalisés pour des postes sièges. 2018 est marqué par deux tendances.

1. Tout d'abord, le niveau d'expertise et d'exigence des postes internationaux et siège augmente. Cela se traduit par la diminution des postes internationaux dit « d'entrée » ou « junior » (les postes internationaux diminuent de 7% et la durée de contrat de ces postes passe de 7.8 à 9 mois, lié à une part plus grande en coordination) et les postes siège augmentent (augmentation de 5%, majoritairement des postes d'expertise).
2. A l'inverse, le temps de recrutement est toujours plus réduit et passe à 39.5 jours. Associé à une plus grande complexité des recrutements (dû au niveau d'expertise attendu plus élevé) et un marché de l'emploi toujours tendu au niveau international et pour certaines filières du siège, la charge de travail du service recrutement et mobilité demeure identique aux précédentes années, avec en 2018 623 demandes de recrutements traitées.

Le service recrutement et mobilité confirme aussi son avancée dans les nouvelles technologies de recrutements et la recherche proactive de candidats sur les réseaux professionnels. Ainsi en 2018, 1992 profils ont été étudiés de façon proactive grâce à notre licence recruteur LinkedIn, le nombre de membres sur notre page carrière LinkedIn a doublé (atteignant 46 489 membres aujourd'hui) et 97 de nos collaborateurs recrutés ont été « influencés » via cette plateforme.

2018 a aussi été marqué par la mission « conseil à l'organisation du travail » pour le siège. Le service aura accompagné les managers dans la réorganisation du département logistique et département financier.

Cette année encore nous sommes intervenus sur plusieurs forum d'emploi généralistes (Paris pour l'emploi, forum des carrières SciencesPo, Forum de l'alternance), humanitaires (salon de l'humanitaire d'Annemasse, salon Bioforce Lyon et Dakar) et interventions écoles (3A, Paris Sorbonne, École des hautes études de santé publique de Paris, AgroParisTech, école nationale supérieur agronomique de Toulouse, etc…).

2018 a enfin été marquée par la création et le déploiement d'une nouvelle méthodologie de classification des postes siège, répondant aux besoins et à l'identité de l'organisation. Créée autour de l'analyse des niveaux de responsabilité et d'autonomie des postes, cette méthodologie inédite permet un positionnement des postes au plus proche de leur réalité d'exercice, lors de comité mixtes composés de professionnels RH et du manager du poste. 84 postes ont ainsi été étudiés et positionnés avec les managers depuis le lancement de cette méthode.

FORMATION

En 2018, 315 salariés du terrain et du siège ont été formés dans le cadre des dispositifs SpeCs (formation métier à destination du personnel terrain) ainsi que dans le cadre du plan de formation (personnel siège).

En collaboration avec le service sécurité ont été organisées en 2018, des formations pilotes de type HEAT (Hostile Environnent Awareness Training). L'objectif est de renforcer la préparation des équipes d'ACF aux risques sécuritaires par le biais de formations dédiées. Ces pilotes ont permis un déploiement généralisé de ces formations, en 2019, pour le personnel expatrié et siège intervenants sur les zones sécuritaires classées rouges et noires.

Le contrat avec notre partenaire Cross-knowledge a été renouvelé pour trois ans. Ce partenariat donne accès à l'ensemble de nos salariés siège et terrain à la plateforme e-learning Talent Bridge. Cette plateforme héberge des modules de formation en ligne spécifiques à ACF ainsi que des contenus « Cross-knowledge sur des contenus dits de « soft-skills ».

En fin d'année, le Programme de Leadership Humanitaire, géré en partenariat entre ACF, l'université de Deakin et le Centre de Leadership Humaniatire, a été relancé. Financé par OFDA jusqu'en 2021, l'objectif du projet est la traduction et la contextualisation aux régions humanitaires francophones de la formation

HLP (Humanitarian Leadership Program), développée initialement en anglais pour des humanitaires anglophones. L'objectif du projet est de promouvoir et d'ouvrir cette formation aux salariés d'ONGs en Afrique francophone ainsi qu'à Madagascar et Haïti.

STRESS ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

En plus de l'activité régulière de briefing, débriefing, soutien des expatriés au cours de la mission, et la gestion des incidents critiques de sécurité ; l'année 2018 a principalement été tournée vers la mise en place d'un poste de psychologue pour les salariés centrafricains. Il s'agit d'un projet innovant, à l'initiative d'ACF et en partenariat avec 3 autres ONG internationales présentes en Centrafrique. Le psychologue est sur place pour un an et a pour mission de soutenir nos collègues dans un contexte de conflits répétés : gestion des incidents de sécurité, renforcement des capacités de gestion du stress, psychothérapie individuelle… Ce projet est accompagné d'une recherche scientifique sur les psychotraumatismes des travailleurs humanitaires, qui devrait aboutir en 2020.

PROJETS RH

Le processus des voies de recours pour résoudre les problèmes entre employeur et employés a été formalisé et transmis à l'ensemble des missions et au siège. Des séances d'information ont été organisées au siège, à charge pour chaque mission d'organiser des sensibilisations. Un module e-learning a été élaboré par l'équipe formation ; il fait partie intégrante du parcours d'intégration des nouveaux collaborateurs d'ACF.

L'enquête sociale organisée fin 2017 auprès de tous les collaborateurs d'ACF France a fait l'objet d'une analyse effectuée par Delphine Taglang (Référente RH régionales) et présentée sous forme de rapports. Le délai de traitement est notamment dû au départ de la Psychologue en charge des RPS, ainsi que de difficultés à récupérer les données. Le diagnostic pour le siège a donné lieu à l'établissement d'un plan d'action concerté entre le COMEX et le CSE, afin d'améliorer le climat social. En ce qui concerne les missions, seulement 7% des salariés nationaux ont répondu à l'enquête, ce qui n'offre pas un échantillon suffisamment représentatif pour dégager des tendances spécifiques. Les analyses concernant le terrain sont donc soit globales, soit relatives aux expatriés. Les résultats clés ont été transmis aux Directeurs pays, aux Responsables de Département RH et seulement aux expatriés présents sur le terrain au moment de l'enquête.

RH ACCOMPAGNEMENTS ET DÉVELOPPEMENT

Courant 2018, une mise en invalidité a mené à l'aménagement d'un poste RDS RH, et, plus précisément, à la création du poste à mi-temps de Référent RH Accompagnement et Développement.
En plus de la gestion des dispositifs d'accompagnement individuel de type Coaching, ou Bourses formation expatriés, ce poste reprend la responsabilité de Référent Handicap interne. Ceci permet, d'une part, un support immédiat et personnalisé aux salariés siège en situation de handicap, et, d'autre part, la révision et l'enrichissement de la politique ACF en matière de handicap.
L'autre volet du poste est dédié à des études approfondies de dispositifs RH.
Enfin, le volume de coaching individuel a été assez moyen en 2018, avec 4 accompagnements siège et 1 terrain.
Par contre, le dispositif Bourses formation expatriés a été plus performant, avec 14 expatriés ayant effectivement utilisé leur bourse. Et pour des formations, majoritairement online, très variées, de courtes à des Master, de techniques à des compétences transverses. En 11 ans, ACF aura soutenu le développement des compétences de 130 boursiers expatriés !

DÉPARTEMENT LOGISTIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION

Jean Baptiste LAMARCHE,
Directeur Logistique et
Systèmes d'Information

> 2018 a de nouveau été une année très riche en réalisations pour le département Logistique et Systèmes d'Information.

FAITS MARQUANTS EN 2018

PLAIDOYER LOGISTIQUE

Suite aux différentes initiatives de plaidoyer logistique lancées depuis le World Humanitarian Summit en 2016 et à l'étude sur les Dépenses de la Chaine d'Approvisionnements et les Opportunités d'Investissements sur la Préparation de Réponses aux Urgences en 2017, nous sommes intervenus dans de nombreuses conférences (Forum Espace Humanitaire, Humanitarian Network Partnership Week, Conférence Nationale Humanitaire, Global Conference 'Preparing for Shock : Is Preparedness the New Frontier?', etc…).
Les résultats de l'étude confirment que 60 à 80% des fonds humanitaires sont pilotés par la Logistique, que 1€ investi en préparation de réponse aux urgences peut économiser 7€ lors de la réponse, et que la mutualisation des ressources représente une poche d'optimisation importante des fonds disponibles.
L'ensemble de ces éléments nous ont amené aux conclusions que (1) la logistique est un secteur stratégique pour l'humanitaire et (2) qu'il y a une grande capacité d'augmenter l'impact humanitaire à travers une meilleure gestion des fonds existants, et donc les efforts à fournir ne doivent donc pas uniquement se concentrer sur la recherche de fonds.
Ces présentations ont suscité beaucoup d'intérêts et de nombreuses sollicitations ont été activées, notamment auprès des bailleurs de fonds.

Politique et mesure de la performance achats

Mise à jour de la politique achats siège et terrain d'ACF. Elle est basée sur une double ambition :

- Assurer une réponse globale, stratégique et opérationnelle, aux besoins des missions et du siège
- Impacter positivement les bénéficiaires et les économies des pays dans lesquels l'organisation intervient

Pour y parvenir, 3 piliers ont été définis : Acheter efficacement, au fournisseur adéquat, de manière responsable.

Amélioration de la chaine d'approvisionnement médicale

en collaboration avec la DEP et la DO pour accompagner la croissance d'activité des programmes Nut-Santé:

- Développement de procédures standards régissant les étapes clés de mise à disposition de produits médicaux sur les missions : de l'évaluation des besoins à la dispensation dans les centres de santé, en passant par l'achat, le stockage ou encore la gestion de l'assurance qualité.
- Développement d'un panel de solutions permettant de répondre aux enjeux particuliers de l'approvisionnement médical (accord cadres fournisseurs, stock décentralisés, Tulipe, mécanismes financiers, etc…)
- Contribution à l'évolution des outils (catalogue, mouli-medocs, Link, coordination opé/log, etc…)

A fin 2018, les mesures d'amélioration sont en cours de déploiement et les premiers résultats tangibles obtenus sur la réduction des délais de livraisons.

Formation des logisticiens terrain

Avec le souci constant d'accompagner au mieux les programmes, et pour cela de disposer des compétences nécessaires au sein des équipes logistiques, nous avons finalisé notre « parcours de formation » pour les managers logistiques. La 1° brique permet aux nouveaux managers de « réussir leur prise de poste », grâce à une formation e-learning qui les accompagne dès leur arrivée. La 2° partie s'attache à leur donner des clés pour « piloter leur activité logistique », via une formation en présentielle, basée sur des échanges entre pairs et de nombreux cas pratiques.

Lancement du projet de décentralisation des stocks

En 2018, une avancée majeure a été faite sur le projet de stock décentralisé. Ce projet innovant a pour but de donner plus d'autonomie et des moyens aux missions. En constituant le stock de produits stratégiques, permettant aux équipes terrain de démarrer le projet

le jour de la signature de contrat avec les bailleurs.
En 2018, un projet pilote a été mené au Yémen avec succès. Fin 2018 nous avions déjà 5 nouveaux pays candidats qui souhaitent bénéficier du même type de stocks.

Partenariats

En partenariat avec CMA CGM, 75 containeurs EVP (équivalent vingt pieds) ont été mobilisés à titre gracieux vers diverses destinations comme la RDC, le Bangladesh, le Sud Soudan, la Somalie et le Myanmar.
Nous avons signé un accord de partenariat pour les 5 prochaines années avec la Fondation Airbus. Les principaux supports sont du transport aérien par avion et hélicoptère, de l'imagerie satellitaire et de l'innovation.
Nous avons bénéficié des dons de Kits médicaux d'urgence de l'Association TULIPE. Ces kits ont permis de répondre aux besoins urgents au Tchad.
Participation aux projets transverses pour y apporter les contributions LogSI, notamment sur les projets suivants :

a. Projet « Rôles et Responsabilités » sur le stream sécurité,
b. Diagnostic des capacités d'ACF à mettre en place des projets de distribution monétaire (CBI),
c. Groupe de travail au sujet des « services mutualisés » fournis par le cluster logistique.
d. Déploiement de la nouvelle Réglementation Générale sur la Protection des Données (RGPD)

Focus sur l'Infrastructure et les Systèmes d'Information

Dans la stratégie de digitalisation des process de travail d'ACF, nous avons lancé le projet de structuration des activités Infrastructures et Systèmes d'information avec la création d'une Direction Déléguée. Cette réorganisation a pour but d'augmenter la performance de gestion des activités et des projets SI en cours.

- Le projet LINK (SI Supply chain des missions) a développé un lot de fonctionnalités majeures avec la réception et facturation des achats, l'expédition des biens et leur livraison aux programmes sur le terrain. Ces fonctions complètent le module achat déjà implémenté et préparent la gestion des stocks qui sera finalisée en 2019. En parallèle des développements, les équipes logistiques ont poursuivi le déploiement de l'outil sur le terrain, atteignant désormais 1300 utilisateurs sur 30 missions (ACF-FR et US). Enfin, le projet d'ouverture de l'application LINK à d'autres ONG a vu ses premiers partenariats se concrétiser avec la réalisation d'une étude de faisabilité pour Handicap International, puis la préparation d'une plateforme inter-ONG avec Handicap International et Médair qui sera lancée début 2019. Cette plateforme permettra de mutualiser les coûts d'utilisation de l'outil et de développer de nouvelles fonctionnalités.

- UNIFI (ERP finance), un gros travail a été fait sur l'analyse des besoins métiers, l'étude, la conception et la sélection de prestataires. Ce travail nous a permis de structurer le projet afin de mieux démarrer la mise en œuvre en 2019.
- E-archiving a été déployé en 2018. L'objectif était d'assurer dès fin 2018 la conservation électronique de tous les documents à valeur probante, Siège ou Missions, pour une meilleure préparation aux audits des bailleurs.
- Notilus a également été mis en production en juin 2018. Un outil web qui permet de faire une demande de déplacement, l'envoyer au bureau des départs pour une réservation et puis, suivre le statut de la demande. 3 500 demandes traitées en 7 mois, 650 000 € de factures rapprochées aux demandes d'achat en « quelques » clics.
- Ovide, notre site de recrutement, a été ouvert au terrain. Un pilote a été mis en place au Yémen pour le recrutement des expatriés et des cadres nationaux.
- NoHungerForum, notre intranet, continue son expansion. Nous avons déployé une nouvelle page d'accueil. Nous avons créé une nouvelle page « ACF HALL » avec déjà une quarantaine d'annonces. Le nombre d'utilisateurs des Systèmes d'Information a augmenté en 2018. Nous avons vu un ancrage plus fort, notamment au niveau collaboratif et partage des données. Il est important de noter une forte augmentation d'utilisation par les missions.

- Accompagnement de la transformation numérique dans nos missions : formations aux outils de collecte de données sur tablette/téléphone, mise en place d'un serveur pour centraliser les données collectées (plus de 80 000 enquêtes en 1 an), appui méthodologique aux projets SI issus du terrain.

CHIFFRES CLÉS EN 2018

Service Achats

- Le Service Achats a continué d'accompagner les services et départements du siège dans leurs achats, en étant présent sur un peu moins de 100 dossiers pour un volume supérieur à 13M€ en 2018.
- Le Service Achats a aussi apporté un support ponctuel aux missions, notamment avec un déplacement en République Démocratique du Congo pour participer à la définition de la stratégie achats de la mission.

La performance Achats 2018 est évaluée à 68%, en légère baisse par apport à 2017 (74%). ACF a ainsi optimisé 13 millions d'euros de prestations, limité les risques liés à ces dépenses, et réalisé des économies conséquentes.

Service Approvisionnements et Expéditions

- 3.8 M€ de volume financier, soit une baisse de 27% par rapport à l'année précédente,
- Faible augmentation en nombre de commandes avec 3622 lignes, soit plus de 2% par rapport à 2017,
- En revanche plus 15% de commandes médicales traitées en 2018, par rapport à l'année précédente.

Ces chiffres dessinent la future tendance des achats internationaux, qui vont se concerter principalement sur les achats stratégiques comme les médicaments et les produits nutritionnels.

Service Logistique Support Missions

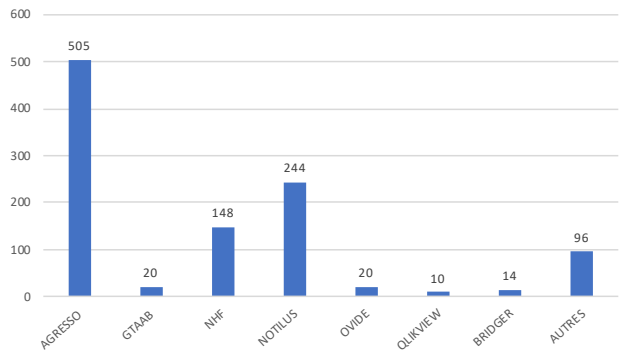
L'utilisation et le développement du logiciel de gestion de la Chaine d'Approvisionnements Link a continué de croître. A ce jour près de 1500 salariés ACF utilisent le Link, contre respectivement 500 et 900 en 2016 et 2017. Les déploiements ont donc continué à plein régime, avec pas moins de 14 formations organisées sur les missions.

Service Infrastructures

Le Service Infrastructures a renouvelé son accord de partenariat pour assurer le support ICT des missions ACF US et signé un accord similaire avec l'Inde.
2018 a vu l'organisation d'un Workshop ACF IN (8 FR, 18 US et 4 SP) à Nairobi toujours avec l'appui du bureau régional d'ACF-Kenya.
Plus de 800 ordinateurs ont été préparés (siège et terrain) soit une baisse d'environ de 20 % à la fois due à des achats locaux en urgences (Bangladesh) mais également liée au cycle de vie des laptops (4 ans).
L'optimisation des coûts internet continue à travers le déploiement, sur 4 missions pilotes (AF, BD, JO et SL), de nouveaux équipements qui permettront de mieux contrôler les flux et les bandes passantes sur les missions.
Démarrage du projet de Mise aux Standards Électriques (Electrical upgrade) visant à sécuriser les installations des bâtiments loués par ACF. Ce projet sur 3 ans (2018-2020) a nécessité la mise en place d'une équipe au sein du Service.
Le nombre d'électriciens présents sur les missions est de 7 personnes. Le support aux activités programmes a vu une forte croissance sur la fin d'année, particulièrement sur les énergies renouvelables.

Support Gestionnaires des Systèmes d'Information

1071 demandes de support ont été résolu par l'équipe GSI en 2018.



Services Généraux

L'équipe des services généraux a changé de Responsable de Service en Mai 2018.

120 mètres linéaires d'archives ont été envoyés chez notre prestataire, 110 ml d'archives anciennes ont été éliminés et 70 nouveaux versements enregistrés. Au 31/12/2018, il y avait 2556 cartons stockés chez notre prestataire, soit plus de 1,25 km d'archives. Toute l'équipe du département Logistique et Systèmes d'Information reste pleinement mobilisée pour apporter ses contributions à la mise en œuvre du mandat d'ACF.

SIGLES COURAMMENT UTILISÉS CHEZ ACF

AAH UK / US	Action Against Hunger UK/US
ACFIN	AcF international (Réseau international d'AcF)
ACH	Accion contra el Hambre Espagne
Admin	Administrateur
ADRO	Adjoint Directeur Régional Opérationnel
AG	Assemblée Générale
CA	Conseil d'Administration
CAC	Commissaires aux comptes
Capacity building	Renforcement de capacités locales (formation, suivi, ...) dans un but d'autonomisation.
CE	Comité d'entreprise
ComDev	Département Communication et Développement
Comex (anciennement Comdir)	Comité de Direction
DIH	Droit International Humanitaire
DRU	Donors Relation Unit
DO ou DirOpé ou DOP(É)	Directeur des Opérations
DP ou CD (en anglais) [anciennement CDM]	Directeurs Pays/Country Directors [Chefs de mission)
DP-CE	Délégués du Personnel / Comité d'Entreprise
DRO (ROD en Anglais)	Directeur Régional Opérationnel/Regional Operations Director
EAA	Entretien Annuel d'Appréciation
Expats	Expatriés (volontaires sur les missions)
FS ou Food Sec	Food Security = Sécurité alimentaire
GSP	Gestion Sociale et Pilotage

HOM	Head Of Mission
IEC	International Executive Committee (réunion trimestrielle de coordination des 5 Directeurs internationaux)
IMG	Groupes des directeurs de départements de chaque siège
IRP	Instances représentatives du personnel
JVA	Journée de la Vie Associative
Log	Logisticien / Logistique
MoU	Memorandum of Understanding
NAO	Négociations Annuelles Obligatoires
NDF	Notes de frais
Nut	Nutrition
POA	Plan d'actions
RDD (HOD en Anglais)	Responsable de département / Head of Department
RDS	Responsable de service (Siège)
RIG	Réunion d'Information Générale
SAME	Sécurité alimentaire et moyens d'existence
SEMCA	Séminaire de Conseil d'Administration
SEMDEP	Séminaire de département
SMPS	Santé Mentale & Pratiques de Soins Infantiles
TOR	Terms of reference/Termes de référence
VA	Vie Associative
WASH	Water, Sanitation, Hygien = EAH = Eau, assainissement, hygiène

ANNEXES ACRONYMES ACF

GLOSSAIRE NUT

FRANÇAIS	ANGLAIS
Accès aux aliments	Accessibilty (Food)
Activité génératrice de revenu (AGR)	Income Generating Activity (IGA)
Acteurs / Parties prenantes / Partenaires	Stakeholders
Aide Alimentaire	Food Aid
Allaitement maternel	Breastfeeding
Allaitement Maternel Exclusif	Exclusive Breastfeeding
Alimentation complémentaire	Complementary feeding
Aliments Composés Enrichis	Fortified Blended Food (FBF)
Alimentation de complément	Complementary food
Aliments de supplémentation	Supplementary Food
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)	IYCF (Infant & Young Child Feeding)
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence	IFE (Infant Feeding in Emergency)
Aliments Prêts à l'Emploi	RUF (Ready to Use Food)
Aliment Complémentaire prêt à l'Emploi (ACPE)	RUCF (Ready to Use Complementary Feeding)
Lait pour Nourrissons Prêts à l'Emploi (LANPE)	RUIF (Ready to Use Infant Formula)
Aliments Supplémentaires Prêts à l'Emploi (ASPE)	RUSF (Ready to Use Supplementary Food)
ATPE (Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi)	RUTF (Ready to Use Therapeutic Food)
AMAI (Initiative de plaidoyer sur la malnutrition aigue)	AMAI (Acute Malnutrition Advocacy Initiative)
Anthropométrie	Anthropometry
AVAI (Années de vie ajustées sur l'incapacité)	DALY (Disability Adjusted Life Years)
Besoins Énergétique Minimums	Minimum Energy Requirements
Carence en micronutriments	Micronutrients Deficiency
Centre de Dépistage Volontaire (CDV)	Voluntary Counselling and Testing (VCT)
Communication pour les Changements de Comportement (CCC)	Behaviour Change Communication (BCC)
Conseil/ soutien	Counselling
Coupon «produits frais»	Fresh food voucher
Diarrhée	Diarrhoea
Disponibilité alimentaire	Availability (Food)
Dispositif de suivi	Monitoring
Distribution de couverture	Blanket distribution
Distribution (de denrées) Alimentaire Générale	General Food Distribution (GFD)
Donneurs de soins/ Personne qui prend soin de (l'enfant)	Caregiver

FRANÇAIS	ANGLAIS
Emaciation	Wasting
Enquête	Survey
Entretien préparatoire au dépistage VIH	Counselling (in HIV testing)
Etat Nutritionnel	Nutritional Status
Evaluation (de besoins, des demandes, des acteurs...)	Assessment
Evaluation (nutritionnelle)	Evaluation (Nutritional)
F75	F75
F100	F100
Faim	Hunger
Filets de protection	Safety Nets
Fournisseurs de soins de santé/ ceux qui délivres les soins de santé	Healh Care Providers
Hygiène	Hygiene
Incidence (taux)	Incidence (rate)
Indice de Masse Corporelle	Body Mass Index
Initiative Hôpital Ami des Bébés	Baby-Friendly Hospital Initiative(BFHI)
Insécurité Alimentaire	Food Insecurity
Insuffisance Pondérale	Underweight
Insuffisance Pondérale à la Naissance/ Petit poids de naissance	Underweight at birth/ Low birthweight
Interventions monétaires	Cash based interventions
Kwashiorkor	Kwashiorkor
Kwashiorkor marasmique	Marasmus-kwashiorkor
Lait maternisé	Infant formula
Malnutrition Aiguë/ Sous-nutrition Aiguë	Acute Malnutrition/ Acute Under-Nutrition
Malnutrition Aiguë Globale (MAG)	Global Acute Malnutrition (GAM)
Malnutrition Aiguë Modérée (MAM)	Moderate Acute Malnutrition (MAM)
Malnutrition Aiguë Sévère (MAS)	Severe Acute Malnutrition (SAM)
Malnutrition Chronique/ Sous-Nutrition Chronique	Chronic Malnutrition/ Chronic Under-Nutrition
Médicaments essentiels	Essential medicines
Ménage	Household
Maladie infectieuse	Infectous disease
Macronutriments	Macronutrient
Marasme	Marasmus

ANNEXES ACRONYMES ACF

GLOSSAIRE NUT

FRANÇAIS	ANGLAIS
Micronutriments	Micronutrients
Morbidité (taux)	Morbidity (rate)
Mortalité (taux)	Mortality (rate)
Moyens d'existence	Livelihood
Articles non Alimentaires	Non Food Items (NFI)
Nourrisson	Infant
Nourriture contre travail	Food for work
Nouveau-né	New born
Nutriments	Nutrients
Nutrition	Nutrition
Obésité	Obesity
OEdème (bilatéral en godet ou nutritionnel)	Oedema (bilateral pitting or nutritional)
Paquet minimum de pratiques de soins infantiles	Basic package of Child Care Practices
Paquet minimum de santé	Essential Health Care Package/ Basic package of Health services
Paquet minimum VIH pour la Nutrition	HIV minimum package for Nutrition
Personnes vivant avec le VIH (PVVIH)	People Living With HIV/AIDS (PLWHA)
Plaidoyer	Advocacy
Pratiques de soins	Care Practices
Prévention de la Transmission Mère Enfant (PTME)	Prevention of Mother to Child Transmission (PMTCT)
Périmètre brachial	MUAC (Mid-Upper-Arm-Circumference)
Petit poids de naissance/ Insuffisance Pondérale à la Naissance	Low birthweight/ Underweight at birth
Piliers du Système de Santé	Health Strengthening Building Blocks
Prévalence (taux)	Prevalence (rate)
Prévention	Prevention
Prise en Charge à base Comunautaire de la Malnutrition Aiguë (PCMA)	Community-Based Management of Acute Malnutrition (CMAM)
Prise en Charge Ambulatoire (*cf tableau ci-dessous)	Outpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA)/ Intégration de la PCMA	Integrated Management of Acute Malnutrition (IMAM)
Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë chez les Nourrissons	Management of Acute Malnutrition in Infants (MAMI)
Prise en charge hospitalière (*cf tableau ci-dessous)	Inpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME)	Integrated Management of Childhood Illness (IMCI)
Programme argent contre travail	Cash for work programme
Rapport/ Indice Poids-Age	Weight-for-Age Index (WFA)

FRANÇAIS	ANGLAIS
Rapport/ Indice Poids-Taille (z-score et pourcentage de la médiane)	Weigth-for-Heigth Index (z-score & median percentage)
Rapport/ Indice Taille-Age	Height-for-Age Index (HFA)
Retard de Croissance	Stunting/ Growth retardation
Retard de Croissance Intra Utérin	Intra Uterin Growth Restriction
Santé	Health
Santé Communautaire	Community Health
Santé Publique	Public Health
Sécurité Alimentaire	Food Security
Serum de Réhydratation Oral (SRO)	Oral Rehydratation Solution (ORS)
Sevrage	Weaning
Soins de Santé Communautaire	Community Health Care
Soins de Santé de base	Health Package
Sous Alimentation/ Faim chronique	Undernourishment/ Chronic Hunger
Sous-nutrition	Undernutrition
Sous-nutrition maternelle	Maternal Under-Nutrition
Standards SPHERE (Projet SPHERE)	Sphere Standards (Sphere Project)
Substitut de Lait Maternel	BreastMilk Substitute (BMS)
Suralimentation	Overnutrition
Surpoids	Overweight
Surveillance épidémiologique	Epidemiological surveillance
Surveillance (Nutritionnelle)	Surveillance (Nutritional)
Système d'Alerte Précoce	Early Warning System
Système de Santé	Health System
Système de soins	Healh Care System
Taux de létalité	Case fatality rate
Technique de Succion par Supplémentation (TSS)	Supplementary Suckling Technique (SST)
Test de l'appétit	Appetite test
Transferts monétaires	Cash grants Cash transfers
Coupons	Vouchers
VIH/ SIDA	HIV/ AIDS
Vulnérabilité	Vulnerability

Action contre la Faim, 14/16 Boulevard Douaumont - CS 80060, 75854 PARIS CEDEX 17
Tél.: 01 70 84 70 70 - Fax : 01 70 84 70 71
Association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique par décret du 18 avril 1994
Commission paritaire n°0714H86186-ISSN1607-0569

Crédits Photographies :
Couverture - © Lys Arango pour Action contre la Faim ; P13 - © Florian Sériex pour Action contre la Faim ; P17-©Christophe Da Silva/Hans Lucas pour Action contre la Faim ; P21-©Sandra Calligaro pour Action contre la Faim ; P23 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ; P39 - © Sandra Calligaro pour Action contre la Faim ; P41 - © Sébastien Duijndam pour Action contre la Faim ; P43 - © Jean-Luc Luyssen pour Action contre la Faim ; p45 - © Fabien Touzard pour Action contre la Faim ; P47 - © Sébastien Duijndam pour Action contre la Faim ; P48 - © Mouna Moussa pour Action contre la Faim ; P49 - © Mouna Moussa pour Action contre la Faim ; P51 - © Léa Vollet pour Action contre la Faim ; P54 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ; P59 - © Agnès Varraine Leca pour Action contre la Faim ; P61 - © Sébastien Duijndam pour Action contre la Faim ; P63 - © Kathleen Prior pour Action contre la Faim ; P64 - © Daniel Burgui Iguzkiza pour Action contre la Faim ; P67 - © Eduardo Diaz pour Action contre la Faim ; P71 - © Guillaume Binet pour Action contre la Faim ; P73 - © Mouna Moussa pour Action contre la Faim ; P74 - © Samuel Hauenstein Swan pour Action contre la Faim ; P76 - © Florian Sériex pour Action contre la Faim ; P78 - © Mouna Moussa pour Action contre la Faim ; P89 - © XXXXX pour Action contre la Faim ; P93 - © Sébastien Duijndam pour Action contre la Faim ; P95 - © Guillaume Binet pour Action contre la Faim ; P105 - © Florian Sériex pour Action contre la Faim ;

Conception : Fabrice JOUSSELIN / Rédaction-révision : / © Action contre la Faim

ACTION CONTRE LA FAIM

SANS VOUS, L'ACTION S'ARRÊTE.